

DEVIS

**NO. DE
SOLLICITATION :** 21-58045

EDIFICE: SAS
110 place Gymnasium
Saskatoon, SK.

PROJET: SAS - Bassins oculaires et douches
d'urgence

NO. DE PROJET: 6038 SAS-01

Date: septembre 2021

DEVIS

TABLE DES MATIERES

Formulaire de soumission

Annonce Achatsetventes

Instructions aux soumissionnaires

Compagnies de cautionnements

Articles de convention

Plans et devis

A

Modalités de paiement

B

Conditions générales

C

Conditions de travail et échelle des justes salaires N/A **D**

Conditions d'assurance **E**

Condition de garantie du contrat **F**

Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité LVERS **G**

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
-------------------------------------	--

Finance and Procurement Services	Services financiers et d'approvisionnement
-------------------------------------	---

Formulaire de proposition – Marché de construction

Titre du projet SAS - Bassins oculaires et douches d'urgence

No. de Proposition: 21-58045

1.2 **Nom d'entreprise et adresse du soumissionnaire**

Nom _____

Adresse _____

Personne-ressource (nom en lettres moulées) _____

Téléphone (_____) _____ Téléc. (_____) _____

1.3 **Offre de prix**

Le soumissionnaire soussigné offre par les présentes à Sa Majesté du chef du Canada (ci-après appelée « Sa Majesté »), représentée par le Conseil national de recherches du Canada, d'exécuter et d'achever les travaux se rapportant au projet désigné ci-haut, conformément aux plans et devis et aux autres documents d'appel d'offres, à l'endroit et de la manière énoncés aux présentes, pour un montant total de _____, _____ \$ (montant numéraire uniquement) **dans la monnaie ayant cours légal au Canada (TPS/TVH en sus).**

Le montant de l'offre comprend toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables^(*). Cependant, si l'une des taxes imposées en vertu de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi sur les douanes*, du tarif des douanes ou de toute autre loi provinciale imposant une taxe de vente au détail sur les achats de biens meubles incorporés à un bien immobilier est modifiée et que cette modification survient :

- .1 après que la présente proposition ait été mise à la poste ou livrée; ou
 - .2 si la présente proposition est révisée, après la dernière révision;
- le montant de l'offre de prix devra être diminué ou augmenté de la manière prévue à l'article CG22 des Conditions générales du contrat.

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Finance and Procurement Services	Services financiers et d'approvisionnement

1.3.1 Offre de prix (suite)

(*) Dans le cadre de la présente proposition, la taxe sur les produits et services (TPS) n'est pas une taxe applicable.

Dans la province de Québec, la taxe de vente du Québec (TVQ) ne doit pas être ajoutée au montant de l'offre, le gouvernement fédéral étant exempté de la TVQ. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement au ministère du Revenu provincial pour récupérer toute taxe qu'ils sont appelés à verser sur des biens et services acquis dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les soumissionnaires devraient cependant inclure dans le montant de leur offre de prix tout montant de TVQ pour lequel ils ne peuvent exiger un remboursement de taxe sur les intrants.

1.4 Acceptation et conclusion du marché

Le soumissionnaire soussigné s'engage, dans les quatorze (14) jours suivant l'avis confirmant l'acceptation de la présente proposition, à signer un contrat portant sur l'exécution des travaux, à condition que l'avis d'acceptation du Ministère parvienne au soumissionnaire dans un délai de trente (30) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

1.5 Délai d'exécution des travaux

Le soumissionnaire soussigné s'engage à achever les travaux dans le délai stipulé au devis, lequel commence à courir à compter de l'avis d'acceptation de la présente proposition.

1.6 Garantie de soumission

Le soumissionnaire soussigné joint à la présente proposition une garantie de soumission, conformément à l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

Le soumissionnaire soussigné convient que dans l'éventualité où il refuse de conclure un contrat qu'il est tenu de conclure en vertu des présentes, tout dépôt de garantie fourni à titre de garantie de soumission sera retenu pour débit. Cependant, le Ministre peut, au nom de l'intérêt public, renoncer au droit de Sa Majesté de retenir pour débit le dépôt de garantie.

Le soumissionnaire soussigné convient que si la garantie de soumission n'est pas conforme aux modalités de l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires, sa proposition peut être jugée irrecevable.

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
-------------------------------------	--

Finance and Procurement Services	Services financiers et d'approvisionnement
-------------------------------------	---

1.7 **Garantie d'exécution**

Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis d'acceptation de sa proposition, le soumissionnaire soussigné doit fournir une garantie d'exécution contractuelle, conformément à la section F, Conditions contractuelles, du contrat.

Le soumissionnaire soussigné convient que la garantie d'exécution visée par les présentes, si elle est fournie sous forme de lettre de change, sera versée au Trésor public du Canada.

1.8 **Annexes**

L'annexe n° n/a fait partie intégrante de la présente proposition.

1.9 **Addenda**

Le montant total de l'offre de prix porte sur l'exécution des travaux définis dans les addenda suivants :

N°	DATE	N°	DATE

(Les soumissionnaires doivent indiquer le numéro et la date des addenda.)

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
-------------------------------------	--

Finance and Procurement Services	Services financiers et d'approvisionnement
-------------------------------------	---

1.10 Signature de la proposition

Les soumissionnaires doivent consulter l'article 2 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

**SIGNÉ, AUTHENTIFIÉ ET REMIS le _____^e jour du mois de
_____ au nom de**

(Inscrire le nom d'entreprise du soumissionnaire)

SIGNATAIRE(S) AUTORISÉ(S)

(Signature du signataire autorisé)

(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

(Signature du signataire autorisé)

(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

SCEAU

ANNONCE ACHATSETVENTES

SAS Bassins oculaires et douches d'urgence

Le Conseil national de recherches du Canada, 110 place Gymnasium, Saskatoon, SK a une demande pour un projet qui comprend :

Fournir toute la main-d'œuvre, tout l'équipement, tous les outils et accessoires qui sont nécessaires à l'installation de bassins oculaires et de douches d'urgence dans tout le bâtiment du Conseil national de recherches du Canada situé au 110, place Gymnasium, à Saskatoon. Tous les travaux requis doivent être inclus dans la soumission, y compris, mais sans s'y limiter, les travaux d'architecture, de cloisons sèches, d'électricité, d'élimination de l'amiante et de plomberie. Tous les équipements requis devant être installés doivent être inclus dans les estimations de coûts.

1. GENERAL

Adresser à le représentant ministériel (ou à son représentant) ou à l'Agent des contrats toute question portant sur tout aspect du projet. Ils sont les seuls autorisés à fournir des réponses.

On ne tiendra nullement compte des informations obtenues d'une personne autre que le représentant ministériel (ou son représentant) ou l'Agent des contrats et ce, autant à l'octroi du contrat qu'au cours des travaux.

Les entreprises souhaitant présenter des soumissions pour ce projet devraient obtenir les documents relatifs aux appels d'offres en s'adressant au fournisseur de service Achatsetventes.gc.ca AGAO. Si des addenda sont ajoutés, ils seront distribués par Achatsetventes.gc.ca AGAO. Les entreprises qui choisissent de préparer leurs soumissions en se fondant sur des documents d'appel d'offres provenant d'autres sources le font à leurs propres risques et seront tenues d'informer le responsable de l'appel d'offres de leur intention de soumissionner. Les trousseaux d'appel d'offres ne pourront être diffusés le jour même de la clôture des soumissions.

2. VISITE DU SITE OBLIGATOIRE

Les soumissionnaires ont l'obligation de participer à une des visites du site à la date et à l'heure prévues. Les soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission doivent envoyer au moins un représentant à cette visite.

Les visites de chantier se tiendront le 15 septembre et le 16 septembre, 2021 à **10:00**. Rencontrer Jazmin McLean à l'édifice SAS, 110 place Gymnasium, Saskatoon, SK. Les soumissionnaires qui, pour une raison quelconque, ne peuvent pas participer à la visite à la date et à l'heure prévues ne pourront obtenir un deuxième rendez-vous; leur soumission sera donc considérée comme non conforme.

AUCUNE EXCEPTION NE SERA FAITE.

Pour prouver qu'ils ont participé à la visite du site, les soumissionnaires ou leurs représentants DOIVENT signer, lors de la visite, le formulaire de participation élaboré par l'autorité contractante. Les soumissionnaires ou leurs représentants ont la responsabilité de vérifier s'ils ont bien signé ce formulaire avant de quitter le site. Les soumissions présentées par des soumissionnaires qui n'ont pas participé à la visite du site ou qui ont oublié de signer le formulaire de participation seront considérées comme non conformes.

* En raison de la COVID-19, nous prenons des mesures supplémentaires pour vous protéger ainsi que nos employés lors des visites sur site.

- Pour permettre au CNRC de se préparer aux visites de chantier, tous les soumissionnaires sont priés de s'inscrire au préalable préférablement 48 heures avant la date de la visite de

chantier et d'identifier leur date préférée pour la visite du site. Veuillez-vous inscrire en envoyant un courriel à Jazmin.McLean@nrc-cnrc.gc.ca Les soumissionnaires doivent fournir les coordonnées de la personne qui sera présente : nom, adresse courriel et numéro de téléphone, l'adresse électronique et le numéro de téléphone.

- Lors des visites du chantier, pour limiter les contacts et les risques:
 - o Les soumissionnaires désinfecteront leurs mains au poste de désinfection des mains.
 - o Les soumissionnaires seront invités à signer le formulaire de participation. Il est de la responsabilité de tous les soumissionnaires de vérifier l'information sur le formulaire de participation.
 - o La visite des lieux se fera avec un maximum de quatre (4) soumissionnaires à la fois. Chaque groupe disposera d'environ 20 minutes pour examiner le chantier. La visite du chantier se poursuivra avec le prochain groupe de quatre (4) soumissionnaires jusqu'à ce que chacun ait eu la possibilité d'examiner le site.
 - o Les visites sur place peuvent prendre plus de temps que d'habitude, prévoyez donc une durée de réunion plus longue.
 - o Distanciation physique: garder une distance d'au moins 2 bras (environ 2 mètres) des autres ne pourra pas toujours être possible en tout temps, donc l'utilisation des masques jetables fournis par le CNRC afin de réduire le risque de transmission de la COVID-19 est obligatoire.
 - o Les soumissionnaires ne doivent pas empêcher un accès sécuritaire à l'installation ni en arrivant à ni en quittant celle-ci.
- En fonction du nombre de pré-enregistrements prévus, le CNRC peut décider de prévoir des horaires pour chaque groupe de quatre (4) soumissionnaires. L'horaire de votre visite sur place sera confirmé par courriel par le représentant ministériel du CNRC lors de la préinscription. Cette heure remplacera l'heure de réunion pour la visite du chantier indiquée ci-dessus.
- Les propositions soumises par les soumissionnaires qui n'ont pas assisté à la visite du chantier ou qui n'ont pas soumis leur identification et leurs coordonnées lors de la visite du chantier seront considérées comme non conforme.

3. DATE DE FERMÉTURE :

La date de fermeture est le 30 septembre, 2021 14 :00

4. RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES :

À la fermeture de l'appel d'offres, les résultats de l'appel d'offre seront envoyés par télécopieur à tous les entrepreneurs qui auront soumis un appel d'offre.

5. CRITÈRES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES POUR LES ENTREPRENEURS

5.1 EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES A LA SECURITE

Avant la performance des obligations conformément à ce contrat, tous les entrepreneurs qui seront impliqués avec le projet doivent avoir leurs niveaux de sécurité vérifiés afin d'obtenir une COTE DE FIABILITÉ comme défini dans la Politique de Sécurité Gouvernementale du Canada.

6.0 WORKSAFE SASKATCHEWAN

.1 Tous les soumissionnaires doivent fournir une attestation de la WORKSAFE Saskatchewan valide avec leur offre ou avant l'attribution du contrat.

7.0 L'OMBUDSMAN DE L'APPROVISIONNEMENT

.1 Services de règlement des différends

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande ou consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

.2 Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [*le fournisseur ou l'entrepreneur ou le nom de l'entité à qui ce contrat a été attribué*] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

.3 Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 000 \$ pour des biens et de moins de 100 000 \$ pour des services. Vous pouvez soulever des questions ou des préoccupations concernant une demande de soumissions ou l'attribution du contrat subséquent auprès du BOA par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca. Vous pouvez également obtenir de plus amples informations sur les services qu'offre le BOA, en consultant son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca.

Le représentant ministériel responsable ou son représentant:
Jazmin McLean
Jazmin.McLean@nrc-cnrc.gc.ca
Téléphone: 306 491-4099

Jazmin McLean

L'autorité contractante : **Collin Long**
Collin.Long@nrc-cnrc.gc.ca

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Article 1 - Réception des soumissions

- 1a) Aucune soumission reçue après le moment fixé pour la clôture des soumissions ne sera acceptée. Les soumissions électroniques reçues après l'heure de fermeture indiquée- les serveurs du CNRC ont reçu l'heure - seront irrévocablement rejetées. Les soumissionnaires sont priés d'envoyer leur proposition suffisamment de temps avant l'heure de clôture pour éviter tout problème technique. Le CNRC ne sera pas tenu responsable des soumissions envoyées avant l'heure de fermeture mais reçues par les serveurs du CNRC après l'heure de fermeture. **LES SOUMISSIONS RECUES APRES LE MOMENT FIXÉ NE SONT PAS VALIDES** et ne peuvent être prises en considération, peu importe la raison de leur retard.
- 1b) Une lettre ou une télécommunication imprimée envoyée par un soumissionnaire pour signifier un prix ne peut être considérée comme étant une soumission valide à moins qu'une soumission officielle n'ait été reçue sur la formule prescrite à cette fin.
- 1c) Il est loisible aux soumissionnaires de modifier leurs soumissions par courriel seulement mais à condition que de telles modifications ne soient pas reçues plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions.
- 1d) Les modifications à la soumission qui sont transmises par courriel doivent être signées et doivent permettre d'identifier sans équivoque le soumissionnaire.

Toutes les modifications de ce genre doivent être envoyées à :

Conseil national de recherches Canada
Services d'approvisionnement
Collin Long, agent supérieur de contrats

Collin.Long@nrc-cnrc.gc.ca

Article 2 - Formule de soumission et qualifications

- 1) Toutes les soumissions doivent être présentées sur la formule de soumission - construction et être signées en conformité avec les exigences suivantes:
 - a) Société à responsabilité limitée : le nom complet de la société ainsi que le nom et le titre des fondés de signature autorisés doivent être imprimés dans l'espace prévu à cette fin. La signature des fondés de signature et le sceau de la société doivent être apposés.
 - b) Société de personne : le nom de l'entreprise ainsi que le(s) noms du (des) signataire(s) doivent être imprimés dans l'espace prévu. L'un ou plusieurs des associés doivent signer en présence d'un témoin qui, lui aussi, doit apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.
 - c) Entreprise à propriétaire unique : le nom de l'entreprise et le nom du propriétaire unique doivent être imprimés dans l'espace prévu. Le propriétaire est tenu de signer en présence d'un témoin qui doit lui aussi apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.
- 2) Toute modification à la partie imprimée de la formule de soumission - construction ou tout défaut de fournir l'information qui y est demandée peut invalider la soumission.

- 3) Toutes les rubriques de la formule de soumission - construction doivent être remplies et les corrections manuscrites ou dactylographiées apportées aux parties ainsi remplies doivent être paraphées par la ou les personnes qui signe(nt) la soumission au nom du soumissionnaire.
- 4) Les soumissions doivent être basées sur les plans, devis et documents de soumission fournis.
- 5) Le CNRC se réserve le droit de rejeter, à sa seule discrétion, toutes offres pour lequel un soumissionnaire dont son Conseil d'administration ou les propriétaires sont en majorité les mêmes qu'un ancien fournisseur qui aurait déclaré faillite durant l'exécution des travaux au CNRC au cours des 7 dernières années suite à l'émission de cet appel d'offres. Le cas échéant, le CNRC avisera le(s) fournisseurs en question.
- 6) Le CNRC se réserve le droit de rejeter, à sa seule discrétion, toutes offres pour lequel un soumissionnaire aurait eu un contrat avec le CNRC annulé au cours des 3 dernières années à partir de la date d'émission de cet appel d'offres en raison d'un manque de performance. Le cas échéant, le CNRC avisera le(s) fournisseurs en question.
- 7) Pour les travaux dans la province de Québec uniquement, la version française prend préférence. En cas de différences entre la version anglaise et la version française, et pour toutes les pièces jointes et amendements, la version anglaise a préférence. Pour les travaux dans la province de Québec uniquement, la version française prend préférence.

Article 3 - Contrat

- 1) L'entrepreneur devra signer un contrat semblable à la formule standard pour contrats de construction à prix fixe dont un exemplaire en blanc est annexé dos à la présente brochure pour information.

Article 4 - Destinataire de la soumission

- 1a) **Les soumissions doivent être envoyées par courriel seulement** adressée à l'Agent de contrats, Collin.Long@nrc-cnrc.gc.ca Canada, et la mention "Soumission relative à (inscrire le titre de travail apparaissant sur les dessins et le cahier des charges)" ainsi que le nom et l'adresse du soumissionnaire doivent apparaître sur l'enveloppe.
- 1b) Sauf dispositions contraires, les seuls documents à soumettre pour la soumission sont la formule de soumission et la garantie de soumission.

Article 5 - Garantie

- 1a) La garantie de soumission est requise. La garantie doit alors être soumise sous l'une ou l'autre des formes suivantes :
 - i) des obligations du gouvernement du Canada, ou des obligations avec garantie inconditionnelle par le gouvernement du Canada quant au capital et aux intérêts, OU
 - ii) un cautionnement de soumission ou cautionnement électronique.
- 1b) Peu importe la forme de la garantie de soumission, elle ne devrait jamais dépasser la somme de 250 000 \$ calculée à 10% de la première tranche de 250 000 \$ du prix soumissionné, plus 5% de tout montant dépassant 250 000 \$.

- 2a) Une garantie de soumission doit être fournie avec chaque soumission. Elle peut aussi être envoyée séparément à condition qu'elle ne soit pas reçue plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions. On doit fournir l'ORIGINAL de la garantie de soumission. Des garanties transmises par courriel en format PDF SONT acceptées. **DEFAUT DE FOURNIR LA GARANTIE REQUISE RENDRA LA SOUMISSION INVALIDE.**
- 3a) L'adjudicataire doit fournir une garantie au plus tard 14 jours après réception d'un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission. Il doit fournir L'UN OU L'AUTRE des documents suivants :
- i) Un dépôt de garantie tel que décrit à l'alinéa 1b) ci-dessus ainsi qu'un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux s'élevant à 50%, au moins, de la somme payable en vertu du contrat, OU
 - ii) Une garantie d'exécution et un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux, chacun s'élevant à 50% du montant payable en vertu du contrat.
- 3b)
- 3c) Les obligations doivent être de la forme approuvée et doivent être émises par des compagnies dont les obligations sont acceptées par le gouvernement du Canada. Des modèles de la forme approuvée des garanties à déposer par les soumissionnaires, des garanties d'exécution et des cautionnements du paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux ainsi qu'une liste des compagnies de garantie acceptables peuvent être obtenus en s'adressant au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches du Canada, édifice M-58, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A 0R6, Canada.

Article 6 - Taxe sur les ventes

- 1) Le montant de la soumission doit comprendre toutes les taxes prélevées en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes ou du Tarif des douanes en vigueur ou applicables à ce moment.
- 2) Au Québec, la taxe provinciale ne doit pas être incluse au montant soumissionné, car le Gouvernement Fédéral en est exclu. Les soumissionnaires devront faire les démarches nécessaires auprès du Ministère du Revenu provincial pour recouvrer toute taxe payée sur les biens et services dans le cadre de ce contrat.

Cependant, les soumissionnaires devraient inclure dans leur prix, les taxes provinciales pour lesquelles les remboursements ne s'appliquent pas.

Article 7 - Examen de l'emplacement

- 1) Tous les soumissionnaires examineront l'emplacement des travaux proposés avant d'envoyer leur soumission, étudieront minutieusement ledit emplacement et obtiendront tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution du contrat. Aucune réclamation postérieure ne sera permise ou admise relativement à tout travail ou matériaux pouvant être requis et nécessaires à la bonne exécution du présent contrat à l'exception des dispositions de l'article CG 35 des Conditions générales du cahier des charges général.

Article 8 - Erreurs, omissions, etc.

- 1a) Les soumissionnaires relevant des erreurs ou des omissions dans les dessins, le cahier des charges ou d'autres documents, ou ayant des doutes quant au sens ou à l'intention de n'importe quelle partie de ces derniers, devront en avertir immédiatement l'ingénieur qui fera parvenir des directives ou des explications écrites à tous les soumissionnaires.
- 1b) Ni l'ingénieur, ni le Conseil ne seront responsables des directives orales.
- 1c) Les additions ou les corrections effectuées au cours de la présentation des soumissions seront incluses dans la soumission. Cependant, le contrat remplace toutes les communications, négociations et tous les accords, sous forme verbale ou écrite, se rapportant aux travaux et effectués avant la date du contrat.

Article 9 - Nul paiement supplémentaire pour accroissement des frais

- 1) Les seules autres modifications pouvant être apportées au prix forfaitaire sont celles précisées dans les Conditions générales du Cahier des charges général. Le prix forfaitaire ne sera pas modifié à la suite de changements dans les tarifs de transport, les cotes des changes, les échelles de salaire, le coût des matériaux, de l'outillage ou des services.

Article 10 - Adjudication

- 1a) Le Conseil se réserve le pouvoir et le droit de rejeter les soumissions provenant de parties ne possédant pas les connaissances et la préparation requises à la bonne exécution de la catégorie de travaux mentionnés dans les présentes et précisés dans les plans. Les soumissionnaires doivent fournir la preuve de leur compétence lorsque cela est exigée.
- 1b) Un soumissionnaire peut être tenu de faire parvenir au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches Canada, édifice M-22, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A OR6, Canada, des copies non signées des polices d'assurance auxquelles il envisage de souscrire pour satisfaire aux exigences relatives aux assurances comprises dans les Conditions d'assurance du Cahier des charges général.
- 1c) Le Conseil ne s'engage pas à accepter la soumission la plus basse ni une soumission quelconque.

Article 11 - Taxe TPS

- 1) La TPS qui est maintenant en vigueur est applicable à cette proposition; cependant, l'entrepreneur devra proposer un prix NE COMPRENNANT PAS la TPS. La TPS détaillée séparément dans toutes les factures et demandes de paiement partiel présentées pour des produits fournis ou un travail accompli et sera payée par le Canada. Le montant de la TPS sera inclus dans le prix total du contrat. L'Entrepreneur convient de verser à Revenu Canada tout montant payé ou dû au titre de la TPS.

Compagnies de cautionnement reconnues

Publiée septembre 2010

Voici une liste des compagnies d'assurance dont les cautionnements peuvent être acceptés par le gouvernement à titre de garantie.

1. Compagnie canadiennes

Assurance ACE INA
Allstate du Canada, Compagnie d'assurances
Ascentus Ltée, Les Assurances (cautionnement seulement)
Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada
AXA Assurances (Canada)
AXA Pacific Compagnie d'assurance
Le Bouclier du Nord Canadien, Compagnie d'Assurance
Certas direct, compagnie d'assurances (cautionnement seulement)
Chubb, Compagnie d'assurances du Canada
Commonwealth, Compagnie d'assurances du Canada
Compagnie d'assurance Chartis du Canada (anciennement La Cie d'assurance commerciale AIG du Canada)
Co-operators General, Compagnie d'assurance
CUMIS, Compagnie d'assurances générales
La Dominion du Canada, Compagnie d'assurances générales
Échelon, Compagnie D'Assurances Générale (cautionnement seulement)
Economical, Compagnie Mutuelle d'Assurance
Elite, Compagnie d'assurances
La Compagnie d'Assurance Everest du Canada
Federated, Compagnie d'assurances du Canada
Federation, Compagnie d'assurances du Canada
La Compagnie d'assurance et de Garantie Grain
Gore Mutual Insurance Company
The Guarantee, Compagnie d'Amérique du Nord
Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'Assurances Générales
Intact Compagnie d'assurance
Jevco, Compagnie d'assurances (cautionnement seulement)
Compagnie canadienne d'assurances générales Lombard
Compagnie d'assurance Lombard
Markel, Compagnie d'assurances du Canada
Missisquoi, Compagnie d'assurances
La Nordique compagnie d'assurance du Canada
The North Waterloo Farmers Mutual Insurance Company (fidélité du personnel seulement)
Novex Compagnie d'assurance (fidélité du personnel seulement)
La Personnelle, compagnie d'assurances
La Compagnie d'Assurance Pilot
Compagnie d'Assurance du Québec
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances
Saskatchewan Mutual Insurance Company
Compagnie d'Assurance Scottish & York Limitée
La Souveraine, Compagnie d'Assurance Générale
TD, Compagnie d'assurances générales
Temple, La compagnie d'assurance
Traders, Compagnie d'assurances générales
La Compagnie Travelers Garantie du Canada
Compagnie d'Assurance Trisura Garantie

Waterloo, Compagnie d'assurance
La Compagnie Mutuelle d'Assurance Wawanesa
Western, Compagnie d'assurances
Western, Compagnie de garantie

2. Compagnie provinciales

Les cautionnements de garantie des compagnies suivantes peuvent être acceptés à condition que le contrat de garantie soit conclu dans une province où la compagnie est autorisée à faire affaires, comme il est indiquée entre parenthèses.

AXA Boréal Assurances Inc. (I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., C.-B.)
ALPHA, Compagnie d'assurances Inc. (Québec)
Canada West Insurance Company (Ont., Man., Sask., Alb., C.-B., T.-N.-O.) (cautionnement seulement)
La Capitale assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., Qué. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
Coachman Insurance Company (Ont.)
La Compagnie d'Assurance Continental Casualty (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
GCAN Compagnie d'assurances (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
The Insurance Company of Prince Edward Island (N.-É., I.-P.-É., N.-B.)
Kingsway Compagnie d'assurances générales (N.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb., et C.-B.)
La Compagnie d'Assurance Liberté Mutuelle (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)
Norgroupe Assurances Générales Inc.
Orléans, compagnie d'assurance générale (N.-B., Qué., Ont.)
Saskatchewan Government Insurance Office (Sask.)
SGI CANADA Insurance Services Ltd. (Ont., Man., Sask., Alb.)
Société d'assurance publique du Manitoba (Man.)
Union Canadienne, Compagnie d'assurances (Québec)
L'Unique assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué. (cautionnement seulement), Ont. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B. (cautionnement seulement), Nun., T.-N.-O., Yuk.)

3. Compagnie étrangères

Aspen Insurance UK Limited
Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (fidélité du personnel seulement)
Eagle Star Insurance Company Limited
Société des Assurances Ecclésiastiques (fidélité du personnel seulement)
Lloyd's, Les Souscripteurs du
Mitsui Sumitomo Insurance Company, Limited
NIPPONKOA Insurance Company, Limited
Assurances Sompo du Japon
Tokio Maritime & Nichido Incendie Compagnie d'Assurances Ltée
XL Insurance Company Limited (cautionnement seulement)
Zurich Compagnie d'Assurances SA

Articles de convention

Contrat de construction – Articles de convention
(23/01/2002)

- A1 Contrat
- A2 Description des travaux et date d'achèvement
- A3 Prix du contrat
- A4 Adresse de l'entrepreneur
- A5 Tableau des prix unitaires

Articles de convention

Les présents Articles de convention faits en double le 8^{ième} jour de janvier, 2015

Entre

Sa Majesté la Reine, du chef du Canada (ci-après appelé “ Sa Majesté”) représentée par le Conseil National recherches du Canada. (ci-après appelé “ le Conseil”)

Et Les installations électriques Pichette Inc.

(ci-après appelé “l’Entrepreneur”)

Font foi que sa Majesté et l’Entrepreneur ont établi entre eux les conventions suivantes:

A1 Contrats

(23/01/2002)

- 1.1 Sous réserve des paragraphes A1.4 and A1.5, les documents constituant le contrat passé entre Sa Majesté et l’Entrepreneur (ci-après appelé le Contrat) sont:
 - 1.1.1 les présents Articles de convention;
 - 1.1.2 les documents intitulés “Plans et devis” et annexés aux présentes sous la cote “A”;
 - 1.1.3 le document intitulé “Modalités de paiement” et annexé aux présentes sous la cote “B”;
 - 1.1.4 le document intitulé, “Conditions générales” et annexé aux présentes sous la cote “C”;
 - 1.1.5 le document intitulé, “Conditions de travail” et annexé aux présentes sous la cote “D”;
 - 1.1.6 le document intitulé, “Conditions d’assurance” et annexé aux présentes sous la cote “E”;
 - 1.1.7 le document intitulé, “Conditions de garantie du contract” et annexé aux présentes sous la cote “F”; et
 - 1.1.8 toute modification au Contract en accord avec le Conditions générales.
 - 1.1.9 le document intitulé “Échelles de juste salaire pour les contrats fédéraux de construction”, désigné dans le présent document par l’appellation “Échelles de justes salaires”.

Articles de Convention

1.2 Le Conseil désigne _____ de **SAGI** du CNRC, du gouvernement du Canada, Ingénieur aux fins du Contrat et à toute fin, y compris aux fins accessoires, l'adresse de l'Ingénieur est réputée être:

1.3 Dans le Contrat

1.3.1 "Entente à prix fixe" désigne la partie du Contrat où il est stipulé qu'un paiement global sera fait en contrepartie de l'exécution des travaux auxquels elle se rapporte; et

1.3.2 "Entente à prix unitaire" désigne la partie du Contrat où il est stipulé que le produit d'un prix multiplié par un nombre d'unité de mesurage d'une catégorie sera versé à titre de paiement pour l'exécution des travaux visés par cette entente.

1.4 Toute dispositions du Contrat qui s'applique expressément et seulement à une Entente à prix unitaire ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l' Entente à prix fixe.

1.5 Toute dispositions du Contrat qui s'applique expressément et seulement à une Entente à prix fixe ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l' Entente à prix Unitaire.

A2 Description des travaux et date d'achèvement (23/01/2002)

2.1 Entre la date des présentes Articles de convention et le _____ jour de _____, l'Entrepreneur exécute, avec soin et selon le règles de l'art, à l'endroit et de la manière indiquée, les travaux suivants :

plus particulièrement décrits dans les Plans et devis, incluant les addenda no.

Articles de Convention

A3 Prix du marché

(23/01/2002)

- 3.1 Sous réserve de toute addition, soustraction, déduction, réduction ou compensation prévue en vertu du Contrat, Sa Majesté, aux dates et de la manière énoncées ou mentionnées dans les Modalités de paiement, paie à l'Entrepreneur:
- 3.1.1 la somme de \$ (TPS/TVH en sus), en considération et l'exécution des travaux ou des parties de travaux à laquelle s'applique l'Entente à prix fixe, et
- 3.1.2 une somme égale à l'ensemble des produits du nombre d'unités de mesurage de chaque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux indiqué dans le Certificat définitif de mesurage mentionné ou paragraphe CG44.8, ce nombre d'unités étant multiplié selon le cas par le prix de chaque unité indiquée dans le Tableau des prix unitaires relativement à l'exécution des travaux ou des parties de travaux qui ont fait l'objet d'une Entente à prix unitaire.
- 3.2 Pour le gouverne de l' Entrepreneur et des personnes chargées de l'exécution du Contrat au nom de sa Majesté, mais sans toutefois comporter une garantie ou un engagement de quelque nature de la part de l'une ou l'autre partie, il est estimé que la somme totale payable par Sa Majesté à l'Entrepreneur pour la partie des travaux qui a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, sera d'environ N/A \$
- 3.3 L'alinéa A3.1.1 ne s'applique qu'à une Entente à prix fixe.
- 3.4 L'alinéa A3.1.2 et le paragraphe A3.2 ne s'appliquent qu'à une Entente à prix unitaire.

A4 Adresse de L'Entrepreneur

(23/01/2002)

- 4.1 Aux fins du Contrat, y compris les fins accessoires, l'adresse de l'Entrepreneur est réputé être:

Articles de Convention

A5 Tableau des prix unitaires

(23/01/2002)

5.1 Il est convenu entre Sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le Tableau des prix unitaires pour le Contrat:

Colonne 1 Postes	Colonne 2 Catégorie de travail outillage ou de matériaux	Colonne 3 Unité de mesurage	Colonne 4 Quantité totale estimative	Colonne 5 Prix unitaire	Colonne 6 Prix total estimatif
		N/A			

5.2 Le Tableau des prix unitaires présenté au paragraphe A5.1 décrit la partie des travaux visée par l'Entente à prix unitaire.

5.3 La partie des travaux qui n'est pas décrite dans le Tableau des prix unitaires mentionné au paragraphe A5.2 est la partie des travaux visée par l'Entente à prix fixe.

DIVISIONS / SECTIONS DU DEVIS.....Pages

Division 00 - EXIGENCES RELATIVES AUX APPROVISIONNEMENTS ET AUX CONTRATS

Section 00 01 10 - Table des matières	1
Section 00 10 00 - Instructions générales.....	12
Section 00 15 45 - Exigences générales de sécurité	6

LISTE DES DESSINS.....Feuille N°

Plan Partiel Du Niveau 0	M01
Plan Partiel Du Niveau 1 – Quest	M02
Plan Partiel Du Niveau 2 – Quest	M03
Plan Partiel Du Niveau 2 – Est	M04
Plan Partiel Du Niveau 3 – Quest	M05
Plan Partiel Du Niveau 3 – Est	M06
Plan Partiel Du Niveau 4	M07
Devis	M08

END OF TABLE of CONTENTS

1. ÉTENDUE DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par le présent contrat comprennent l'installation de bassins oculaires et de douches d'urgence dans l'édifice du Conseil national de recherches du Canada situé au 110, place Gymnasium à Saskatoon.

2. DESSINS

- .1 Les dessins suivants illustrent les travaux à exécuter et font partie du présent contrat :
 - .1 M01_LEVEL0
 - .2 M02_LEVEL1
 - .3 M03_LEVEL2
 - .4 M04_LEVEL2
 - .5 M05_LEVEL3
 - .6 M06_LEVEL3
 - .7 M07_LEVEL4
 - .8 MO8_SPEC

3. ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

- .1 Terminer tous les travaux dans les vingt-quatre (24) semaines qui suivent la réception de l'avis d'acceptation de la soumission.

4. GÉNÉRALITÉS

- .1 Sans objet en français.
- .2 Fournir les articles mentionnés dans les dessins ou dans les spécifications.

5. ÉQUIPEMENT ET MATÉRIAUX SPÉCIFIÉS, DÉSIGNÉS ACCEPTABLES OU DE SUBSTITUTION

- .1 Les produits et le matériel spécifiés dans les dessins ou les devis ont été sélectionnés dans le but d'établir des normes de rendement et de qualité. Dans la plupart des cas, lorsque l'on précise la marque de commerce et le numéro de modèle de tout produit ou matériel, on indique aussi les noms d'autres fabricants qui seraient acceptables. Les entrepreneurs peuvent calculer le montant de leur soumission en se fondant sur les prix des produits et du matériel fournis par n'importe quel des fabricants désignés comme étant des fournisseurs acceptables de produits ou de matériel particuliers.
- .2 En plus des fabricants spécifiés ou désignés comme étant acceptables, vous pouvez demander au représentant ministériel d'approuver d'autres fabricants, produits ou matériel. Pour faire approuver un produit en tant que substitut, vous devez remettre une demande par écrit au représentant ministériel au cours de la période fixée pour soumissionner, au plus tard sept (7) jours ouvrables avant la clôture de l'appel d'offres.

- .3 Vous devez attester par écrit que le substitut répond à toutes les exigences relatives aux dimensions, à la capacité, au rendement et à la qualité du matériel ou des produits spécifiés. En outre, il est entendu que l'entrepreneur assume tous les coûts qui sont reliés à l'acceptation des substituts proposés, ou qui en résultent.
- .4 L'approbation des substituts sera communiquée sous forme d'un addendum aux documents de soumission.
- .5 Nous n'examinerons pas les demandes d'approbation d'autres fabricants, produits ou matériel qui sont incomplètes et impossibles à évaluer ou qui sont soumises moins de sept (7) jours avant la clôture de l'appel d'offres.

6. NORMES MINIMALES

- .1 Se conformer aux exigences des normes minimales acceptables des divers codes fédéraux, provinciaux et municipaux pertinents tels le Code national du bâtiment, le Code national de prévention des incendies, le Code canadien de la plomberie, le Code canadien de l'électricité, le Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction et la *Loi provinciale sur la sécurité dans la construction*, ou les dépasser.
- .2 Effectuer les travaux conformément aux normes et codes dont il est fait mention, en vigueur ou révisés à la date de publication du présent devis.

7. SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES MATIÈRES DANGEREUSES UTILISÉES AU TRAVAIL (SIMDUT)

- .1 L'entrepreneur doit se conformer aux lois fédérales et provinciales portant sur le SIMDUT. Les responsabilités de l'entrepreneur comprennent les tâches suivantes, sans s'y limiter :
 - .1 S'assurer de l'étiquetage acceptable de tout produit contrôlé introduit sur les lieux des travaux par l'entrepreneur lui-même ou un sous-traitant, ou l'un de leurs fournisseurs;
 - .2 Mettre à la disposition des travailleurs et du représentant ministériel des fiches techniques « santé — sécurité » (FTSS) portant sur ces produits contrôlés;
 - .3 Former ses propres ouvriers pour le SIMDUT et les produits contrôlés présents au chantier;
 - .4 Informer les autres entrepreneurs, les sous-traitants, le représentant ministériel, les visiteurs autorisés, ainsi que les représentants des organismes externes d'inspection, de la présence et de l'utilisation de ces produits sur les lieux des travaux.
 - .5 Le contremaître ou le surveillant des travaux doit pouvoir démontrer au représentant ministériel qu'il a reçu une formation sur le SIMDUT et qu'il est au courant des exigences de ce système. Le représentant ministériel peut exiger le remplacement de cette personne si elle ne satisfait pas à l'exigence susmentionnée ou si le SIMDUT n'est pas mis en œuvre de façon acceptable.

8. SUBSTANCES DÉSIGNÉES

Certaines provinces identifient spécifiquement certaines substances comme des « substances désignées » et ont adopté une réglementation sur les substances désignées. Énumérez ci-bas toutes les substances dont vous connaissez la présence sur le chantier :

- .1 L'entrepreneur général a la responsabilité de s'assurer que tous les éventuels sous-traitants ont reçu une copie de liste des matières désignées qui peuvent être présentes sur le chantier.

9. VENTILATION DES COÛTS

- .1 Soumettre une ventilation des coûts dans les soixante-douze (72) heures qui suivent l'acceptation de la soumission pour approbation du représentant ministériel.
- .2 Une fois approuvée, utiliser la ventilation des coûts comme base pour la soumission de toute autre demande.
- .3 Avant de rédiger et de soumettre une demande sous sa forme définitive, obtenir le consentement verbal du représentant ministériel quant au montant de cette demande.
- .4 Les coûts assumés par l'entrepreneur pour respecter les exigences en matière de santé et de sécurité au travail (Code canadien du travail) en rapport avec la pandémie de la COVID-19 doivent être inclus dans le prix de l'offre initiale. Ces coûts peuvent inclure, sans s'y limiter, la fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI) supplémentaires et les exigences de distanciation sociale nécessaires à la réalisation du projet. Dans son offre initiale, l'entrepreneur doit tenir compte de la conformité à toute directive de santé et de sécurité relative à la COVID-19 émise par le médecin hygiéniste local (selon la juridiction du projet), par l'Agence de la santé publique du Canada, par Santé Canada ou par le ministère provincial de la Santé, le cas échéant.

10. SOUS-TRAITANTS

- .1 Dans les soixante-douze (72) heures qui suivent l'acceptation de la soumission, soumettre à l'étude du représentant ministériel une liste complète des sous-traitants.

11. INSIGNES D'IDENTIFICATION ET ENQUÊTES DE SÉCURITÉ DU PERSONNEL

- .1 Toute personne employée par l'entrepreneur ou par un de ses sous-traitants et présents sur le chantier doit respecter les exigences d'une enquête de sécurité en accord avec la section intitulée Instructions spéciales aux soumissionnaires.
- .2 Toutes ces personnes doivent porter et garder visible un insigne d'identification émise par le Bureau de la sécurité du CNRC.

12. HEURES DE TRAVAIL ET EXIGENCES D'ACCOMPAGNEMENT

- .1 Les heures normales de travail au CNRC sont de 8 h à 16 h 30, du lundi au vendredi inclusivement, sauf les jours fériés.

- .2 En tout autre temps, des laissez-passer spéciaux sont nécessaires pour avoir accès au chantier.
- ↔ Obtenir la permission du représentant ministériel d'exécuter des tâches particulières avant de planifier tout travail en dehors des heures normales de travail.
- .4 En dehors des heures normales de travail, il se peut qu'un accompagnateur ou une accompagnatrice soit nécessaire. Payer les coûts associés à cette personne si le représentant ministériel le demande.

13. CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 L'entrepreneur doit soumettre un calendrier détaillé des travaux, indiquant les dates du début et de la fin des diverses étapes des travaux et le mettre à jour. Il doit remettre ce calendrier au représentant ministériel au plus tard deux (2) semaines après l'adjudication du contrat et avant d'entreprendre tout travail au chantier.
- .2 Informer le représentant ministériel par écrit de toute modification apportée au calendrier.
- .3 Quatorze jours avant la date d'achèvement prévue, planifier la tenue d'une inspection provisoire avec le représentant ministériel.

14. RÉUNIONS

- .1 Tenir régulièrement des réunions aux heures et aux endroits approuvés par le représentant ministériel.
- .2 Aviser toutes les parties intéressées des réunions pour assurer une bonne coordination des travaux.
- .3 Le représentant ministériel déterminera les heures de réunions et assume la responsabilité d'enregistrer et distribuer le procès-verbal.

15. DESSINS D'ATELIER

- .1 Soumettre au représentant ministériel, aux fins de vérification, les dessins d'atelier, la documentation et les échantillons prescrits dans les trois (3) semaines après l'adjudication du contrat.
- .2 Soumettre au représentant ministériel aux fins de vérification, une liste complète de tous les dessins d'atelier, la documentation et les échantillons prescrits et une confirmation écrite des dates de livraison correspondantes dans l'intérieur d'une (1) semaine, suite à la date d'approbation des dessins d'atelier, de la documentation et des échantillons. Cette liste devra être mise à jour toutes les quatre (4) semaines et n'importe quels changements à la liste devront être immédiatement notifiés par écrit au représentant ministériel.
- .3 Examiner les dessins d'atelier, la documentation et les échantillons avant de les soumettre.
- .4 Sauf avis contraire, soumettre une copie électronique de tous les dessins d'atelier, de la documentation ainsi que des échantillons pour vérification.

- .5 Demeurer responsable des erreurs et des omissions apparaissant dans les dessins d'atelier et la documentation et s'assurer qu'ils sont conformes aux documents contractuels même s'ils sont revus par le représentant ministériel.

16. ÉCHANTILLONS ET MAQUETTES

- .1 Soumettre des échantillons aux dimensions et quantités prescrites.
- .2 Si la couleur, le motif ou la texture sont des facteurs spécifiés, soumettre tout un éventail d'échantillons.
- .3 Monter des modèles et des maquettes au chantier, aux endroits qui conviennent le représentant ministériel.
- .4 Tout travail terminé est vérifié sur place d'après les modèles ou maquettes approuvés qui servent de normes pour la façon et les matériaux.

17. MATÉRIAUX ET MISE EN ŒUVRE

- .1 Pour le présent projet, n'utiliser que des matériaux neufs, sauf si noté autrement.
- .2 Seuls les travaux de première classe seront acceptés, non seulement en ce qui a trait à la sécurité, l'efficacité et la durabilité, mais aussi à l'exactitude du détail et au bon rendement.

18. OUVRAGES ET MATÉRIAUX FOURNIS PAR LE PROPRIÉTAIRE

- .1 Les ouvrages et matériaux non inclus dans ce contrat sont décrits sur les dessins et dans le devis.
- .2 Tous les matériaux retournés au propriétaire doivent être transportés à un lieu d'entreposage désigné par le représentant ministériel.
- .3 Sauf indication contraire, prendre possession des matériaux fournis par le propriétaire à leur lieu d'entreposage et assurer leur transport.

- .4 Responsabilités de l'entrepreneur :
 - .1 Les décharger à pied d'œuvre.
 - .2 En faire aussitôt l'inspection et signaler tout article endommagé ou défectueux.
 - .3 Par écrit, informer le représentant ministériel des articles qui sont reçus en bon état.
 - .4 Les manutentionner à pied d'œuvre, ce qui comprend leur déballage et leur entreposage.
 - .5 Réparer ou remplacer les articles endommagés au chantier.
 - .6 Installer et raccorder les produits finis conformément aux prescriptions.

19. VOIES D'ACCÈS

- .1 Prendre les dispositions nécessaires avec le représentant ministériel avant de commencer les travaux ou avant de transporter des matériaux et du matériel au chantier.
- .2 Obtenir l'approbation du représentant ministériel quant aux moyens d'accès normaux au chantier pendant la période de construction.
- .3 Obtenir l'approbation du représentant ministériel avant de suspendre temporairement les travaux sur le chantier; avant de retourner au chantier et avant de quitter le chantier à la fin des travaux.
- .4 Fournir et maintenir des voies d'accès au chantier.
- .5 Aménager et entretenir des routes provisoires et assurer leur déneigement pendant les travaux.
- .6 Aménager et entretenir des routes provisoires pendant les travaux.
- .7 Fournir le déneigement et l'enlèvement de la neige au besoin pendant la durée du contrat. L'entrepreneur doit réparer et nettoyer les routes qu'il a dû utiliser au cours des travaux.

20. UTILISATION DU CHANTIER

- .1 Limiter les travaux sur le chantier aux secteurs approuvés par le représentant ministériel au moment de la soumission.
- .2 Tous matériel, structures, abris, etc. provisoires doivent se trouver dans les secteurs désignés.
- .3 Limiter le stationnement aux secteurs désignés.

21. ACCEPTATION DU CHANTIER

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, l'entrepreneur doit visiter le chantier et, en compagnie du représentant ministériel, revoir toutes les conditions qui pourraient toucher ses travaux.
- .2 Le début des travaux signifiera l'acceptation des conditions existantes.

22. BUREAU ET TÉLÉPHONE AU CHANTIER

- .1 L'entrepreneur devra ériger, à ses frais, un bureau temporaire au chantier.
- .2 Au besoin, installer un téléphone et en assurer l'entretien.
- .3 Il est interdit d'utiliser les téléphones du CNRC, sauf en cas d'urgence.

23. INSTALLATIONS SANITAIRES

- .1 Obtenir la permission du représentant ministériel pour utiliser les installations sanitaires existantes.

24. SERVICES PROVISOIRES

- .1 L'entrepreneur pourra bénéficier d'une source provisoire d'électricité à pied d'œuvre. Il devra fournir, sans frais, tous les raccords et matériaux nécessaires pour assurer ledit service au chantier.
- .2 Fournir et installer tous les centres de distributions, disjoncteurs, conduits, câblage, commutateur de déconnexion, transformateurs nécessaires à partir de la source d'électricité.
- .3 Il n'est permis d'utiliser le courant que pour les outils électriques, l'éclairage, les commandes, les moteurs, et non pas pour chauffer.
- .4 Sur demande, il sera possible de se raccorder provisoirement au réseau de distribution d'eau.
- .5 Assumer tous les frais pour amener l'eau aux endroits nécessaires.
- .6 Se conformer aux exigences du CNRC lors du raccordement aux réseaux existants, conformément aux articles « Coopération » et « Interruptions des services » de cette section.

25. DEVIS DESCRIPTIF, BULLETINS, DESSINS D'ARCHIVES

- .1 L'entrepreneur doit conserver à pied d'œuvre une (1) copie à jour et en bon état de tous les devis, dessins et bulletins relatifs aux travaux; le représentant ministériel ou ses représentants doivent pouvoir les consulter en tout temps.
- .2 L'entrepreneur doit annoter au moins une (1) copie du devis et des dessins pour y indiquer tous les travaux tels qu'ils ont été exécutés. Il doit la remettre au représentant ministériel avec la demande de paiement pour le certificat définitif d'achèvement des travaux.

26. COOPÉRATION

- .1 Coopérer avec le personnel du CNRC pour que les travaux de recherche courants soient interrompus le moins possible.
- .2 Faire, à l'avance, un calendrier de tous les travaux qui pourraient interrompre le travail normal exécuté dans l'édifice.

- .3 Faire approuver le calendrier par le représentant ministériel.
- .4 Donner un préavis écrit de soixante-douze (72) heures au représentant ministériel avant toute interruption projetée des installations, des secteurs, des corridors, des services mécaniques ou électriques, et attendre son autorisation.

27. MESURES DE PROTECTION ET ÉCRITEAUX D'AVERTISSEMENT

- .1 Fournir et installer tous les matériaux nécessaires pour protéger le matériel existant.
- .2 Ériger des écrans anti-poussière pour éviter que la poussière et les débris ne se répandent en dehors des limites des travaux.
- .3 Protéger contre la poussière le matériel et le mobilier avec des bâches et coller ces dernières au plancher, au moyen de ruban adhésif, pour que la poussière ne s'infilte pas.
- .4 Réparer ou remplacer, gratuitement et à la satisfaction du représentant ministériel, tout bien du propriétaire endommagé pendant les travaux.
- .5 Protéger les édifices, les routes, les pelouses, les services, etc. contre tout dommage qui pourrait survenir à la suite de l'exécution des présents travaux.
- .6 Planifier et coordonner les travaux pour que l'eau, la poussière, etc. ne s'infiltrerent pas dans les édifices.
- .7 S'assurer de garder fermées toutes les portes, fenêtres, etc. qui pourraient permettre le passage de poussière, de fumée, de bruit, etc. dans les autres secteurs de l'édifice.
- .8 Fermer le secteur des travaux à la fin de chaque journée de travail et être responsable des lieux. Prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher l'entrée de personnes non autorisées et pour protéger le site contre le vol, les incendies et tout dommage. Fermer la zone des travaux à la fin de chaque journée de travail et en assumer la responsabilité.
- .9 Fournir et installer en permanence des barrières de sécurité appropriées autour du chantier pour éviter que le public et le personnel du CNRC soient blessés pendant l'exécution des travaux.
- .10 Poser des écriteaux d'avertissement pour toutes les situations où il pourrait se produire des blessures (p. ex., casques protecteurs obligatoires, danger, travaux) ou lorsque le représentant ministériel le demande.
- .11 Fournir et installer des abris provisoires au-dessus des entrées et des sorties de l'édifice pour assurer la protection des piétons. Tous ces abris doivent pouvoir résister aux intempéries et à la chute de débris.

28. BILINGUISME

- .1 Tous les écriteaux, avis, etc. doivent être bilingues.
- .2 Toute identification de services exigée aux termes du présent contrat.

29. DISPOSITION DES OUVRAGES

- .1 Les localisations des équipements, appareils, raccords et ouvertures comme spécifiées ou indiquées aux dessins doivent être considérées comme approximatives.
- .2 Situer les équipements, appareils et systèmes de distributions de façon à minimiser les interférences et maximiser l'espace utilisable et en accord avec les instructions du manufacturier pour un accès et un entretien sécuritaire.
- .3 Engager une personne compétente pour agencer les travaux selon les documents contractuels.

30. ÉCARTS ET INTERFÉRENCES

- .1 Avant de débiter les travaux, examiner les dessins et le devis. Signaler aussitôt au représentant ministériel tout écart, défaut, omission ou interférence qui touchent les travaux.
- .2 Si, au cours des travaux, l'entrepreneur trouve que les plans ne reflètent pas la réalité, il lui incombe de le signaler immédiatement par écrit au représentant ministériel, lequel doit rapidement vérifier les allégations.
- .3 Tout travail exécuté après cette découverte, jusqu'à ce qu'il soit autorisé, doit être fait aux risques de l'entrepreneur.
- .4 Si des obstacles ou interférences mineures sont décelés en cours d'exécution et qu'ils n'avaient pas été signalés sur la soumission originale ou sur les plans et le devis, fournir et installer des doubles coudes ou des coudes ou modifier le tracé des services pour qu'il soit approprié aux conditions du chantier, et ce, sans frais supplémentaires.
- .5 Prendre les dispositions pour que tous les travaux ne gênent d'aucune façon l'exécution des autres travaux.

31. INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf indications contraires, se conformer aux plus récentes instructions écrites du fabricant concernant les matériaux et le matériel à utiliser et les méthodes de mise en place.
- .2 Aviser le représentant ministériel par écrit de toute divergence entre le présent devis et les instructions du fabricant; le représentant ministériel déterminera alors quel document a priorité.

32. CHAUFFAGE PROVISOIRE ET VENTILATION

- .1 Assumer les frais de la ventilation et du chauffage provisoire utilisés pendant la construction, y compris les frais d'installation, de combustible, d'exploitation, d'entretien et d'enlèvement du matériel.
- .2 Sauf si le représentant ministériel l'a autorisé, il est interdit d'utiliser des appareils de chauffage autonomes répandant des émanations dans les zones de travail.

- .3 Fournir et installer le matériel provisoire de chauffage et de ventilation requis dans les endroits fermés afin de :
 - .1 faciliter l'exécution des travaux.
 - .2 protéger les ouvrages et les matériaux contre l'humidité et le froid.
 - .3 réduire la condensation de l'humidité sur les surfaces à un niveau acceptable.
 - .4 assurer les niveaux de température ambiante et d'humidité indispensables pour l'entreposage, l'installation et la période de séchage requis des matériaux.
 - .5 assurer une ventilation adéquate afin de répondre aux exigences de santé publique concernant la sécurité dans les zones de travail.
 - .6 Maintenir une température d'au moins 10 °C (50 °F) aux endroits spécifiés, à partir du début des travaux de finition jusqu'au moment de l'acceptation du bâtiment par le représentant ministériel.
 - .7 Maintenir la température ambiante et l'humidité aux niveaux nécessaires pour assurer le bien-être du personnel du CNRC.
- .4 Prendre les mesures nécessaires pour empêcher les accumulations dangereuses de poussières, fumées, buées, vapeurs et émanations, dans les zones occupées pendant les travaux de construction, y compris aussi les aires d'entreposage et les installations sanitaires.
 - .1 Évacuer les substances dangereuses de sorte que la santé des occupants ne soit pas mise en danger.
- .5 Assurer une surveillance constante et rigoureuse du fonctionnement du matériel de chauffage et de ventilation.
 - .1 Faire respecter les normes et les codes pertinents.
 - .2 Se conformer aux instructions du représentant ministériel, ce qui comprend la désignation, sur demande, de gardiens de sécurité incendie à temps complet.
 - .3 Faire respecter les normes de sécurité.
 - .4 Doter les appareils de combustion autonomes de mises à l'air libre vers l'extérieur.
- .6 Rédiger les soumissions en supposant que les installations et le matériel neufs ou existants ne pourront être utilisés pour le chauffage et la ventilation provisoire.
- .7 Une fois le contrat adjugé, le représentant ministériel peut autoriser l'utilisation de l'installation permanente s'il peut y avoir entente sur ce qui suit :
 - .1 conditions d'utilisation, matériel spécial, protection et entretien, remplacement des filtres, etc.
 - .2 méthodes pour s'assurer que le caloporteur ne sera pas perdu et, dans le cas de la vapeur, entente sur ce qu'il adviendra du condensateur.
 - .3 réduction du prix du contrat.
 - .4 prescriptions pertinentes aux garanties du matériel.

33. INTERRUPTIONS DES SERVICES

- .1 Lorsque les travaux impliquent le raccord à des services existants, exécuter les travaux en temps et manière préagrés avec le représentant ministériel et autres autorités ayant juridiction

avec le minimum de perturbations au personnel du CNRC, à la circulation véhiculaire et de temps d'interruption du service. L'entrepreneur ne doit en aucun cas opérer les équipements du CNRC.

- .2 Avant de commencer les travaux, établir la localisation et l'étendue des lignes de services dans la zone de travail et aviser le représentant ministériel des constatations.
- .3 Fournir un calendrier et obtenir l'approbation du représentant ministériel pour toute interruption ou fermeture de services ou d'installations actifs et donner un préavis d'au moins soixante-douze (72) heures. Respecter le calendrier approuvé et avertir le représentant ministériel.
- .4 Aviser le représentant ministériel immédiatement suivant la rencontre de services inconnus et confirmer la découverte par écrit
- .5 Afin de minimiser les interruptions, prévoir des déviations, des ponts, des sources d'alimentation de rechange, etc., au besoin
- .6 Protéger les services existants comme il se doit et effectuer aussitôt toutes les réparations nécessaires si des dommages surviennent.
- .7 Enlever tous les lignes de services abandonnés comme indiqués dans les documents contractuels et tel qu'approuvé par le représentant ministériel, boucher ou autrement sceller aux points de coupure. Noter et fournir une copie au représentant ministériel de la localisation de toutes les lignes de services maintenues, déroutées et ou abandonnées.

34. DÉCOUPAGE ET RAPIÉÇAGE

- .1 Découper les surfaces existantes de façon à ce que les ouvrages s'agencent correctement entre eux.
- .2 Enlever et disposer de tous les articles indiqués ou prescrits.
- .3 Rapiécer et réparer, à la satisfaction du représentant ministériel, les surfaces qui ont été modifiées, découpées ou endommagées, avec des matériaux identiques.
- .4 Là où de nouveaux tuyaux passent à travers des travaux existants, percer une ouverture. La dimension de l'ouverture doit laisser un jeu de 12 mm (1/2 po) autour des tuyaux ou de l'isolation de la tuyauterie. Ne pas percer ni couper aucune surface sans l'approbation du représentant ministériel.
- .5 Obtenir l'approbation écrite du représentant ministériel avant de percer des ouvertures dans les pièces de charpente neuves ou existantes.
- .6 Calfeutrer toutes les ouvertures où des câbles, conduits ou tuyaux passent à travers les murs avec un calfeutrante acoustique conforme à CAN/CGSB 19.21-M87.
- .7 Là où des câbles, conduits ou tuyaux passent à travers des murs ou des planchers coupe-feu, remplir l'espace avec des fibres de verre comprimées et calfeutrer avec un calfeutrante en accord avec CAN/CGSB-19.13 et NBC 3.1.7.

35. DISPOSITIFS DE FIXATION

- .1 Sauf autorisation expresse du représentant ministériel, il est interdit d'utiliser des pistolets à charge explosive.
- .2 Se conformer aux exigences de la norme ACNOR A-166, Pistolets d'ancrage à charge explosive.
- .3 Obtenir la permission du représentant ministériel avant d'utiliser tout genre d'outils percussion.

36. SURCHARGE

- .1 S'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage ou de l'édifice ne supporte une charge susceptible de compromettre sa sécurité ou de causer une déformation permanente ou un dommage de structure.

37. DRAINAGE

- .1 Assurer le drainage et le pompage temporaires, selon les besoins, afin de garder les excavations et le chantier propres.

38. ENCEINTES ET FERMETURES DE LA CHARPENTE

- .1 Ériger et entretenir toutes les enceintes temporaires nécessaires pour protéger les fondations, le sous-sol, le béton, la maçonnerie, etc. contre le gel ou les dommages.
- .2 Ne pas les enlever tant que tout danger de dommage n'est pas écarté et tant que la cure n'est pas terminée.
- .3 Munir les ouvertures extérieures de fermetures protectrices provisoires à l'épreuve des intempéries, jusqu'à ce que les châssis, les vitres et les portes extérieures soient installés en permanence.
- .4 Fournir et installer des fermetures avec verrou, afin d'assurer la sécurité des installations du CNRC, et en être responsable.
- .5 Sur demande, remettre des clés au personnel de sécurité du CNRC.
- .6 Disposer les ouvrages avec soin et avec précision. Vérifier toutes les dimensions et en être responsable. Situer les points de repère généraux et prendre les mesures nécessaires pour empêcher leur déplacement.
- .7 Pendant toute la durée des travaux, voir à toujours être au courant des conditions du chantier et des travaux exécutés par tous les autres gens de métier, engagés dans le présent projet, de sorte à éviter tout conflit lié à l'occupation du chantier.
- .8 Sauf indication contraire, dissimuler tous les services, tuyauterie, câblage, conduits, etc. dans les planchers, les murs ou les plafonds.

39. ENTREPOSAGE

- .1 Pour ne pas que les outils, matériaux, etc. soient endommagés ou volés, prévoir un entrepôt et en être responsable.
- .2 Il est interdit d'entreposer des produits inflammables ou explosifs sur le chantier à moins que le représentant ministériel du CNRC l'autorise.

40. EXAMEN GÉNÉRAL

- .1 Même si le représentant ministériel revoit périodiquement les travaux de l'entrepreneur, ceci ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité d'exécuter les travaux conformément aux documents contractuels. L'entrepreneur doit effectuer son propre contrôle de la qualité pour vérifier si ses travaux sont conformes aux documents contractuels.
- .2 Informer le représentant ministériel de tout obstacle à la bonne conduite des travaux et obtenir son approbation pour la relocalisation

41. INSPECTION DES SERVICES ENFOUIS OU DISSIMULÉS

- .1 Avant de dissimuler tout service installé, s'assurer que tous les organismes d'inspection intéressés, y compris le CNRC, ont inspecté les ouvrages et ont assisté à tous les essais. Dans le cas contraire, l'entrepreneur peut avoir à les découvrir à ses propres frais.

42. ESSAIS

- .1 À l'achèvement des travaux, ou sur demande du représentant ministériel et (ou) des inspecteurs des organismes locaux en cours d'exécution, et avant que tout service soit couvert et que le rinçage soit terminé, faire l'essai de toutes les installations en présence du représentant ministériel.
- .2 Obtenir tous les certificats d'acceptation ou tous les résultats d'essais des organismes compétents et les remettre le représentant ministériel. Dans le cas contraire, le projet ne sera considéré comme incomplet.

43. OCCUPATION PARTIELLE

- .1 Le CNRC peut demander une occupation partielle de l'installation si les travaux se poursuivent au-delà de la date d'achèvement prévue.
- .2 Ne pas limiter l'accès à l'édifice, aux routes et services.
- .3 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou de matériel.

44. ÉVACUATION DES DÉCHETS

- .1 Évacuer, en toute sécurité hors des terrains du CNRC, tous les déchets, y compris les produits volatils. Se référer à la section intitulée « Exigences générales de sécurité » incluse dans cette spécification.

45. NETTOYAGE PENDANT LA CONSTRUCTION

- .1 Sur une base quotidienne, garder les lieux et le secteur adjacent au campus, y compris les toits, exempts de débris et de déchets.
- .2 Apporter sur les lieux des conteneurs destinés à la cueillette des déchets et des débris.

46. NETTOYAGE FINAL

- .1 À la fin des travaux, effectuer le nettoyage final à la satisfaction du représentant ministériel.
- .2 Nettoyer toutes les nouvelles surfaces, les luminaires et les surfaces existantes touchés par les présents travaux, remplacer les filtres, etc.
- .3 Nettoyer tous les revêtements de sol souples et les préparer à recevoir le fini protecteur qui sera appliqué par le personnel du CNRC.

47. GARANTIE DES TRAVAUX ET CORRECTION DES DÉFAUTS

- .1 Voir les conditions générales C, section GC32.
- .2 Veiller à ce que toutes les garanties soient adressées au nom de l'entrepreneur et du Conseil national de recherches du Canada.

48. MANUELS D'ENTRETIEN

- .1 À la fin des travaux et avant la décharge de garantie, soumettre deux (2) exemplaires bilingues des manuels d'entretien ou deux (2) exemplaires de chacune des versions anglaises et françaises ainsi qu'une copie électronique de la même information.
- .2 Bien relier les données dans des cahiers à couverture rigide pour feuilles volantes.
- .3 Les manuels doivent renfermer les instructions d'exploitation et d'entretien, les garanties, les dessins d'atelier, la documentation technique, etc. touchant les matériaux et les appareils fournis aux termes du présent contrat.

FIN DE SECTION

1. EXIGENCES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ EN CONSTRUCTION

- .1 L'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires lors de l'exécution du contrat pour protéger le personnel (travailleurs, les visiteurs, le public général, etc...) et la propriété immobilière.
- .2 L'Entrepreneur est le seul responsable pour la sécurité de ses employés, des employés de ses sous-traitants et pour l'initiation, le maintien et la supervision des précautions, programmes et procédures de sécurité en rapport avec l'exécution des travaux.
- .3 L'Entrepreneur doit se conformer à la réglementation et les codes de sécurité Fédéraux, Provinciaux et municipaux et ainsi que toute réglementation provinciale sur la santé et la sécurité au travail. Advenant des conflits entre les dispositions de la législation ou des codes, les dispositions les plus sévères s'appliqueront.
- .4 La révision périodique du travail de l'Entrepreneur par le représentant ministériel en utilisant les critères des documents contractuels ne relève pas l'Entrepreneur de ses responsabilités vis-à-vis la sécurité lors de l'accomplissement des travaux selon les documents contractuels. L'Entrepreneur doit consulter avec le représentant ministériel pour s'assurer que cette responsabilité est acquitte
- .5 L'Entrepreneur doit s'assurer que seulement des personnes compétentes puissent avoir accès et travailler sur le chantier. Tout au cours du contrat toute personne qui n'observe pas ou n'applique pas les règlements de sécurité pourra être renvoyée du chantier.
- .6 Tous les équipements doivent être sécuritaires en bon état de fonctionnement et appropriés pour la tâche.
- .7 Suivant une évaluation du projet et des risques spécifiques au site des travaux, l'entrepreneur doit élaborer un plan de sécurité spécifique au site en fonction des exigences minimales suivantes. Les plans de sécurité spécifiques au site doivent également être suffisamment robustes pour faire face à tout événement anormal, comme les pandémies (COVID-19 ou similaires), les incendies, les inondations, de la météo anormale affectée par les changements climatiques ou d'autres anomalies environnementales
 - .1 Fournir une affiche montée dans un endroit visible du site du projet contenant les informations suivantes :
 - .1 Avis de Projet.
 - .2 Politique de Sécurité Spécifique au site.
 - .3 Une copie de Loi provinciale sur la santé et la sécurité au travail.
 - .4 Un schéma du bâtiment indiquant toutes les sorties d'urgence.
 - .5 Les procédures en cas d'urgence spécifiques au bâtiment.
 - .6 Une liste de contacts pour le CNRC, l'Entrepreneur et tous les sous-traitants impliqués.
 - .7 Toutes fiches signalétiques SIMDUT pertinentes.
 - .8 Les numéros téléphoniques d'urgence du CNRC.

- .8 L'Entrepreneur doit fournir du personnel compétent pour appliquer son programme de sécurité ainsi que tout article applicable de la Loi sur la santé et la sécurité au travail et pour s'assurer que ces directives sont suivies
- .9 L'Entrepreneur doit orienter tous ces employés ainsi que ceux des sous-traitants sous sa juridiction
- .10 Le représentant ministériel exercera une surveillance pour s'assurer que les exigences de sécurité sont rencontrées, que les documents pertinents sont bien remplis et conservés. Le contrat pourra être annulé et l'Entrepreneur ou ses sous-traitants pourront être renvoyés du chantier advenant le non-respect répétitif des standards de sécurité
- .11 L'Entrepreneur devra rapporter tout accident ou incident qui résulte de l'exécution des travaux par l'Entrepreneur et impliquant l'Entrepreneur, le personnel du CNRC ou le public au représentant ministériel et aux autorités ayant juridiction.
- .12 Si pour effectuer ses travaux, l'entrée dans un laboratoire est requise, l'Entrepreneur devra être fournir une session d'orientation concernant la sécurité et les procédures spécifiques a ce laboratoire a ses employés ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants suivant les instructions fournies par le responsable du laboratoire ou le représentant ministériel.

2. EXIGENCES DE SÉCURITÉ INCENDIE

.1 Autorité

1. Le Commissaire des incendies du Canada (CIC) est l'autorité en matière de sécurité incendie au CNRC.
2. Aux fins du présent document, le représentant ministériel est le représentant de la CNRC en charge du projet.
3. Respectez les normes suivantes publiées par le Bureau du commissaire des incendies du Canada:
 - a. Norme 301 'Norme Travaux de construction', juin 1982;
 - b. Norme 302 'Norme Travaux de soudage et de coupage au chalumeau', juin 1982.

.2 Usage du Tabac

1. Il est interdit de fumer dans les immeubles du CNRC, ainsi que sur les toits.
2. Respectez les écriteaux "DÉFENSE DE FUMER".

.3 Travail à chaud

- .1 Vous devez obtenir un permis de 'Travail à chaud' du représentant ministériel avant d'entreprendre des travaux de soudage, de brasage, de brûlage ou d'utilisation de chalumeaux et de salamandres ou d'une flamme nue.
- .2 Avant le début du travail à chaud, réexaminez l'aire de travaux avec le représentant ministériel pour déterminer le niveau de sécurité incendie nécessaire.

.4 Signalisation des Incendies

- .1 Soyez au courant de l'emplacement exact du téléphone et de l'alarme manuelle d'incendie les plus près, ainsi que le numéro de téléphone d'urgence.
- .2 SIGNALER immédiatement tout incident comportant un feu en procédant comme suit :
 - .1 Déclenchez l'alarme manuelle d'incendie le plus près;
 - .2 Téléphonnez au numéro de téléphone d'urgence qui vous seront fournis à la rencontre initiale de chantier :
- .3 Lorsque vous signalez un incendie par téléphone, indiquez l'endroit exact du feu, le nom et le numéro du bâtiment, et soyez prêts à vérifier le lieu
- .4 La personne qui déclenche l'alarme manuelle d'incendie doit demeurer sur la scène d'incendie pour fournir les renseignements et les indications nécessaires au personnel du service d'incendie.

.5 Réseaux Détecteurs et Alarmes d'Incendie à l'Intérieur et à l'Extérieur

- .1 NE PAS OBSTRUER OU COUPER L'ÉQUIPEMENT OU LES SYSTÈMES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE, Y COMPRIS, SANS S'Y LIMITER, LES SYSTÈMES D'ALARME INCENDIE, LES DÉTECTEURS DE FUMÉE ET DE CHALEUR, LE SYSTÈME DE GICLEURS, LES STATIONS DE TRACTION, LES BOUTONS D'APPEL D'URGENCE ET LES SYSTÈMES DE SONORISATION, SANS L'AUTORISATION DU REPRÉSENTANT DU REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL.
- .2 LORS D'UNE INTERRUPTION D'UN RÉSEAU AVERTISSEUR, DES MESURES SPÉCIALES DÉFINIES PAR LE REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL DOIVENT ÊTRE PRISES POUR S'ASSURER QUE LA PROTECTION INCENDIE SOIT MAINTENUE.
- .3 NE LAISSEZ PAS LES RÉSEaux DÉTECTEURS ET AVERTISSEURS D'INCENDIE INACTIFS A LA FIN D'UNE JOURNÉE DE TRAVAIL SANS AVOIR AVISÉ LE REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL ET OBTENU SON AUTORISATION. LE REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL DOIT INFORMER L'API DES DÉTAILS À CHAQUE OCCASION.
- .4 N'UTILISEZ PAS LES BORNES D'INCENDIE NI LES RÉSEaux DE COLONNES MONTANTES ET ROBINETS ARMÉS À D'AUTRES FINS QUE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE SANS L'AUTORISATION DU REPRÉSENTANT MINISTÉRIEL.

.6 Extincteurs d'Incendies

- .1 Fournissez au moins un extincteur à poudre ABC (20 lb) pour chaque site de travail à chaud.
- .2 Fournissez les extincteurs suivants pour les travaux d'asphalte chaud et de toiture:
 - .1 Près du pot de goudron - 1 extincteur à poudre ABC (20 lb);
 - .2 Toiture - 2 extincteurs à poudre ABC (20 lb).

- .3 Prévoir des extincteurs munis:
 - .1 d'une goupille et d'un sceau;
 - .2 d'un manomètre;
 - .3 d'une étiquette portant la signature d'un préposé d'une compagnie d'entretien d'extincteurs d'incendie.
 - .4 d'une étiquette portant la signature d'un préposé d'une compagnie d'entretien d'extincteurs d'incendie.
- .4 Les extincteurs à l'anhydride carbonique (CO) ne sont pas considérés comme des substituts des extincteurs ci-dessus.

.7 Travaux de Toiture

- .1 Chaudières:
 - .1 Prévoyez l'emplacement des chaudières d'asphalte et le lieu d'entreposage avec le représentant ministériel avant la livraison au chantier. N'installez pas les chaudières sur une toiture ou sur un échafaudage et placez-les à une distance d'au moins 10 m (30 pi) de tout bâtiment.
 - .2 Les chaudières doivent être équipées de 2 thermomètres ou de jauges en bon état de fonctionnement. (Un modèle monte sur la chaudière et un modèle tenu en main)
 - .3 N'utilisez pas les chaudières à des températures excédant 232C (450F).
 - .4 Assurez une surveillance permanente pendant l'usage des chaudières et fournissez des couvercles de métal pour étouffer les flammes en cas de feu dans les chaudières. Fournissez les extincteurs d'incendie exigés à l'article 2.6.
 - .5 Expliquez les capacités des récipients au représentant ministériel avant le début des travaux
 - .6 Ranger les matériaux à une distance d'au moins 6m (20 pieds) de la chaudière.
- .2 Balais à franges ('vadrouilles'):
 - .1 N'utilisez que des balais à franges en fibres de verre pour toitures.
 - .2 Enlevez les balais à franges usagés du lieu de travail à la fin de chaque journée de travail.
- .3 Application au chalumeau:
 - .1 N'UTILISEZ PAS DE CHALUMEAUX À PROXIMITÉ DES MURS.
 - .2 N'UTILISEZ PAS DE CHALUMEAUX POUR APPLIQUER DES MEMBRANES SUR DU BOIS EXPOSÉS OU DANS DES CAVITÉS
 - .3 Assurez une surveillance incendie conformément à l'article 2.9 de la présente section.
- .4 Rangez tous les matériaux combustibles utilisés pour les toitures à une distance d'au moins 3 m (10 pi) de toute structure.

- .5 Les bouteilles de gaz doivent être protégées des dommages mécaniques et maintenues en position verticale et à au moins d'au moins 6m (20 pieds) de la chaudière.

.8 Operations de soudure et de meulage

- .1 L'Entrepreneur doit fournir des couvertures ignifuges, des dispositifs d'extraction de fumée, de écrans et autre équipements similaires pour prévenir l'exposition aux éclairs d'arc de soudure ou étincelles de meulage

.9 Surveillance Incendie

- .1 Assurez une surveillance incendie pendant au moins une heure après la fin d'une journée de travail à chaud.
- .2 Chauffage provisoire : voir la Section 01000, Instructions générales.
- .3 Dotez les équipes de repérage des incendies des extincteurs prévus à l'article 2.6.

.10 Obstruction des voies d'évacuation des chaussées, des couloirs, des portes et des ascenseurs

- .1 Avisez le représentant ministériel avant d'entreprendre tout travail qui entraverait le libre passage du personnel du service d'incendie et de son équipement. Cela englobe toute dérogation à la hauteur libre minimale, à l'édification de barricades et au creusage de tranchées.
- .2 Les parcours d'issue du bâtiment ne doivent nullement être obstrués sans la permission expresse du représentant ministériel, qui s'assurera que des parcours de remplacement seront maintenus.
- .3 Le représentant ministériel avisera l'API de tout obstacle pouvant justifier une planification et des dispositifs de communication plus poussés pour assurer la sécurité des occupants et l'efficacité des interventions de lutte contre l'incendie.

.11 Débris et Déchets

- .1 Limitez autant que possible les détritits et les déchets et les ranger à une distance d'au moins 6m (20 pieds) des chaudières ou des torches.
- .2 Il est interdit de faire brûler des détritits sur le chantier.
- .3 Bennes à déchets :
 - .1 En consultation avec le représentant ministériel, déterminez un emplacement sûr et acceptable avant de livrer la benne au chantier ou installer des chutes.
 - .2 Ne pas excéder la capacité de remplissage des bennes et garder le périmètre libre de tous débris
- .4 Stockage:
 - .1 Soyez extrêmement prudents lorsque vous devez stocker des déchets combustibles sur les lieux de travail. Maintenez les lieux le plus propre possible et bien ventilés et respectez les normes de sécurité.

- .2 Déposez les torchons et autres matériaux graisseux ou huileux sujets à la combustion spontanée dans des contenants approuvés et évacuez-les comme exigé au paragraphe 3.1.

.12 Liquides Inflammables

- .1 La manutention, le stockage et l'utilisation de liquides inflammables sont régis par le Code national de prévention des incendies du Canada en vigueur.
- .2 Les liquides inflammables comme l'essence, le kérosène et le naphta, peuvent être gardés sur les lieux pour fins d'usage à brève échéance en quantités ne dépassant pas 45 litres (10 Gal Imp.), à condition d'être stockés dans les bidons de sûreté portant le sceau d'approbation des LAC (ULC). Le stockage de plus grandes quantités de liquides inflammables aux fins de l'exécution des travaux qui nécessite l'autorisation du représentant ministériel.
- .3 Il est interdit de laisser des liquides inflammable sur les toits après les heures normales de travail
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à l'intérieur des bâtiments.
- .5 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à proximité de dispositifs à flamme nue ou de tout autre type de dispositif dégageant de la chaleur.
- .6 Il est interdit d'utiliser des liquides inflammables ayant un point d'éclair inférieur à 38C (100F, tels que le naphta ou l'essence, comme solvants ou agents de nettoyage.
- .7 Stockez les liquides résiduels inflammables dans des récipients approuvés situés dans un endroit sûr bien ventilé. Les déchets constitués de liquides inflammables doivent être régulièrement évacués du chantier.
- .8 Lorsque des liquides inflammables, tels que des laques ou des uréthanes, sont utilisés, veillez à ce que la ventilation soit adéquate et éliminer toute source d'inflammation. Prévenez le représentant ministériel avant le début de tels travaux et une fois les travaux achevés.

3. Questions et/ou demandes d'explications

- .1 Adressez vos questions ou demandes d'explications concernant la sécurité incendie au représentant ministériel.

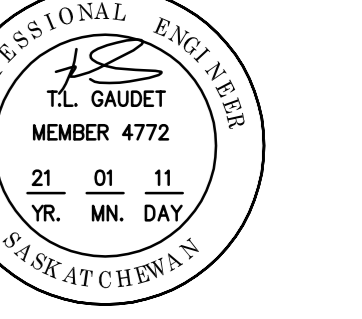
FIN DE SECTION

NOTES GÉNÉRALES

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET LES DÉGAGEMENTS SUR LE CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET AINSI LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DE TOUTE DIVERGENCE OU DE TOUTE OMISSION.
- LES ENTREPRENEURS DOIVENT VISITER LE CHANTIER ET SE FAMILIARISER PLEINEMENT AVEC LA PORTÉE DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DU PROJET.
- TOUS LES CORPS DE MÉTIERS DOIVENT COORDONNER LES TRAVAUX SUR LE CHANTIER, AVEC L'APPROBATION DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE, AFIN D'ÉVITER LES CONFLITS OU LES INTERFÉRENCES.
- TOUS LES ARRÊTS DE SERVICE NÉCESSAIRES DOIVENT ÊTRE COORDONNÉS AVEC LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE.
- L'INSTALLATION DE TOUS LES SYSTÈMES DOIT S'EFFECTUER CONFORMÉMENT AUX CODES ET AUX NORMES EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA REMISE EN ÉTAT ET DE LA RÉPARATION DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT EMPÊCHER LA POUSSIÈRE ET LES DÉBRIS DE SE PROPAGER AU-DELÀ DE L'ARRE DES TRAVAUX ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS.

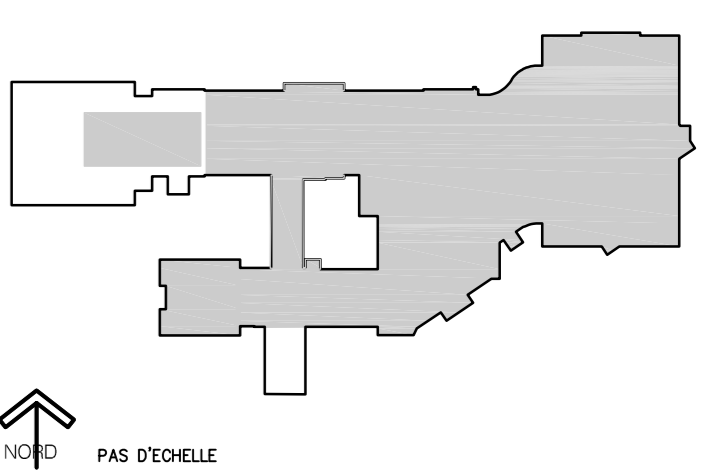


Stantec Consulting Ltd.
 100-75-24th Street East
 Saskatoon, SK S7K 0K3
 Tel: (306)667-2400
 www.stantec.com



ASSOCIATION OF PROFESSIONAL ENGINEERS OF SASKATCHEWAN
 CERTIFICATE OF AUTHORIZATION
 Stantec Consulting Ltd.
 NUMBER: C969
 PROFESSIONAL DESIGN NO. 163 816
 SINKOVICH, MICHEL 4772
 T.L. TROTT GUADET

KEY PLAN PLAN CLÉ



No.	Date	Revision	By
1	11/01/2021		

Verify all dimensions and site conditions and be responsible for same
 Vérifier toutes les dimensions et l'état des lieux et en assumer la responsabilité

A	B	C
Detail no. No. du détail	Location drawing no. Réf. Dessin	Drawing no. Dessin no.

project
 REMPLACEMENT DE DOUCHE D'URGENCE ET DOUCHE OCULAIRE

110 PLACE GYMNASIUM, SASKATOON, SK
 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 0

designé	compu	date	date
CLK	designé	22 DEC. 2020	
drawn	dessiné	scale	échelle
CLK	designé	C'EST NOTÉ	
checked	vérifié	sheet	feuille
TLG	vérifié		
approved	approuvé	W.O.no.	D.T.no.
TLG	approuvé	931586	

M01.FR dessin no.

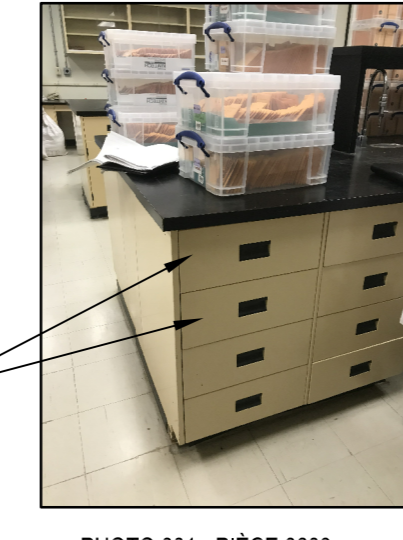
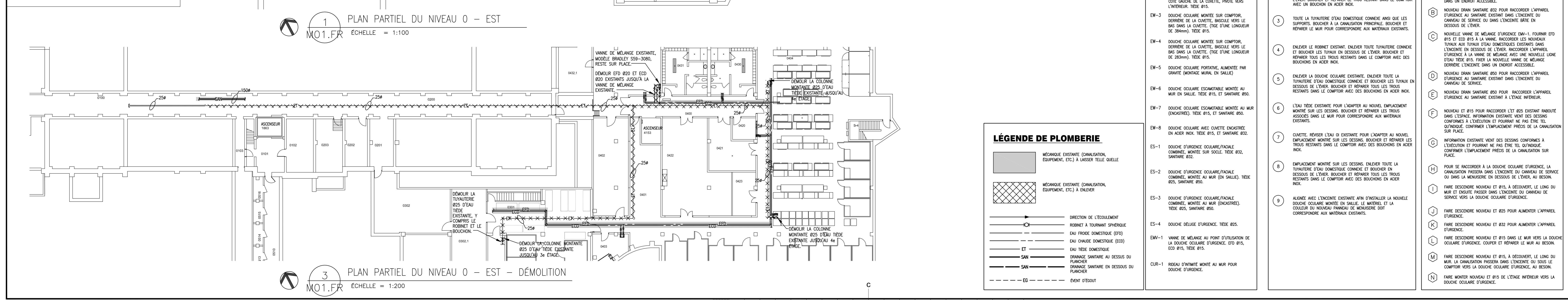
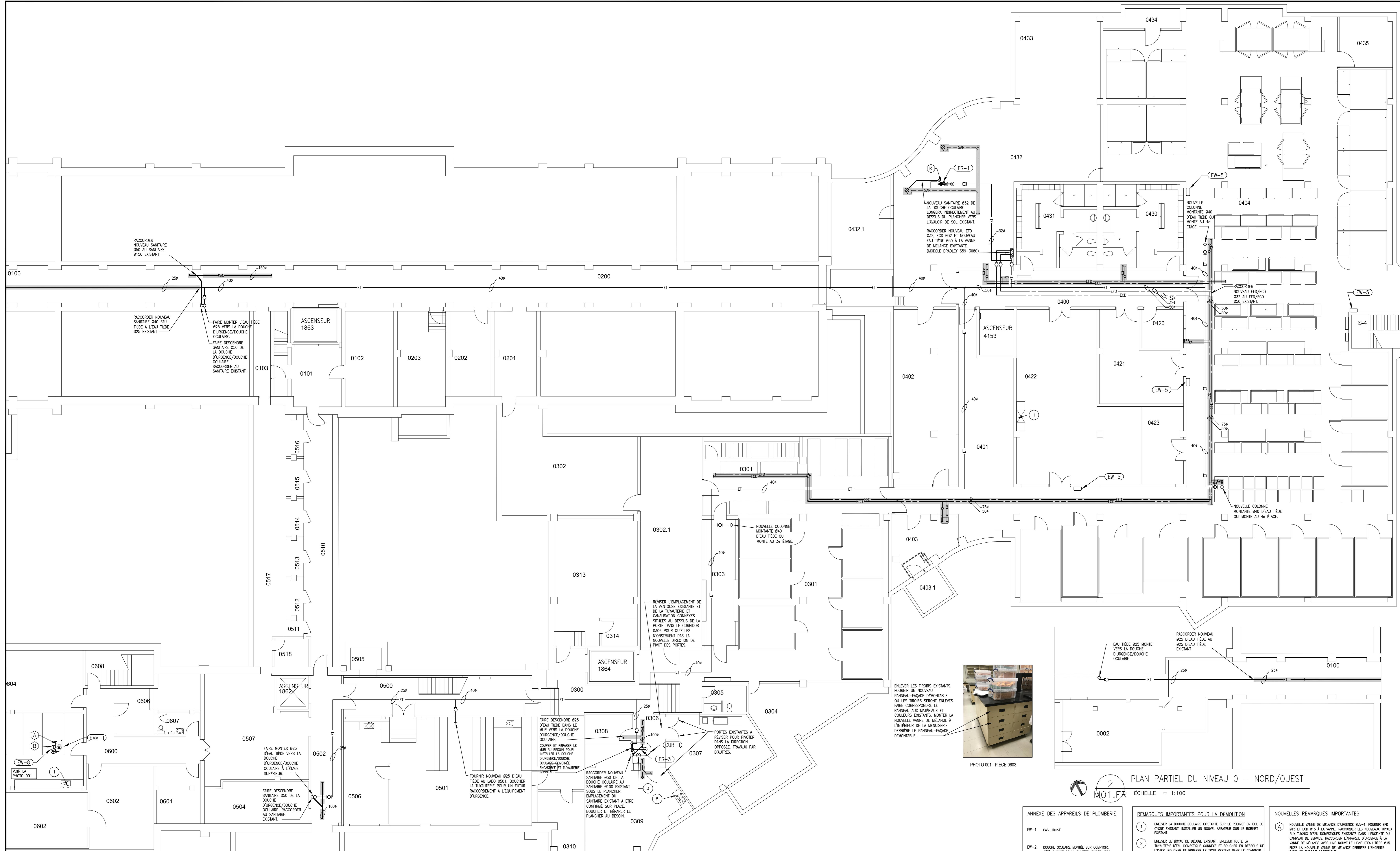


PHOTO 001 - PIÈCE 0603

PLAN PARTIEL DU NIVEAU 0 - NORD/OUEST
 MO1.FR ÉCHELLE = 1:100

ANNÉE DES APPARELS DE PLOMBERIE

- EW-1 PAS UTILISÉ
- EW-2 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPART. CÔTÉ GAUCHE DE LA CAUETTE, PORTE VERS L'INTÉRIEUR, TÈDE #15.
- EW-3 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPART. CÔTÉ GAUCHE DE LA CAUETTE, PORTE VERS L'INTÉRIEUR, TÈDE #15.
- EW-4 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPART. BORDURE DE LA CAUETTE, BORDURE VERS LE BAS DANS LA CAUETTE, TÈDE D'UNE LONGUEUR DE 300mm, TÈDE #15.
- EW-5 DOUCHE OCULAIRE PROXIMITE, ALIMENTÉ PAR GRANITE (MONTAGE MARAL EN SALLE)
- EW-6 DOUCHE OCULAIRE ESSAIMONTABLE MONTÉ AU MUR EN SALLE, TÈDE #15, ET SANITARE #80.
- EW-7 DOUCHE OCULAIRE ESSAIMONTABLE MONTÉ AU MUR (ENCASTRÉ), TÈDE #15, ET SANITARE #80.
- EW-8 DOUCHE OCULAIRE AVEC CAUETTE ENCASTRÉE EN ACIER INOX, TÈDE #15, ET SANITARE #80.
- ES-1 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/PACOLE COMBIÉE, MONTÉE SUR SOLLE, TÈDE #82, SANITARE #80.
- ES-2 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/PACOLE COMBIÉE, MONTÉE AU MUR (EN SALLE), TÈDE #82, SANITARE #80.
- ES-3 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/PACOLE COMBIÉE, MONTÉE AU MUR (ENCASTRÉ), TÈDE #82, SANITARE #80.
- ES-4 DOUCHE OCULAIRE ESSAIMONTABLE TÈDE #82.
- EW-1 VANNE DE MÉLANGE AU POINT D'UTILISATION DE LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE ET #15, TÈDE #15.
- CUR-1 RESEAU D'ÉTANCHÉITÉ MONTÉ AU MUR POUR DOUCHE D'URGENCE.

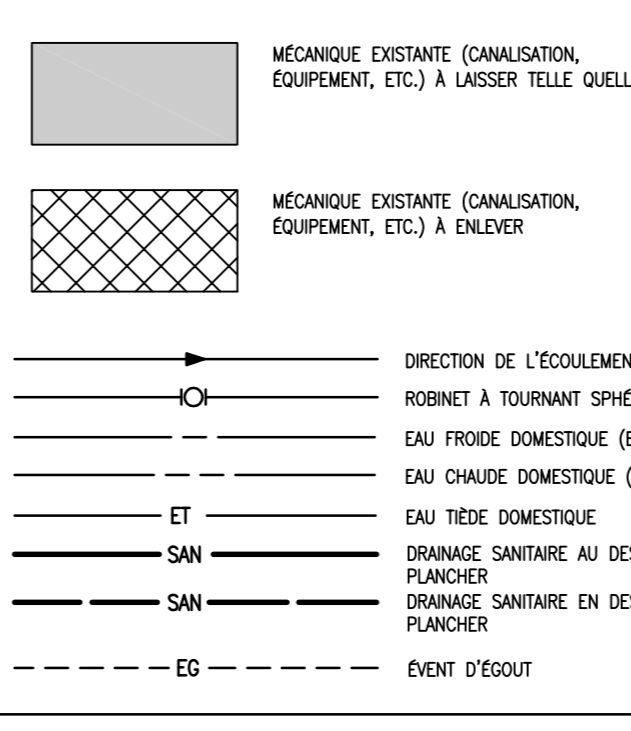
REMARQUES IMPORTANTES POUR LA DÉMOLITION

- ENLEVER LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE SUR LE ROBINET EN COL CYLINDRIQUE. INSTALLER UN NOUVEAU ROBINET EN COL CYLINDRIQUE. INSTALLER UN NOUVEAU ROBINET EN COL CYLINDRIQUE. INSTALLER UN NOUVEAU ROBINET EN COL CYLINDRIQUE. INSTALLER UN NOUVEAU ROBINET EN COL CYLINDRIQUE.
- ENLEVER LE BRIN DE BOULE EXISTANT ENLEVER TOUTE LA TRAVERTINE D'EAU DOMESTIQUE COMBIÉE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS LE COMPART. AVEC UN BOUCHON EN ACIER INOX.
- TOUTE LA TRAVERTINE D'EAU DOMESTIQUE COMBIÉE AVEC LES SUPPORTS. BOUCHER À LA CANALISATION PRINCIPALE. BOUCHER ET RÉPARER LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- ENLEVER LE ROBINET EXISTANT. ENLEVER TOUTE TRAVERTINE COMBIÉE ET BOUCHER LES TROUS EN DESSOUS DE L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTES LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ENLEVER LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE. ENLEVER TOUTE LA TRAVERTINE D'EAU DOMESTIQUE COMBIÉE ET BOUCHER LES TROUS EN DESSOUS DE L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTES LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- L'EAU TÈDE EXISTANTE POUR L'ÉCHAPER AU NOUVEAU EMPLOI MONTÉ SUR LE MUR. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS ASSOCIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- CAUETTE, RÉVISER L'EAU D'EXISTANTE POUR L'ÉCHAPER AU NOUVEAU EMPLOI MONTÉ SUR LE MUR. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS ASSOCIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- EMPLACEMENT MONTÉ SUR LES DESSUS. ENLEVER TOUTE LA TRAVERTINE D'EAU DOMESTIQUE COMBIÉE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTES LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ALIMENTER AVEC L'ÉTRIER EXISTANT. MONTÉ EN SALLE LA NOUVELLE DOUCHE OCULAIRE MONTÉE EN SALLE. LE MONTÉ ET LA CAUETTE DE NOUVEAU PANNÉAU ET MONTÉ. BOUCHER ET RÉPARER LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.

NOUVELLES REMARQUES IMPORTANTES

- A NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE EW-1. FOURNIR ETD #15 ET ETD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TROUS AUX TROUS D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- B NOUVEAU DRAIN SANITARE #80 POUR RACCORDER L'APPAREL D'URGENCE AU SANITARE EXISTANT DANS L'ÉTRIER DU SANITARE #80. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER.
- C NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE EW-1. FOURNIR ETD #15 ET ETD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TROUS AUX TROUS D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- D NOUVEAU DRAIN SANITARE #80 POUR RACCORDER L'APPAREL D'URGENCE AU SANITARE EXISTANT DANS L'ÉTRIER DU SANITARE #80. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER.
- E NOUVEAU DRAIN SANITARE #80 POUR RACCORDER L'APPAREL D'URGENCE AU SANITARE EXISTANT DANS L'ÉTRIER DU SANITARE #80. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER.
- F NOUVEAU ET #15 POUR RACCORDER LETS #80 EXISTANT PAROISSÉ DANS L'ÉTRIER. INFORMATION EXISTANTE N'EST PAS CONFORME À L'ÉTRIER ET POURRAIT NE PAS ÊTRE TIL. S'ASSURER CONTINUER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
- G INFORMATION EXISTANTE N'EST PAS CONFORME À L'ÉTRIER ET POURRAIT NE PAS ÊTRE TIL. S'ASSURER CONTINUER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
- H POUR SE RACCORDER À LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE, LA CANALISATION PASSERA DANS L'ÉTRIER DU SANITARE #80. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER.
- I FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15 À DÉCOUVERT. LE LONG DU MUR ET ENCASTRÉ PASSER DANS L'ÉTRIER DU SANITARE #80. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER.
- J FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #82 POUR ALIMENTER L'APPAREL D'URGENCE.
- K FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15 DANS LE MUR VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. COUPER ET RÉPARER LE MUR AU BESOIN.
- L FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15 À DÉCOUVERT. LE LONG DU MUR. LA CANALISATION PASSERA DANS L'ÉTRIER DU SANITARE #80. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS L'ÉTRIER.
- M FAIRE MONTÉ MANÈGE ET #15 DE L'ÉTRIER VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE.

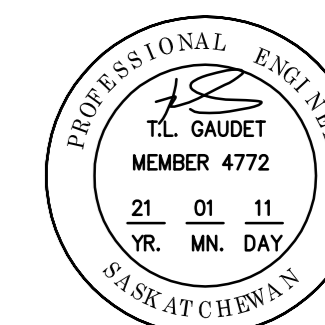
LÉGENDE DE PLOMBERIE



- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET LES DÉGAGEMENTS SUR LE CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET AINSI LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DE TOUTE DIVERGENCE OU DE TOUTE OMISSION.
- LES ENTREPRENEURS DOIVENT VISITER LE CHANTIER ET SE FAMILIARISER PLEINEMENT AVEC LA PORTÉE DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DU PROJET.
- TOUS LES CORPS DE MÉTIERS DOIVENT COORDONNER LES TRAVAUX SUR LE CHANTIER, AVEC L'APPROBATION DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE, AFIN D'ÉVITER LES CONFLITS OU LES INTERFÉRENCES.
- TOUS LES ARRÊTS DE SERVICE NECESSAIRES DOIVENT ÊTRE COORDONNÉS AVEC LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE.
- L'INSTALLATION DE TOUS LES SYSTÈMES DOIT S'EFFECTUER CONFORMÉMENT AUX CODES ET AUX NORMES EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA REMISE EN ÉTAT ET DE LA RÉPARATION DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT ÉVITER LA POUSSIERE ET LES DÉBRIS DE SE PROPAGER AU-DELÀ DE L'ARRE DES TRAVAUX ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS.

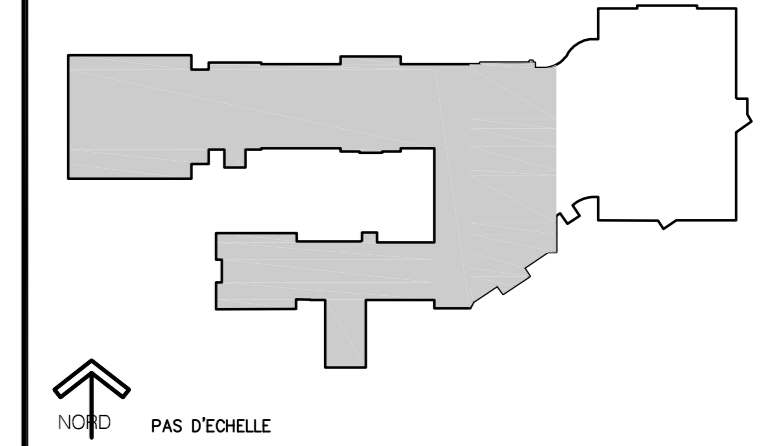


Stantec Consulting Ltd.
 100-75-24th Street East
 Saskatoon, SK S7K 0K3
 Tel: (306)667-2400
 www.stantec.com Stantec Job # 11330120



ASSOCIATION OF PROFESSIONAL ENGINEERS OF SASKATCHEWAN
 CERTIFICATE OF AUTHORIZATION
 Stantec Consulting Ltd.
 NUMBER: C969
 PROFESSION TO CONSULT: MECH. ENG. (MECH.)
 SIGNATURE: T.L. TREPO GAUDET
 EXPIRES: 31.12.2021

KEY PLAN PLAN CLÉ



No.	Date	Revision	By
1	11/01/2021		

Verify all dimensions and site conditions and be responsible for same
 Vérifier toutes les dimensions et l'état des lieux et en assumer la responsabilité

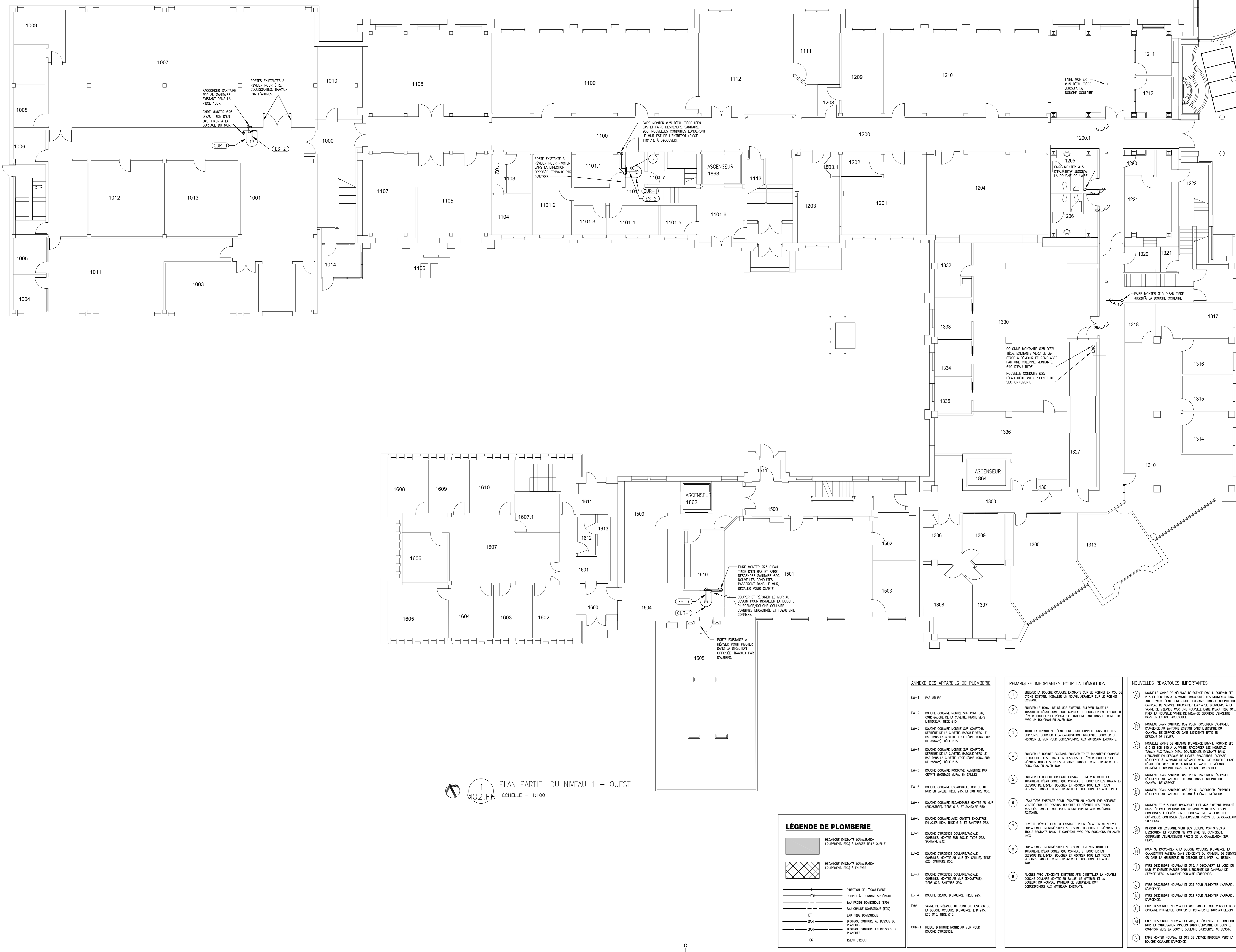
A	B	C
Detail no. No. du détail	Location drawing no. No. de plan	Drawing no. Dessin no.

REPLACEMENT DE DOUCHE D'URGENCE ET DOUCHE OCULAIRE

110 PLACE GYMNASIUM, SASKATOON, SK

PLAN PARTIEL DU NIVEAU 1 - OUEST

designed	comp	date	date
CLK			22 DEC. 2020
dram	desain	scale	echelle
CLK		1:100	
checked	verifié	sheet	feuille
TLG			
approved	approuvé	W.O.no.	D.T.no.
TLG		931586	
des.no.	desain no.		
M02.FR			



PLAN PARTIEL DU NIVEAU 1 - OUEST
 ÉCHELLE = 1:100

LÉGENDE DE PLOMBERIE

[Symbol]	MÉCANIQUE EXISTANTE (CANALISATION, ÉQUIPEMENT, ETC.) À L'ÉVITER TELLE QUELLE
[Symbol]	MÉCANIQUE EXISTANTE (CANALISATION, ÉQUIPEMENT, ETC.) À DÉMOLIR
[Symbol]	DIRECTION DE L'ÉGOUTEMENT
[Symbol]	ROBNET À TOURNANT SPHERIQUE
[Symbol]	EAU FROIDE DOMESTIQUE (EFD)
[Symbol]	EAU CHAUDE DOMESTIQUE (ECD)
[Symbol]	EAU TÈDE DOMESTIQUE
[Symbol]	ET
[Symbol]	DRAINAGE SANITAIRE AU DESSUS DU PLANCHER
[Symbol]	DRAINAGE SANITAIRE EN DESSOUS DU PLANCHER
[Symbol]	SMN
[Symbol]	EG

ANNEXE DES APPAREILS DE PLOMBERIE

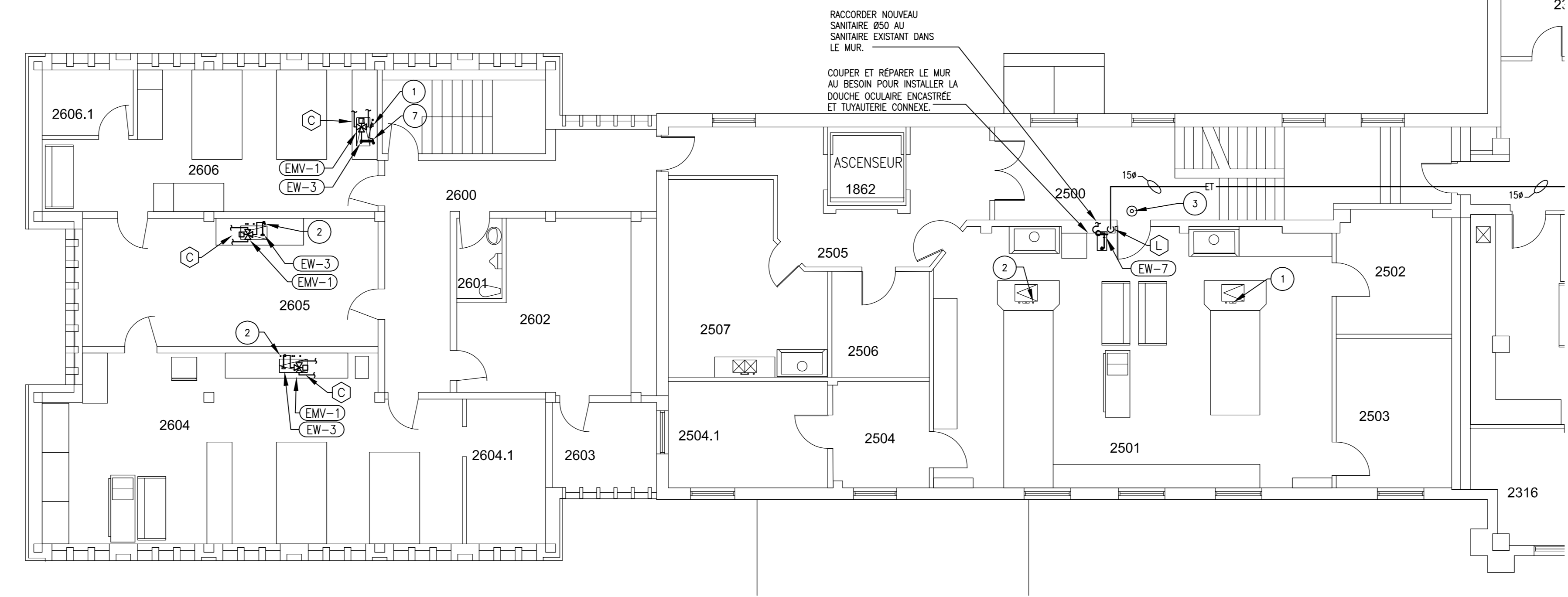
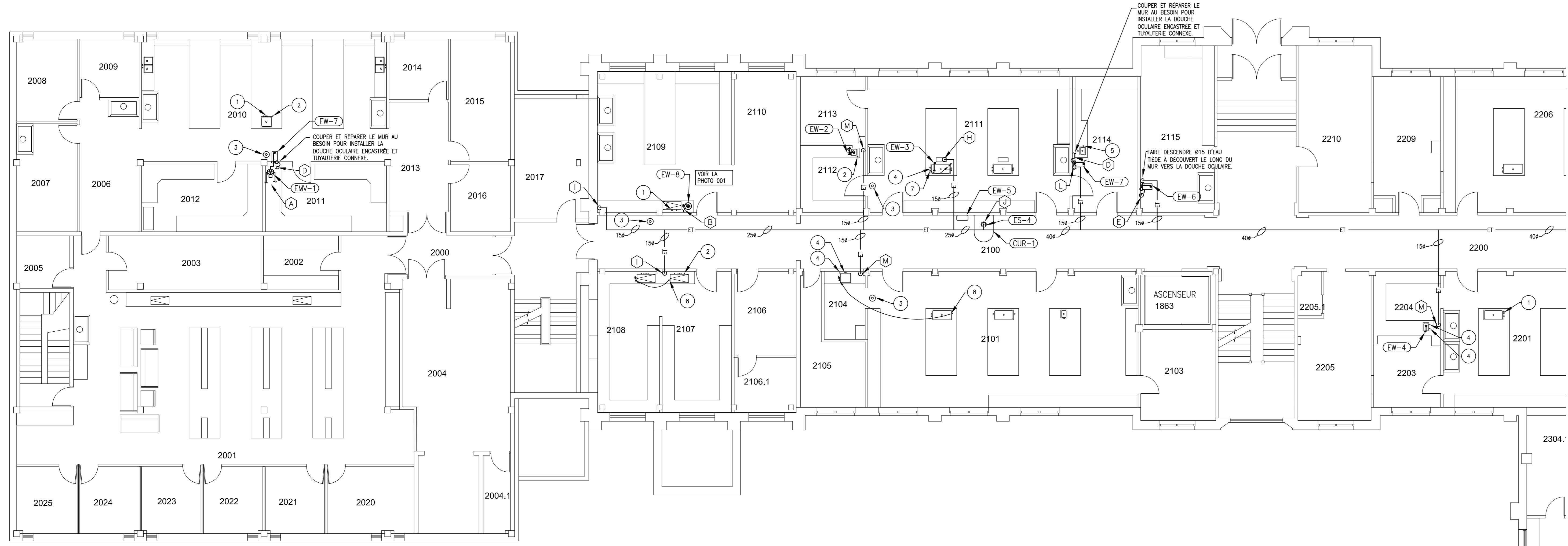
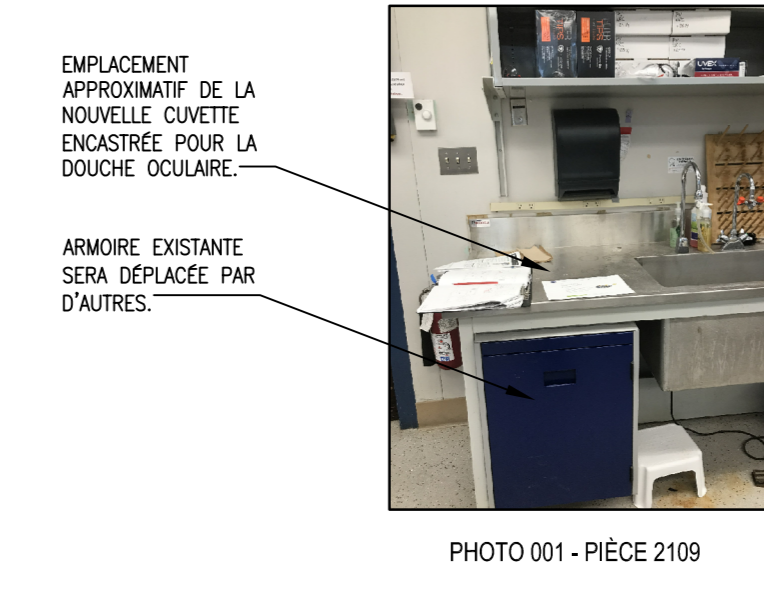
EW-1	PAS UTILISÉ
EW-2	DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPOT. COTE GAUCHE DE LA CUVETTE, MONTÉE VERS L'INTÉRIEUR. TÈDE #15.
EW-3	DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPOT. BORDURE DE LA CUVETTE, BROSSE VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. TÈDE D'UNE LONGUEUR DE 200MM. TÈDE #15.
EW-4	DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPOT. BORDURE DE LA CUVETTE, BROSSE VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. TÈDE D'UNE LONGUEUR DE 200MM. TÈDE #15.
EW-5	DOUCHE OCULAIRE PORTATIVE, ALIMENTÉE PAR GRADIE (MONTÉE MANUEL EN SALLE)
EW-6	DOUCHE OCULAIRE ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR EN SALLE. TÈDE #15, ET SANITAIRE #20.
EW-7	DOUCHE OCULAIRE ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR (ENCASTRÉE). TÈDE #15, ET SANITAIRE #20.
EW-8	DOUCHE OCULAIRE AVEC CUVETTE ENCASTRÉE EN ACIER INOX. TÈDE #15, ET SANITAIRE #20.
ES-1	DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/PANOLE COMBINÉE MONTÉE SUR SOLÉE. TÈDE #20, SANITAIRE #20.
ES-2	DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/PANOLE COMBINÉE MONTÉE AU MUR (EN SALLE). TÈDE #20, SANITAIRE #20.
ES-3	DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/PANOLE COMBINÉE MONTÉE AU MUR (ENCASTRÉE). TÈDE #20, SANITAIRE #20.
ES-4	DOUCHE DELUGE D'URGENCE. TÈDE #25.
EW-1	VANNE DE MÉLANGE AU POINT D'UTILISATION DE LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. EFD #15, ECD #15.
CUR-1	ROBET D'ÉTANCHÉITÉ MONTÉE AU MUR POUR DOUCHE D'URGENCE.

- REMARQUES IMPORTANTES POUR LA DÉMOLITION**
- DÉMOLIR LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE SUR LE ROBINET EN COL DE CÔTÉ EXISTANT. INSTALLER UN NOUVEAU ROBINET SUR LE ROBINET EXISTANT.
 - DÉMOLIR LE BOUW DE DELUGE EXISTANT. DÉMOLIR TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTE EN DESSOUS DE L'ÉTAIR. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS LE COMPOT AVEC UN BOUCHON EN ACIER INOX.
 - TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTE DANS LES SUPPORTS, BOUCHER À LA CANALISATION PRINCIPALE. BOUCHER ET RÉPARER LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
 - DÉMOLIR LE ROBINET EXISTANT. DÉMOLIR TOUTE TUBÉRIE EXISTANTE EN DESSOUS DE L'ÉTAIR. BOUCHER ET RÉPARER TOUTES LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPOT AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
 - DÉMOLIR LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE. DÉMOLIR TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTE EN DESSOUS DE L'ÉTAIR. BOUCHER ET RÉPARER TOUTES LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPOT AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
 - L'EAU TÈDE EXISTANTE POUR L'OPÉRATION AU NOUVEAU EMPACEMENT MONTRÉ SUR LES DESSINS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPOT AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
 - CUVETTE. REMPLIR L'EAU D'EXISTANTE POUR L'OPÉRATION AU NOUVEAU EMPACEMENT MONTRÉ SUR LES DESSINS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPOT AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
 - EMPLACEMENT MONTRÉ SUR LES DESSINS. DÉMOLIR TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTE EN DESSOUS DE L'ÉTAIR. BOUCHER ET RÉPARER TOUTES LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPOT AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
 - ALIGNER AVEC L'ÉLÉMENT EXISTANT AFIN D'INSTALLER LA NOUVELLE DOUCHE OCULAIRE MONTÉE EN SALLE. LE MATÉRIEL ET LA CUVETTE DU NOUVEAU PANOLE DE MONTAGE DOIT CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.

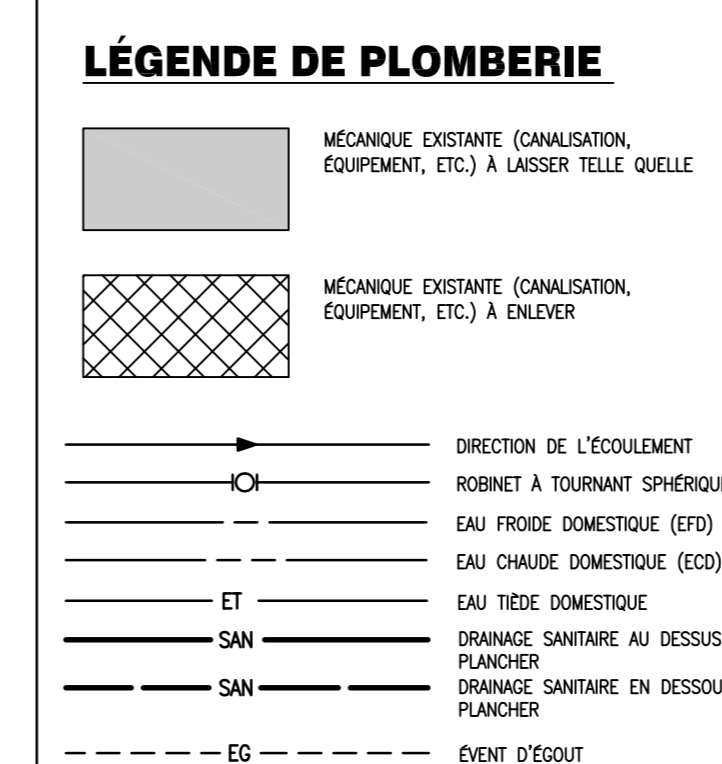
- NOUVELLES REMARQUES IMPORTANTES**
- NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE (EW-1). FOURNIR EFD #15 ET ECD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TRAVAUX D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉTAIR. À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIÈGE D'EAU TÈDE #15. FIXER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE DERRIÈRE L'ÉLÉMENT DANS UN ENDROIT ACCESSIBLE.
 - NOUVEAU GRAN SANITAIRE #20 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ÉLÉMENT DU CANAL DE SERVICE OU DANS L'ÉLÉMENT AVEC UN ENDROIT ACCESSIBLE EN DESSOUS DE L'ÉTAIR.
 - NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE (EW-1). FOURNIR EFD #15 ET ECD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TRAVAUX D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉTAIR. À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIÈGE D'EAU TÈDE #15. FIXER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE DERRIÈRE L'ÉLÉMENT DANS UN ENDROIT ACCESSIBLE.
 - NOUVEAU GRAN SANITAIRE #20 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ÉLÉMENT DU CANAL DE SERVICE.
 - NOUVEAU GRAN SANITAIRE #20 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT AVEC UN ENDROIT ACCESSIBLE.
 - NOUVEAU #15 POUR RACCORDER L'ÉTAGE EXISTANT AVEC UN ENDROIT ACCESSIBLE. INFORMATION EXISTANTE VERT DES DESSINS CONFORMES À L'ÉLÉMENT ET FOURNIR NE PAS ÊTRE TIL. S'ENTRÊNER. CONFIRMER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
 - INFORMATION EXISTANTE VERT DES DESSINS CONFORMES À L'ÉLÉMENT ET FOURNIR NE PAS ÊTRE TIL. S'ENTRÊNER. CONFIRMER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
 - POUR SE RACCORDER À LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE, LA CANALISATION PASSERA DANS L'ÉLÉMENT DU CANAL DE SERVICE OU DANS LA MONTÉE EN DESSOUS DE L'ÉTAIR. AU BESOIN, NOX.
 - FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15, À DÉCOUVERT, LE LONG DU MUR ET ENQUÊTE PASSER DANS L'ÉLÉMENT DU CANAL DE SERVICE VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE.
 - FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #20 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
 - FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #20 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
 - FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15 DANS LE MUR VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. COUPER ET RÉPARER LE MUR AU BESOIN.
 - FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15, À DÉCOUVERT, LE LONG DU MUR. LA CANALISATION PASSERA DANS L'ÉLÉMENT DU SOUS LE COMPOT VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE, AU BESOIN.
 - FAIRE MONTER NOUVEAU ET #15 DE L'ÉTAGE INFÉRIEUR VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE.

NOTES GÉNÉRALES

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET LES DÉGAGEMENTS SUR LE CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET AVER LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DE TOUTE DIVERGENCE OU DE TOUTE OMISSION.
- LES ENTREPRENEURS DOIVENT VISITER LE CHANTIER ET SE FAMILIARISER PLEINEMENT AVEC LA PORTÉE DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DU PROJET.
- TOUTS LES CORPS DE MÉTIERS DOIVENT COORDONNER LES TRAVAUX SUR LE CHANTIER, AVEC L'APPROBATION DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE, AFIN D'ÉVITER LES CONFLITS OU LES INTERFÉRENCES.
- TOUTS LES ARRÊTS DE SERVICE NÉCESSAIRES DOIVENT ÊTRE COORDONNÉS AVEC LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE.
- L'INSTALLATION DE TOUTS LES SYSTÈMES DOIT S'EFFECTUER CONFORMÉMENT AUX CODES ET AUX NORMES EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA REMISE EN ÉTAT ET DE LA RÉPARATION DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT EMPÊCHER LA POUSSIÈRE ET LES DÉBRIS DE SE PROPAGER AU-DELÀ DE L'ARRE DES TRAVAUX ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS.



1 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 2 - OUEST
 MO3.FR ÉCHELLE = 1:100



ANNEXÉ DES APPAREILS DE PLOMBERIE

- EW-1 PAS UTILISÉ
- EW-2 DOUCHE Oculaire MONTÉE SUR COMPART. CÔTÉ GAUCHE DE LA CAQUÈTE, PRÈS DE L'INTÉRIEUR. TÈDE #15.
- EW-3 DOUCHE Oculaire MONTÉE SUR COMPART. DERRIÈRE DE LA CAQUÈTE, BASCULE VERS LE BAS DANS LA CAQUÈTE (TÈDE D'UNE LONGUEUR DE 283mm). TÈDE #15.
- EW-4 DOUCHE Oculaire MONTÉE SUR COMPART. DERRIÈRE DE LA CAQUÈTE, BASCULE VERS LE BAS DANS LA CAQUÈTE (TÈDE D'UNE LONGUEUR DE 283mm). TÈDE #15.
- EW-5 DOUCHE Oculaire PORTATIVE, ALIMENTÉE PAR GRATTE (MONTÉE SUR SALLE).
- EW-6 DOUCHE Oculaire DÉMONTABLE MONTÉE AU MUR EN SALLE. TÈDE #15, ET SANITAIRE #50.
- EW-7 DOUCHE Oculaire AVEC CAQUÈTE ENCASTRÉE EN ACIER INOX. TÈDE #15, ET SANITAIRE #50.
- EW-8 DOUCHE Oculaire AVEC CAQUÈTE ENCASTRÉE EN ACIER INOX. TÈDE #15, ET SANITAIRE #50.
- ES-1 DOUCHE D'URGENCE Oculaire/PACOLE COMBIÉE MONTÉE SUR SOLLE. TÈDE #32, SANITAIRE #52.
- ES-2 DOUCHE D'URGENCE Oculaire/PACOLE COMBIÉE MONTÉE AU MUR (EN SALLE). TÈDE #32, SANITAIRE #50.
- ES-3 DOUCHE D'URGENCE Oculaire/PACOLE COMBIÉE MONTÉE AU MUR (ENCASTRÉE). TÈDE #32, SANITAIRE #50.
- ES-4 DOUCHE DÉLUGE D'URGENCE. TÈDE #32.
- EMV-1 VANNE DE MÉLANGE AU POINT D'UTILISATION DE LA DOUCHE Oculaire D'URGENCE. EFD #15, EFD #15. TÈDE #15.
- CUR-1 RIDEAU D'ÉTANCHÉITÉ MONTÉE AU MUR POUR DOUCHE D'URGENCE.

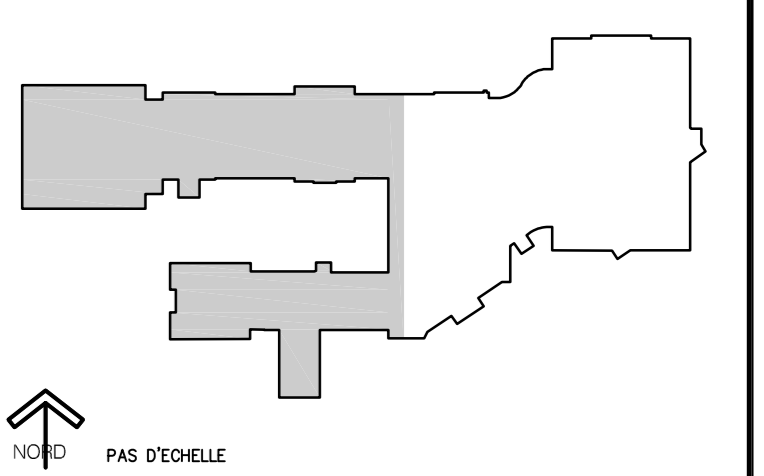
REMARQUES IMPORTANTES POUR LA DÉMOLITION

- ENLEVER LA DOUCHE Oculaire EXISTANTE SUR LE ROBINET EN COL DE CYGNE EXISTANT. INSTALLER UN NOUVEAU ROBINET SUR LE ROBINET EXISTANT.
- ENLEVER LE BOYAU DE DOUCHE EXISTANT ENLEVER TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONDUITE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉNER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS LE COMPART. AVEC UN BOUCHON EN ACIER INOX.
- TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONDUITE ANS QUE LES SUPPLÉMENTS BOUCHER À LA CANALISATION PRINCIPALE. BOUCHER ET RÉPARER LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.
- ENLEVER LE ROBINET EXISTANT. ENLEVER TOUTE TUBÉRIE CONDUITE ET BOUCHER LES TROUS EN DESSOUS DE L'ÉNER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ENLEVER LA DOUCHE Oculaire EXISTANTE. ENLEVER TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONDUITE ET BOUCHER LES TROUS EN DESSOUS DE L'ÉNER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- L'EAU TÈDE EXISTANTE POUR L'APPAREIL AU NOUVEAU EMPLACEMENT MONTRÉ SUR LES DESSINS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS ASSOCIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.
- CAQUÈTE. RÉPARER L'EAU D'EXISTANTE POUR L'APPAREIL AU NOUVEAU EMPLACEMENT MONTRÉ SUR LES DESSINS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS ASSOCIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.
- EMPLACEMENT MONTRÉ SUR LES DESSINS. ENLEVER TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONDUITE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉNER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- AUTRES AVEC L'EXISTANTE EXISTANTE AFIN D'INSTALLER LA NOUVELLE DOUCHE Oculaire MONTÉE EN SALLE. LE MATÉRIEL ET LA DOUCHE OU NOUVEAU PANNEAU DE MONTAGE DOIT CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.

NOUVELLES REMARQUES IMPORTANTES

- NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE EMV-1. FOURNI EFD #15 ET EFD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TROUS D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ENCENTE DU CANNEAU DE SERVICE. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. FAIRE LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE DERRIÈRE L'ENCENTE DANS UN ENDROIT ACCESSIBLE.
- NOUVEAU DRAIN SANITAIRE #52 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ENCENTE DU CANNEAU DE SERVICE OU DANS L'ENCENTE SÈVE EN DESSOUS DE L'ÉNER.
- NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE EMV-1. FOURNI EFD #15 ET EFD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TROUS D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ENCENTE EN DESSOUS DE L'ÉNER. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. FAIRE LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE DERRIÈRE L'ENCENTE DANS UN ENDROIT ACCESSIBLE.
- NOUVEAU DRAIN SANITAIRE #50 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ENCENTE DU CANNEAU DE SERVICE.
- NOUVEAU DRAIN SANITAIRE #50 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT À L'ÉTAGE INFÉRIEUR SUR PLACE.
- NOUVEAU ET #15 POUR RACCORDER L'ÉD #15 EXISTANT EXISTANT DANS L'ÉTAGE. INFORMATION EXISTANTE VIENT DES DESSINS CONFORMES À L'ÉVALUATION ET POURRAIT NE PAS ÊTRE TEL QU'INDIQUÉ. CONFIRMER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
- INFORMATION EXISTANTE VIENT DES DESSINS CONFORMES À L'ÉVALUATION ET POURRAIT NE PAS ÊTRE TEL QU'INDIQUÉ. CONFIRMER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
- POUR SE RACCORDER À LA DOUCHE Oculaire D'URGENCE, LA CANALISATION PASSERA DANS L'ENCENTE DU CANNEAU DE SERVICE OU DANS LA MURASSURE EN DESSOUS DE L'ÉNER, AU BESOIN.
- FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15, À DÉCOUVERT, LE LONG DU MUR ET ENLEVER PROSER DANS L'ENCENTE DU CANNEAU DE SERVICE VERS LA DOUCHE Oculaire D'URGENCE.
- FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #32 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
- FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #32 DANS LE MUR VERS LA DOUCHE Oculaire D'URGENCE. COUPER ET RÉPARER LE MUR AU BESOIN.
- FAIRE DESCENDRE NOUVEAU ET #15, À DÉCOUVERT, LE LONG DU MUR. LA CANALISATION PASSERA DANS L'ENCENTE DU SOUS LE COMPART. VERS LA DOUCHE Oculaire D'URGENCE, AU BESOIN.
- FAIRE MONTER NOUVEAU ET #15 DE L'ÉTAGE INFÉRIEUR VERS LA DOUCHE Oculaire D'URGENCE.

KEY PLAN PLAN CLÉ



No.	Date	Revision	By
1	11/01/2021		

Verify all dimensions and site conditions and be responsible for same
 Vérifier toutes les dimensions et l'état des lieux et en assumer la responsabilité

A	B	C
Detail no.	Location drawing no.	Drawing no.
No. du détail	Num. de dessin de localisation	Num. de dessin

project
 REMPLACEMENT DE DOUCHE D'URGENCE ET DOUCHE Oculaire

110 PLACE GYMNASIUM, SASKATOON, SK
 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 2 - OUEST

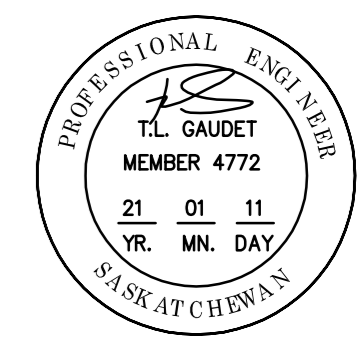
design'd	compu	date	date
CLK		22 DEC. 2020	
drawn	designé	scale	échelle
CLK		1:100	
checked	vérifié	sheet	feuille
TLG			
approved	approuvé	W.O.no.	D.T.no.
TLG		931586	
des'g.no.	des'g. no.		
MO3.FR			

NOTES GÉNÉRALES

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET LES DÉGÂTS SUR LE CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET AVISER LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DE TOUTE ÉMERGENCE OU DE TOUTE OMISSION.
- LES ENTREPRENEURS DOIVENT VISITER LE CHANTIER ET SE FAMILIARISER PLEINEMENT AVEC LA PORTÉE DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DU PROJET.
- TOUTS LES CORPS DE MÉTIER DOIVENT COORDONNER LES TRAVAUX SUR LE CHANTIER, AVEC L'APPROBATION DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE, AFIN D'ÉVITER LES CONFLITS OU LES INTERFÉRENCES.
- TOUTS LES ARRÊTS DE SERVICE NÉCESSAIRES DOIVENT ÊTRE COORDONNÉS AVEC LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE.
- L'INSTALLATION DE TOUTS LES SYSTÈMES DOIT S'EFFECTUER CONFORMÉMENT AUX CODES ET AUX NORMES EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA REMISE EN ÉTAT ET DE LA RÉPARATION DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT EMPÊCHER LA POUSSIERE ET LES DÉBRIS DE SE PROPAGER AU-DELÀ DE L'ARRE DES TRAVAUX ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS.

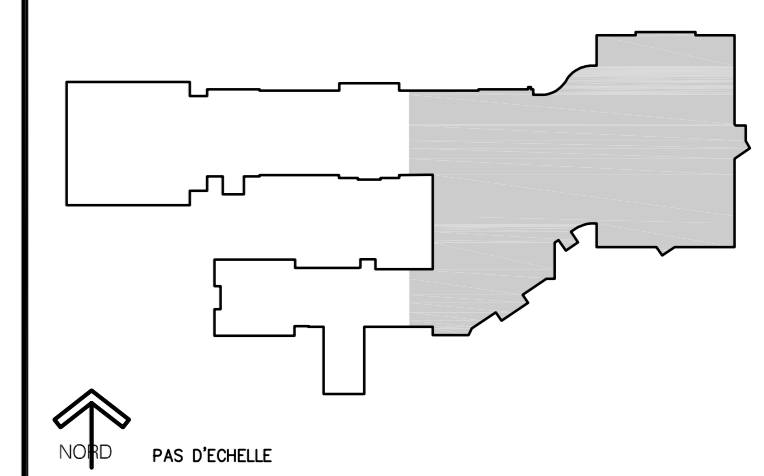


Stantec Consulting Ltd.
 100-75-24th Street East
 Saskatoon, SK S7K 0K3
 Tel: (306)667-2400
 www.stantec.com



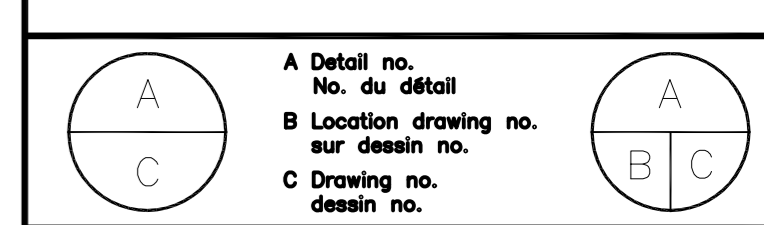
ASSOCIATION OF PROFESSIONAL ENGINEERS OF SASKATCHEWAN
 CERTIFICATE OF AUTHORIZATION
 Stantec Consulting Ltd.
 NUMBER: C969
 T.L. THEOBALD
 21 01 11
 21 01 11
 21 01 11

KEY PLAN PLAN CLÉ



No.	Date	Revision	By
1	11/01/2021		

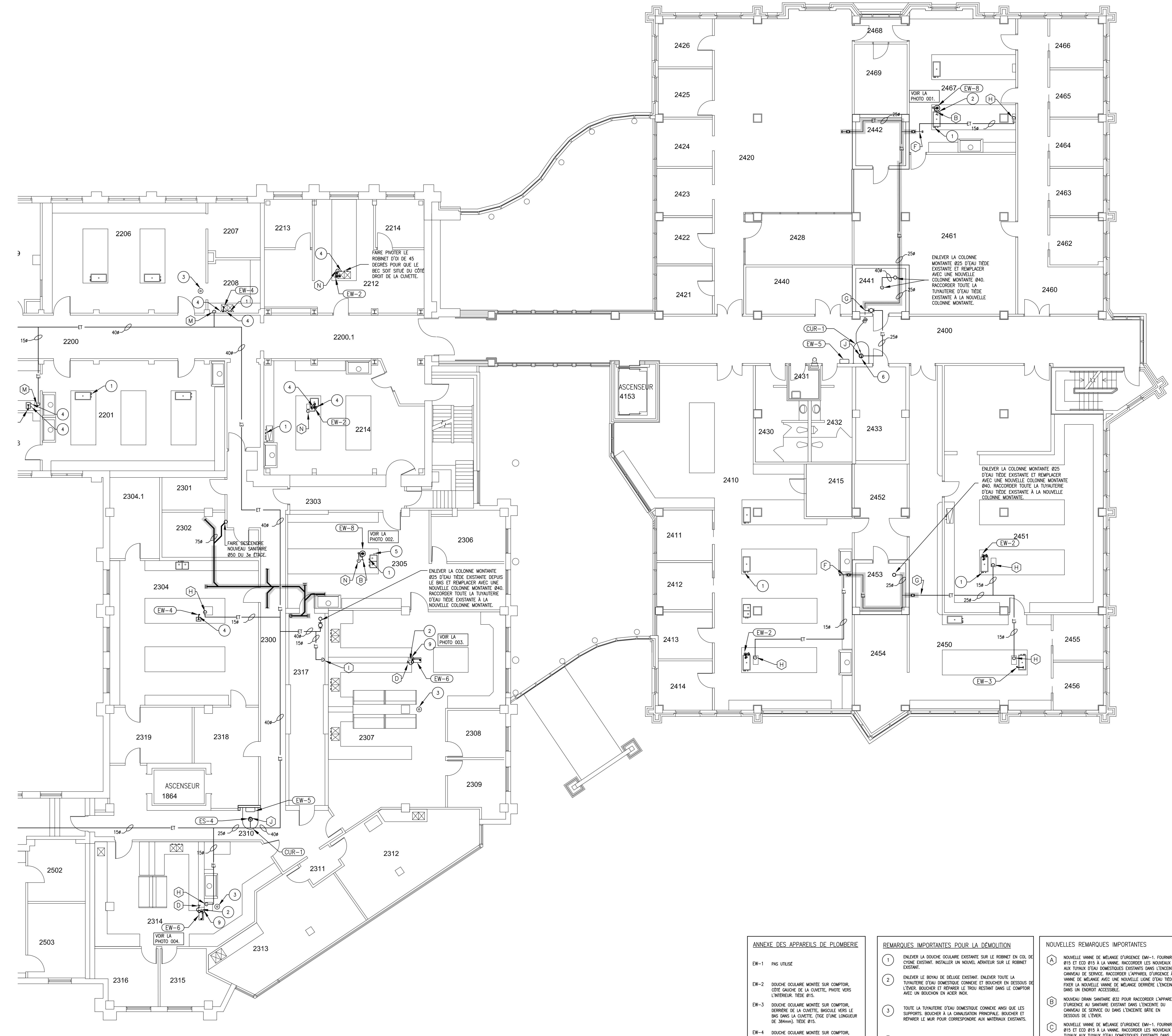
Verify all dimensions and site conditions and be responsible for same
 Assumer la responsabilité des dimensions et de l'état des lieux et en assumer la responsabilité



project
 REMPLACEMENT DE DOUCHE D'URGENCE ET DOUCHE OCULAIRE

110 PLACE GYMNASIUM, SASKATOON, SK
 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 2 - EST

designé	compu	date	date
CLK			22 DEC. 2020
drawn	dessiné	scale	échelle
CLK		C'EST NOTÉ	
checked	vérifié	sheet	feuille
TLG			
approved	approuvé	W.O.no.	D.T.no.
TLG		931586	
dep.no.	desin no.		
M04.FR			

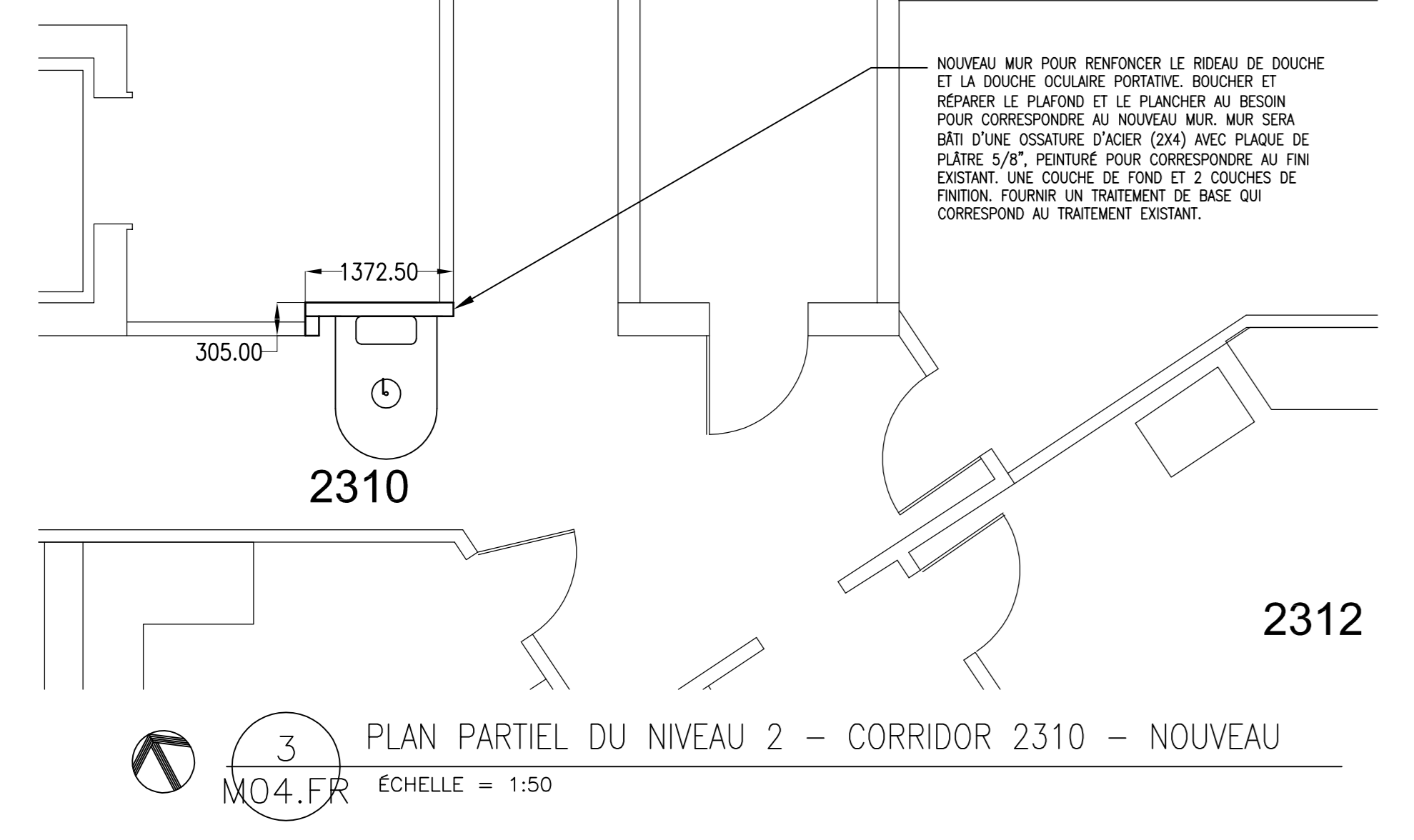
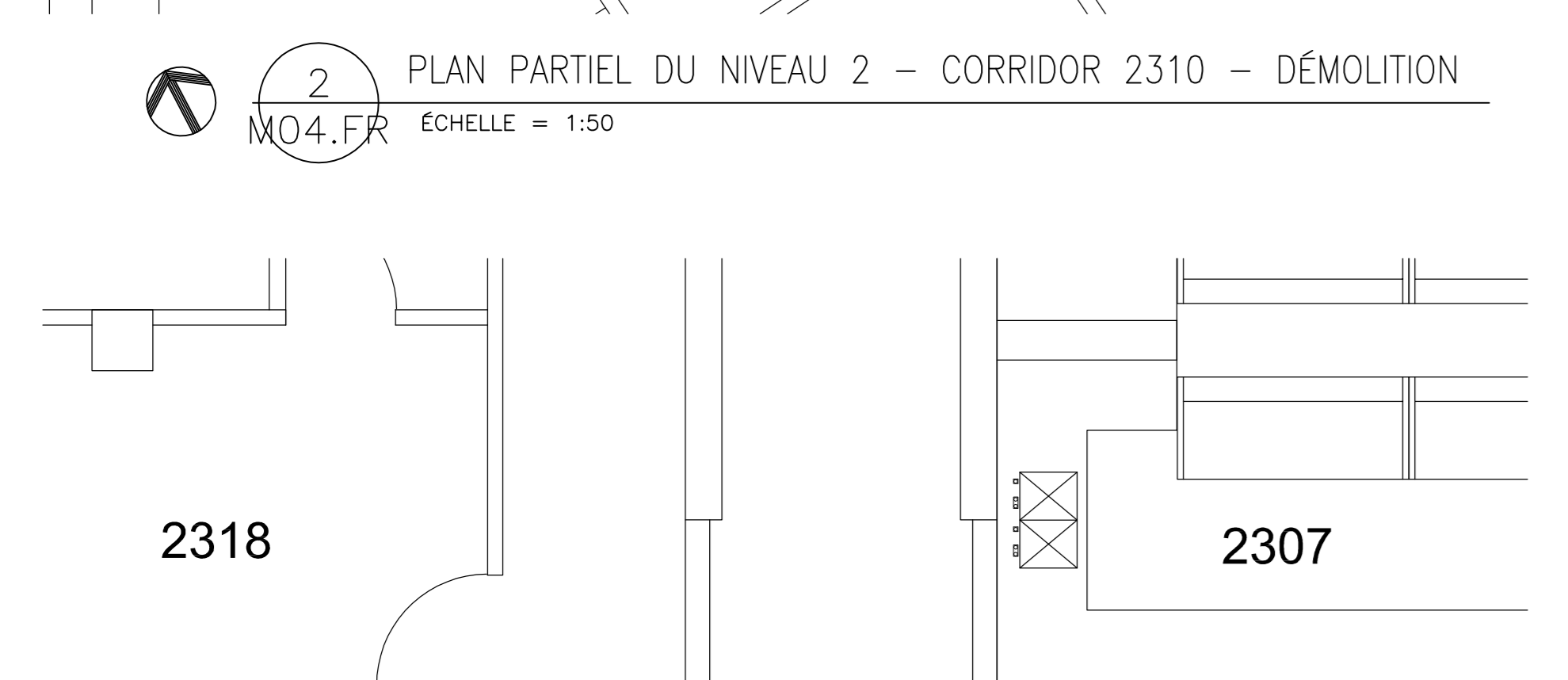
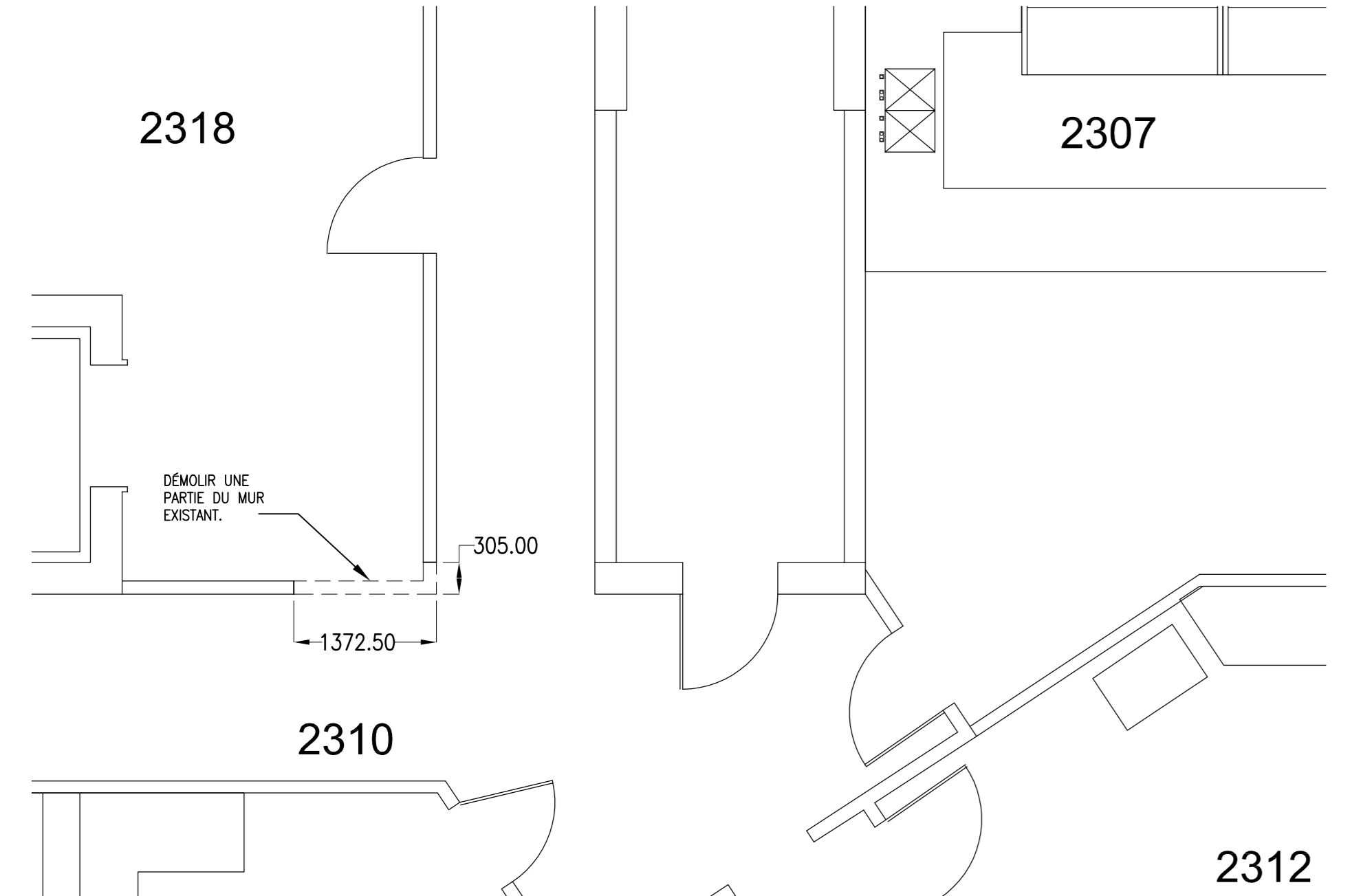


EMPLACEMENT APPROXIMATIF DE LA NOUVELLE CUVETTE ENCASTRÉE POUR LA DOUCHE OCULAIRE.
 PHOTO 001 - PIÈCE 2467

EMPLACEMENT APPROXIMATIF DE LA NOUVELLE CUVETTE ENCASTRÉE POUR LA DOUCHE OCULAIRE.
 PHOTO 002 - PIÈCE 2305

RÉVISER LA MENSURE EXISTANTE DANS LAQUELLE EST ENCASTRÉ LE BOUQU DE DOUCHE. L'ÉLÉMENT DOIT ÊTRE ALIGNÉ AVEC L'ÉLÉMENT EXISTANT AFIN D'INSTALLER LA NOUVELLE DOUCHE OCULAIRE MONTÉE EN SALLE. LE MATÉRIEL ET LA CUVETTE DU NOUVEAU PANNEAU DE MENSURE DOIT CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS. LE MOULE HWS 7558300A PRÊTÉ DOIT ÊTRE MONTÉ DE FAÇON À CE QUE LE BAS DE L'UNITÉ SOIT À 52mm ET LE HAUT DE L'UNITÉ SOIT À 1320mm DU PLANCHER FINI. EXAMINER LES INSTRUCTIONS D'INSTALLATION DU FABRICANT POUR LA HAUTEUR DE MONTAGE DE LA DOUCHE OCULAIRE.
 PHOTO 003 - PIÈCE 2307

POUR CRÉER UNE SURFACE AFFLEURÉE SUR LAQUELLE MONTER LA DOUCHE OCULAIRE BASCULANTE, BOUCHER ET RÉPARER.
 PHOTO 004 - PIÈCE 2314



ANNEXE DES APPARELS DE PLOMBERIE

- EW-1 PAS UTILISÉ
- EW-2 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPART. CÔTÉ GAUCHE DE LA CUVETTE, PIVOTÉ VERS L'INTÉRIEUR. TÈDE #15.
- EW-3 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPART. BORDIÈRE DE LA CUVETTE, BASCULÉ VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. TÈDE #15. LONGUEUR DE 384mm.
- EW-4 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPART. BORDIÈRE DE LA CUVETTE, BASCULÉ VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. TÈDE #15. LONGUEUR DE 384mm.
- EW-5 DOUCHE OCULAIRE PORTATIVE, ALIMENTÉE PAR GRANITE (MONTAGE MURAL EN SALLE).
- EW-6 DOUCHE OCULAIRE ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR EN SALLE. TÈDE #15, ET SANITAIRE #50.
- EW-7 DOUCHE OCULAIRE AVEC CUVETTE ENCASTRÉE EN ACIER INOX. TÈDE #15, ET SANITAIRE #50.
- EW-8 DOUCHE OCULAIRE AVEC CUVETTE ENCASTRÉE EN ACIER INOX. TÈDE #15, ET SANITAIRE #50.
- EW-9 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/FACILE COMMANDE MONTÉE SUR DOUCHE TÈDE #53. SANITAIRE #52.
- EW-10 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/FACILE COMMANDE MONTÉE EN SALLE. LE MATÉRIEL ET LA CUVETTE DU NOUVEAU PANNEAU DE MENSURE DOIT CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- EW-11 VANNE DE MÉLANGE AU POINT D'ALIMENTATION DE LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. TÈDE #15. TÈDE #15.
- CUR-1 BOUQU D'INTÉRIEUR MONTÉ AU MUR POUR DOUCHE D'URGENCE.

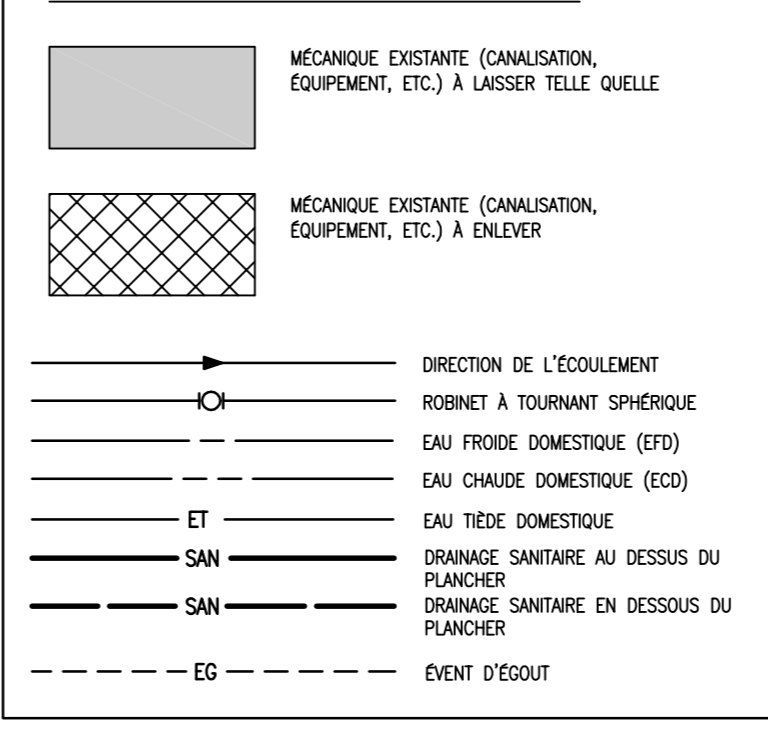
REMARQUES IMPORTANTES POUR LA DÉMOLITION

- ENLEVER LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE SUR LE ROBINET EN COL DE CYGNE EXISTANT. INSTALLER UN NOUVEAU ADAPTEUR SUR LE ROBINET EXISTANT.
- ENLEVER LE BOUQU DE DOUCHE EXISTANT. ENLEVER TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC UN BOUCHON EN ACIER INOX.
- TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE AINSI QUE LES SUPPORTS BOUCHER À LA CANALISATION PRINCIPALE. BOUCHER ET RÉPARER LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- ENLEVER LE ROBINET EXISTANT. ENLEVER TOUTE TUBÉRIE CONNEXE ET BOUCHER LES TROUS EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ENLEVER LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE. ENLEVER TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER LES TROUS EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- L'EAU TÈDE EXISTANTE POUR L'ADAPTER AU NOUVEAU EMPLACEMENT MONTÉE SUR LES DESSUS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- CUVETTE. RÉVISER L'EAU D'INTÉRIEUR POUR L'ADAPTER AU NOUVEAU EMPLACEMENT MONTÉE SUR LES DESSUS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- EMPLACEMENT MONTÉ SUR LES DESSUS. ENLEVER TOUTE LA TUBÉRIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPART. AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ALORS QUE L'ÉLÉMENT EXISTANT AFIN D'INSTALLER LA NOUVELLE CUVETTE DU NOUVEAU PANNEAU DE MENSURE DOIT CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.

NOUVELLES REMARQUES IMPORTANTES

- A NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE (M-1) FOURNIR ETD #15 ET ETD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TROUS AUX TROUS D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉLÉMENT DU CANALIER DE SERVICE. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. PROTÉGER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE CONTRE L'ÉLÉMENT DANS UN ENDOIT ACCESSIBLE.
- B NOUVEAU DRAIN SANITAIRE #52 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ÉLÉMENT DU CANALIER DE SERVICE. BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉVIER.
- C NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE (M-1) FOURNIR ETD #15 ET ETD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TROUS AUX TROUS D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉLÉMENT DU CANALIER DE SERVICE. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. PROTÉGER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE CONTRE L'ÉLÉMENT DANS UN ENDOIT ACCESSIBLE.
- D NOUVEAU DRAIN SANITAIRE #52 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ÉLÉMENT DU CANALIER DE SERVICE.
- E NOUVEAU DRAIN SANITAIRE #52 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT À L'ÉVIER INTÉRIEUR.
- F NOUVEAU ET #15 POUR RACCORDER L'ETI #15 EXISTANT ENVOIÉ DANS L'ÉLÉMENT D'URGENCE AVEC LES DESSUS CONFORMES À L'ÉLÉMENT ET POURRAIT NE PAS ÊTRE TEL QU'INDIQUÉ. CONSERVER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
- G INFORMATION EXISTANTE VOUS DES DESSUS CONFORMES À L'ÉLÉMENT ET POURRAIT NE PAS ÊTRE TEL QU'INDIQUÉ. CONSERVER L'EMPLACEMENT PRÈS DE LA CANALISATION SUR PLACE.
- H POUR SE RACCORDER À LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE, LA CANALISATION PRÉSENTA DANS L'ÉLÉMENT DU CANALIER DE SERVICE OU DANS LA MENSURE EN DESSOUS DE L'ÉVIER. AU BESOIN, FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15. À BESOIN, LE LONG DU MUR ET ENLEVER PRÈS DE L'ÉLÉMENT DU CANALIER DE SERVICE VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE.
- I FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
- J FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
- K FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15 DANS LE MUR VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. COUPER ET RÉPARER LE MUR AU BESOIN.
- L FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15 À BESOIN. LE LONG DU MUR, LA CANALISATION PRÉSENTA DANS L'ÉLÉMENT DU SOUS LE COMPART. VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE, AU BESOIN.
- M FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15 DE L'ÉVIER INTÉRIEUR VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE.
- N

LÉGENDE DE PLOMBERIE

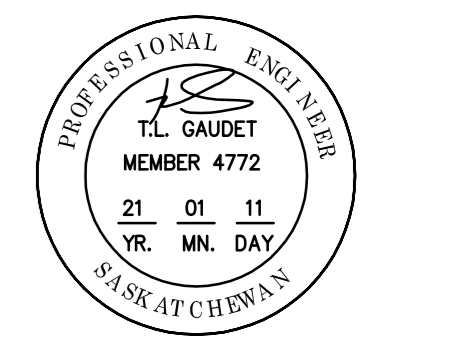


NOTES GÉNÉRALES

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET LES DÉGAGEMENTS SUR LE CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET AVISER LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE DE TOUTE DIVERGENCE OU DE TOUTE OMISSION.
- LES ENTREPRENEURS DOIVENT VISITER LE CHANTIER ET SE FAMILIARISER PLEINEMENT AVEC LA PORTÉE DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DU PROJET.
- TOUS LES CORPS DE MÉTIERS DOIVENT COORDONNER LES TRAVAUX SUR LE CHANTIER, AVEC L'APPROBATION DU REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE, AFIN D'ÉVITER LES CONFLITS OU LES INTERFÉRENCES.
- TOUS LES ARRÊTS DE SERVICE NÉCESSAIRES DOIVENT ÊTRE COORDONNÉS AVEC LE REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE.
- L'INSTALLATION DE TOUTS LES SYSTÈMES DOIT S'EFFECTUER CONFORMÉMENT AUX CODES ET AUX NORMES EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA REMISE EN ÉTAT ET DE LA RÉPARATION DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT EMPÊCHER LA POUSSIERE ET LES DÉBRIS DE SE PROPAGER AU-DELÀ DE L'ARRE DES TRAVAUX ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS.

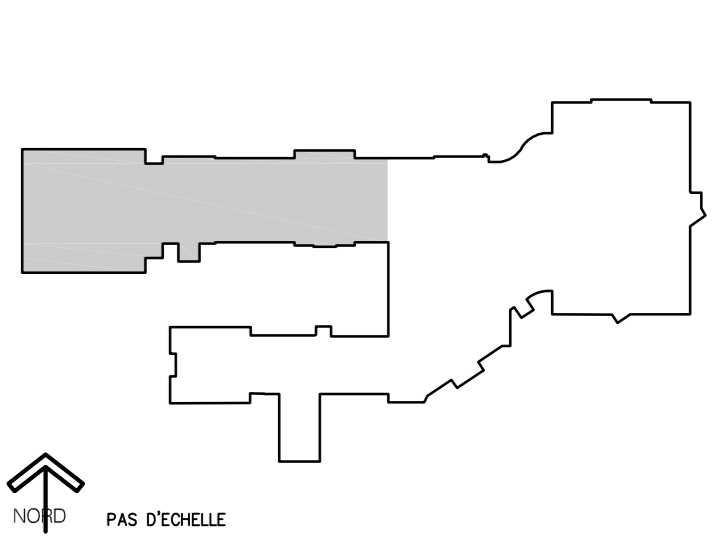


Stantec Consulting Ltd.
 100-75-24th Street East
 Saskatoon, SK S7K 0K3
 Tel: (306)667-2400
 www.stantec.com Stantec Job # 11330120



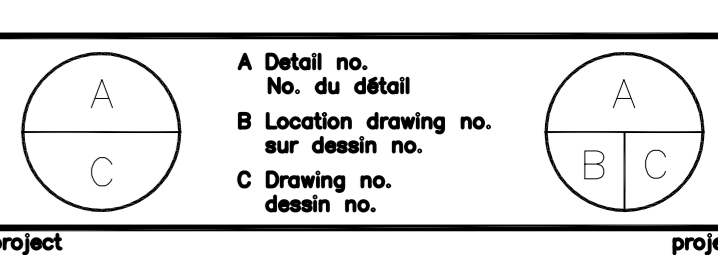
ASSOCIATION OF PROFESSIONAL ENGINEERS OF SASKATCHEWAN
 CERTIFICATE OF AUTHORIZATION
 Stantec Consulting Ltd.
 NUMBER : C969
 PERMISSION TO CONSULT HELD BY:
 SIGNATURE: T.L. TREADWELL
 MEDICAL: 4772
 SECRETARIE: T.L. TREADWELL

KEY PLAN PLAN CLÉ



No.	Date	Revision	Date imprimée
1	11/01/2021		

Verify all dimensions and site conditions and be responsible for same
 Vérifier toutes les dimensions et l'état des lieux et en assumer la responsabilité

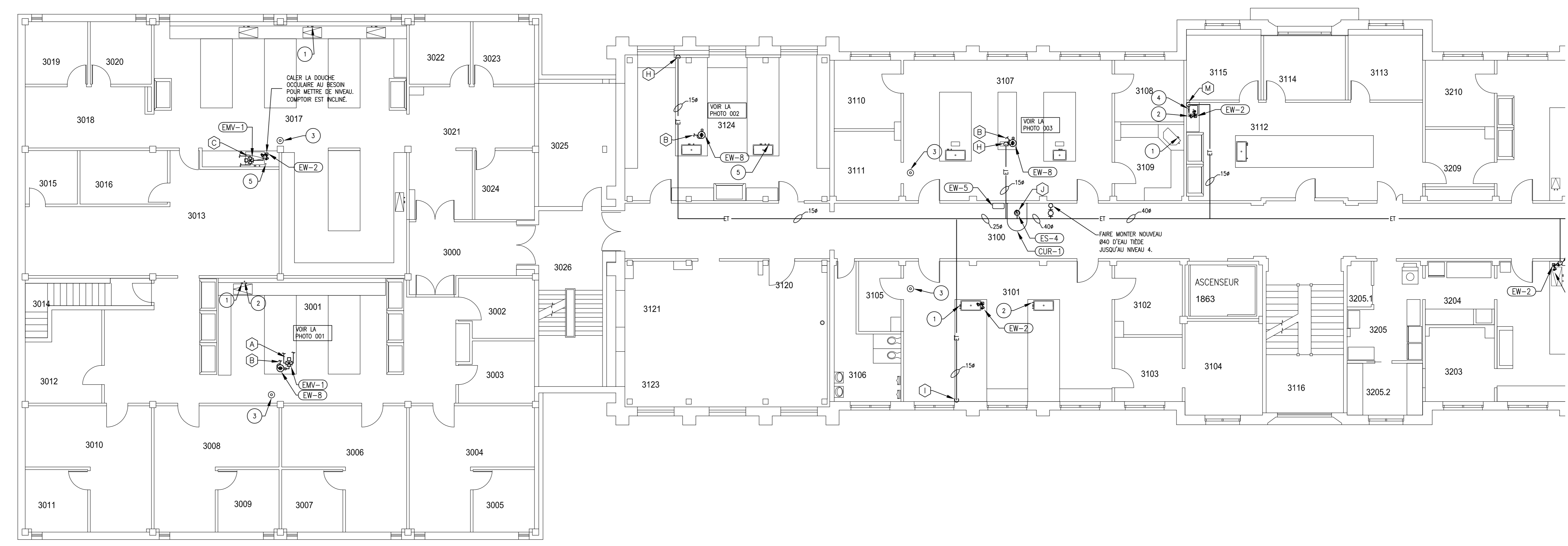


PROJECT
 REMPLACEMENT DE DOUCHE D'URGENCE ET DOUCHE OCULAIRE

110 PLACE GYMNASIUM 3, SASKATOON, SK

PLAN PARTIEL DU NIVEAU 3 - OUEST

designé	compu	date	date
CLK		22 DEC. 2020	
dram	dessiné	scale	échelle
CLK		1:100	
checked	vérifié	sheet	of/so
TLG			
approved	approuvé	W.O.no.	D.T.no.
TLG		931586	
design no.	design no.		
M05.FR			



1 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 3 - OUEST
 M05.FR ECHELLE = 1:100

ENLEVER LES TROIS FACIENS, FOURIR UN NOUVEAU PANEAU-FACIÉ DÉMONTABLE OU LES TROIS SERONT ENLEVÉS. FAIRE CORRESPONDRE LE PANEAU AUX MATÉRIELS ET COULEURS EXISTANTS. MONTER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE À L'INTÉRIEUR DE LA MENSURIÈRE DERRIÈRE LE PANEAU-FACIÉ DÉMONTABLE.



PHOTO 001 - PIÈCE 3001

EMPLACEMENT APPROXIMATIF DE LA NOUVELLE CUVETTE ENCASTRÉE POUR LA DOUCHE OCULAIRE.



PHOTO 002 - PIÈCE 3124

EMPLACEMENT APPROXIMATIF DE LA NOUVELLE CUVETTE ENCASTRÉE POUR LA DOUCHE OCULAIRE.

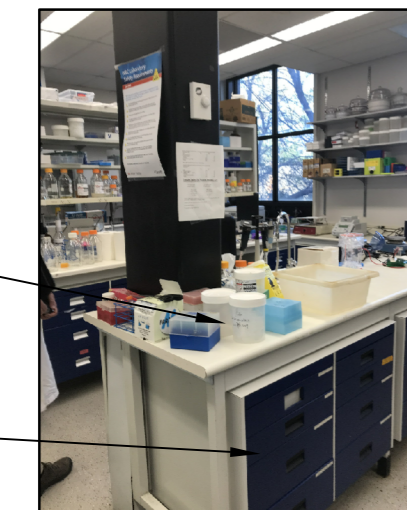


PHOTO 003 - PIÈCE 3107

ANNEXE DES APPAREILS DE PLOMBERIE

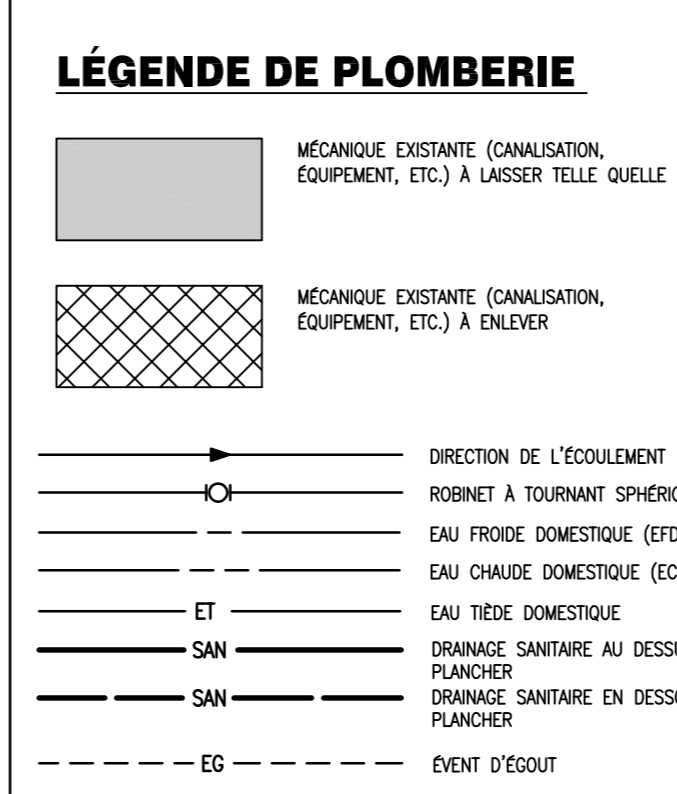
- EW-1 PAS UTILISÉ
- EW-2 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPTEUR, CÔTÉ GAUCHE DE LA CUVETTE, PAGE VERS L'INTÉRIEUR. TÈDE #15.
- EW-3 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPTEUR, DERRIÈRE DE LA CUVETTE, BAGOLE VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. TÈDE #16 (LONGUEUR DE 384mm). TÈDE #15.
- EW-4 DOUCHE OCULAIRE MONTÉE SUR COMPTEUR, DERRIÈRE DE LA CUVETTE, BAGOLE VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. TÈDE #16 (LONGUEUR DE 283mm). TÈDE #15.
- EW-5 DOUCHE OCULAIRE PORTATIVE, ALIMENTÉE PAR CUVETTE (MONTÉE MARIN EN SALLE)
- EW-6 DOUCHE OCULAIRE ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR DE SALLE. TÈDE #15, ET SANITARE #50.
- EW-7 DOUCHE OCULAIRE ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR (DERRIÈRE) TÈDE #15, ET SANITARE #50.
- EW-8 DOUCHE OCULAIRE AVEC CUVETTE ENCASTRÉE.
- ES-1 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/FACIÉ COMBINÉ, MONTÉE SUR DOUCHE TÈDE #32, SANITARE #52.
- ES-2 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/FACIÉ COMBINÉ, MONTÉE AU MUR (EN SALLE). TÈDE #32, SANITARE #50.
- ES-3 DOUCHE D'URGENCE OCULAIRE/FACIÉ COMBINÉ, MONTÉE AU MUR (EN SALLE). TÈDE #32, SANITARE #50.
- ES-4 DOUCHE DÉLÉGÉ D'URGENCE. TÈDE #35.
- EM-1 VANNE DE MÉLANGE AU POINT D'UTILISATION DE LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. 070 #15, E00 #15, TÈDE #15.
- CUR-1 BÉAN D'ÉTANCHÉITÉ MONTÉ AU MUR POUR DÉVIER L'ÉCOUANT

REMARQUES IMPORTANTES POUR LA DÉMOLITION

- 1 ENLEVER LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE SUR LE ROBINET EN COL DE CYGNE EXISTANT. RÉVÉLER UN NOUVEAU ROBINET SUR LE ROBINET EXISTANT.
- 2 ENLEVER LE BOUQU DE BOUQU EXISTANT. ENLEVER TOUTE LA TUBERIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER LE TROU RESTANT DANS LE COMPTEUR AVEC UN BOUCHON EN ACIER INOX.
- 3 TOUTE LA TUBERIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE AINSI QUE LES SUPPORTS BOUCHER À LA CANNULATION PRINCIPALE. BOUCHER ET RÉPARER LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- 4 ENLEVER LE ROBINET EXISTANT. ENLEVER TOUTE TUBERIE CONNEXE ET BOUCHER LES TRAVAUX EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUT LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPTEUR AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- 5 ENLEVER LA DOUCHE OCULAIRE EXISTANTE. ENLEVER TOUTE LA TUBERIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER LES TRAVAUX EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUT LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPTEUR AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- 6 L'EAU TÈDE EXISTANTE POUR L'APPAREIL AU NOUVEAU EMPLACEMENT MONTÉ SUR LES DESSINS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS ASSIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.
- 7 CUVETTE ROBIER L'EAU QUI EXISTANTE POUR L'APPAREIL AU NOUVEAU EMPLACEMENT MONTÉ SUR LES DESSINS. BOUCHER ET RÉPARER LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPTEUR AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- 8 EMPLACEMENT MONTÉ SUR LES DESSINS. ENLEVER TOUTE LA TUBERIE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉVIER. BOUCHER ET RÉPARER TOUT LES TROUS RESTANTS DANS LE COMPTEUR AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- 9 ALUMINE AVEC L'ÉTANCHÉITÉ EXISTANTE AFIN D'INSTALLER LA NOUVELLE DOUCHE OCULAIRE MONTÉE EN SALLE. LE MONTAGE ET LA COLLEUR DU NOUVEAU PANEAU DE MENSURIÈRE DOIT CORRESPONDRE AUX MATÉRIELS EXISTANTS.

NOUVELLES REMARQUES IMPORTANTES

- A NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE DM-1. FOURIR ETO #15 ET E00 #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TRAVAUX D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. FIXER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE AVEC L'ÉTANCHÉITÉ DANS UN ENDROIT ACCESSIBLE.
- B NOUVEAU BRAN SANITARE #52 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITARE EXISTANT DANS L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE.
- C NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE DM-1. FOURIR ETO #15 ET E00 #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TRAVAUX D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉVIER. EN DESSOUS DE L'ÉVIER. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. FIXER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE DERRIÈRE L'ÉVIER DANS UN ENDROIT ACCESSIBLE.
- D NOUVEAU BRAN SANITARE #50 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITARE EXISTANT DANS L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE.
- E NOUVEAU BRAN SANITARE #50 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITARE EXISTANT À L'ÉVIER. INTÉRIEUR.
- F NOUVEAU ET #15 POUR RACCORDER LET #52 EXISTANT RABOTÉ DANS L'ÉVIER. INFORMATION EXISTANTE. MONT LES DESSINS CONFORMES À L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE.
- G INFORMATION EXISTANTE. MONT LES DESSINS CONFORMES À L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE.
- H POUR SE RACCORDER À LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. LA CANNULATION PASSER DANS L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE.
- I FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15. À DÉCOUVERT. LE LONG DU MUR ET ENQUÊTE PRESSÉ DANS L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE.
- J FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #52 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
- K FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #52 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
- L FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15 DANS LE MUR VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE. COUPER ET RÉPARER LE MUR AU BESOIN.
- M FAIRE DESSEINER NOUVEAU ET #15. À DÉCOUVERT. LE LONG DU MUR. LA CANNULATION PASSER DANS L'ÉVIER. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE. DU CANNÉAU DE SERVICE.
- N FAIRE MONTER NOUVEAU ET #15 DE L'ÉVIER INTÉRIEUR VERS LA DOUCHE OCULAIRE D'URGENCE.

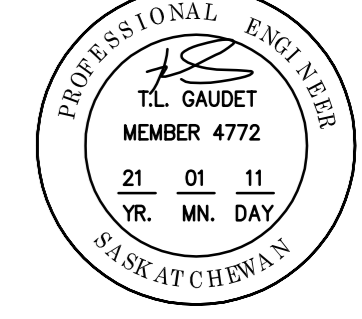


NOTES GÉNÉRALES

- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET LES DÉGAGEMENTS SUR LE CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET AVER LE REPRESENTANT DU MINISTRE DE TOUTE DIVERGENCE OU DE TOUTE OMISSION.
- LES ENTREPRENEURS DOIVENT VISITER LE CHANTIER ET SE FAMILIARISER PLEINEMENT AVEC LA PORTÉE DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DU PROJET.
- TOUS LES CORPS DE MÉTIER DOIVENT COORDONNER LES TRAVAUX SUR LE CHANTIER, AVEC L'APPROBATION DU REPRESENTANT DU MINISTRE, AFIN D'ÉVITER LES CONFLITS OU LES INTERFÉRENCES.
- TOUS LES ARRÊTS DE SERVICE NÉCESSAIRES DOIVENT ÊTRE COORDONNÉS AVEC LE REPRESENTANT DU MINISTRE.
- L'INSTALLATION DE TOUTS LES SYSTÈMES DOIT ÊTRE CONFORMÈMENT AUX CODES ET AUX NORMES EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA REMISE EN ÉTAT ET DE LA RÉPARATION DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT ÉVITER LA POUSSIÈRE ET LES DÉBRIS DE SE PROPAGER AU-DELÀ DE L'AREA DES TRAVAUX ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS.

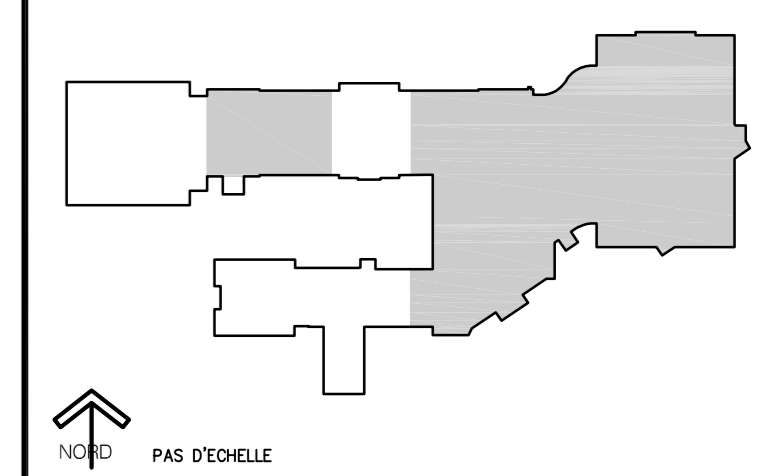


Stantec Consulting Ltd.
 100-75-24th Street East
 Saskatoon, SK S7K 0K3
 Tel: (306)667-2400
 www.stantec.com



ASSOCIATION OF PROFESSIONAL ENGINEERS OF SASKATCHEWAN
 CERTIFICATE OF AUTHORIZATION
 Stantec Consulting Ltd.
 NUMBER : C969
 FIRM'S DESIGN NO. 1111
 SIGNATURE: T.L. Gaudet
 TITLE: MEMBER

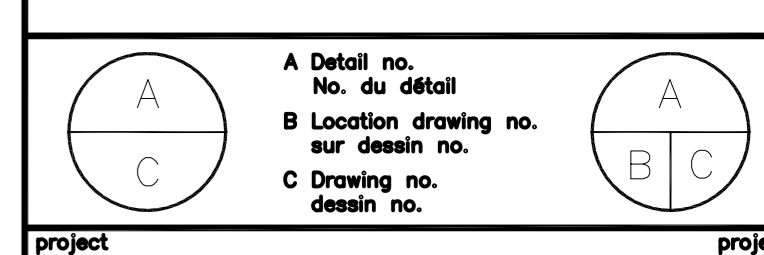
KEY PLAN PLAN CLÉ



No.	Date	Revision	By
1	11/01/2021		

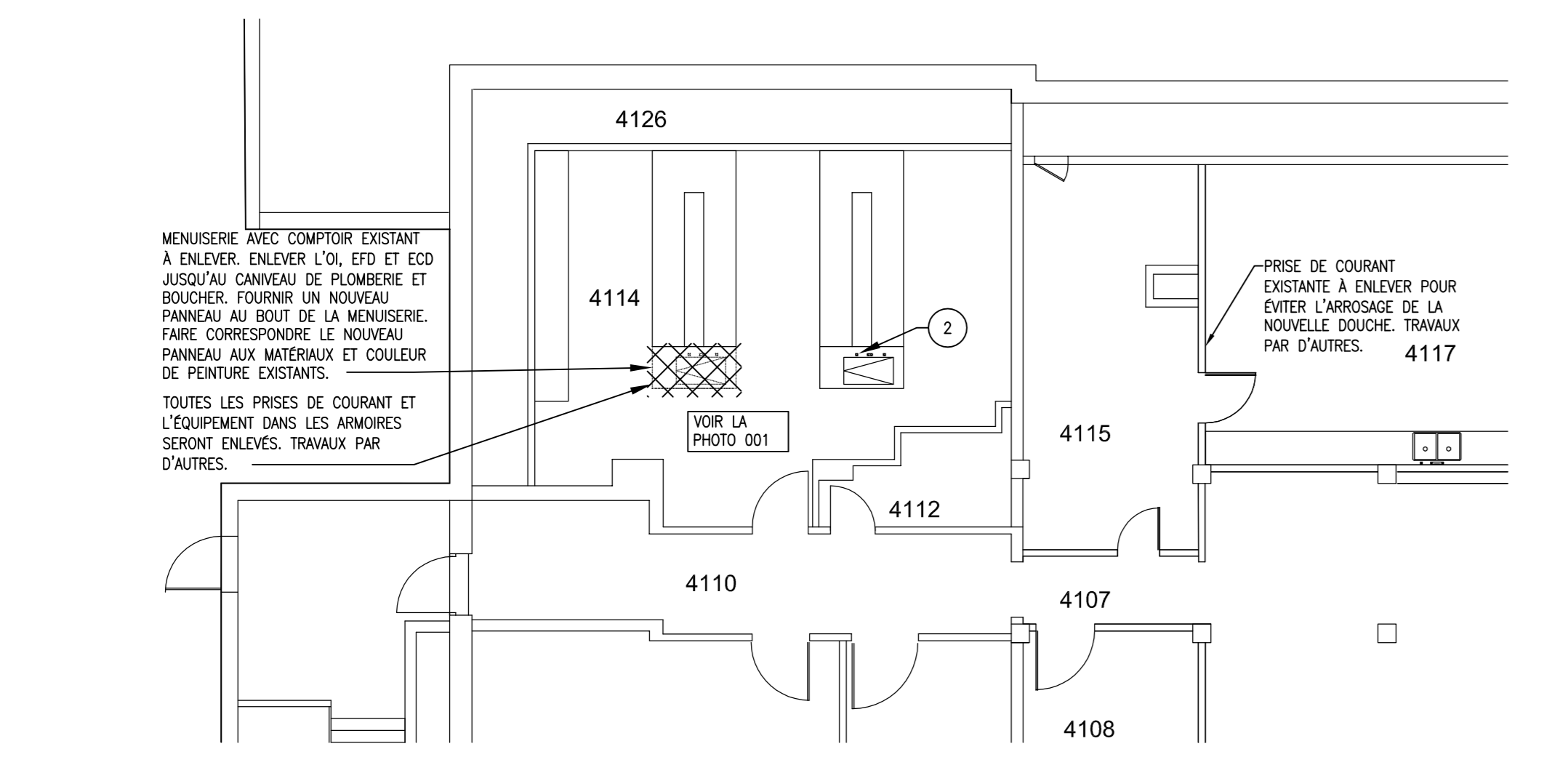
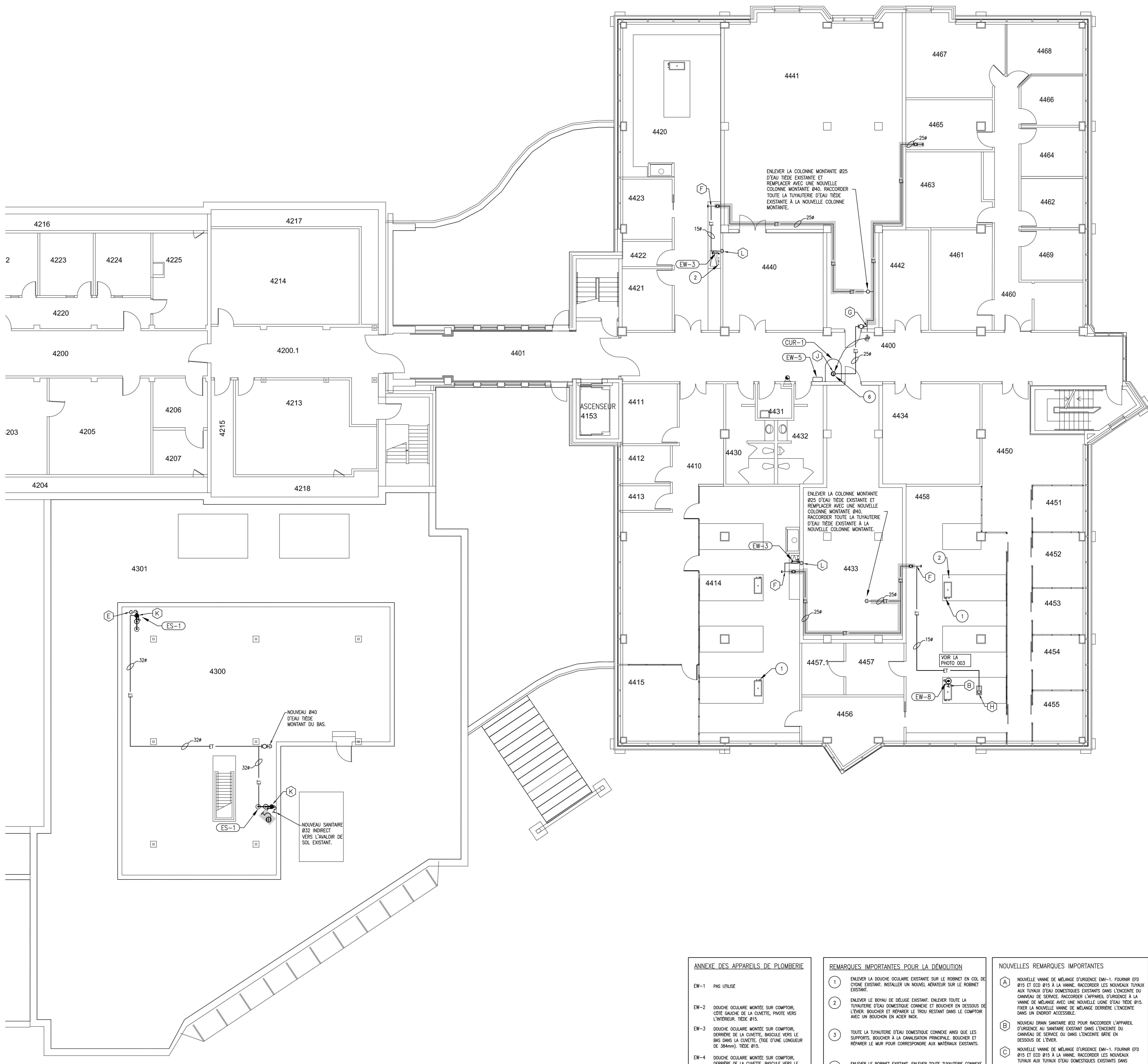
Verify all dimensions and site conditions and be responsible for same

Verify all dimensions and site conditions and be responsible for same

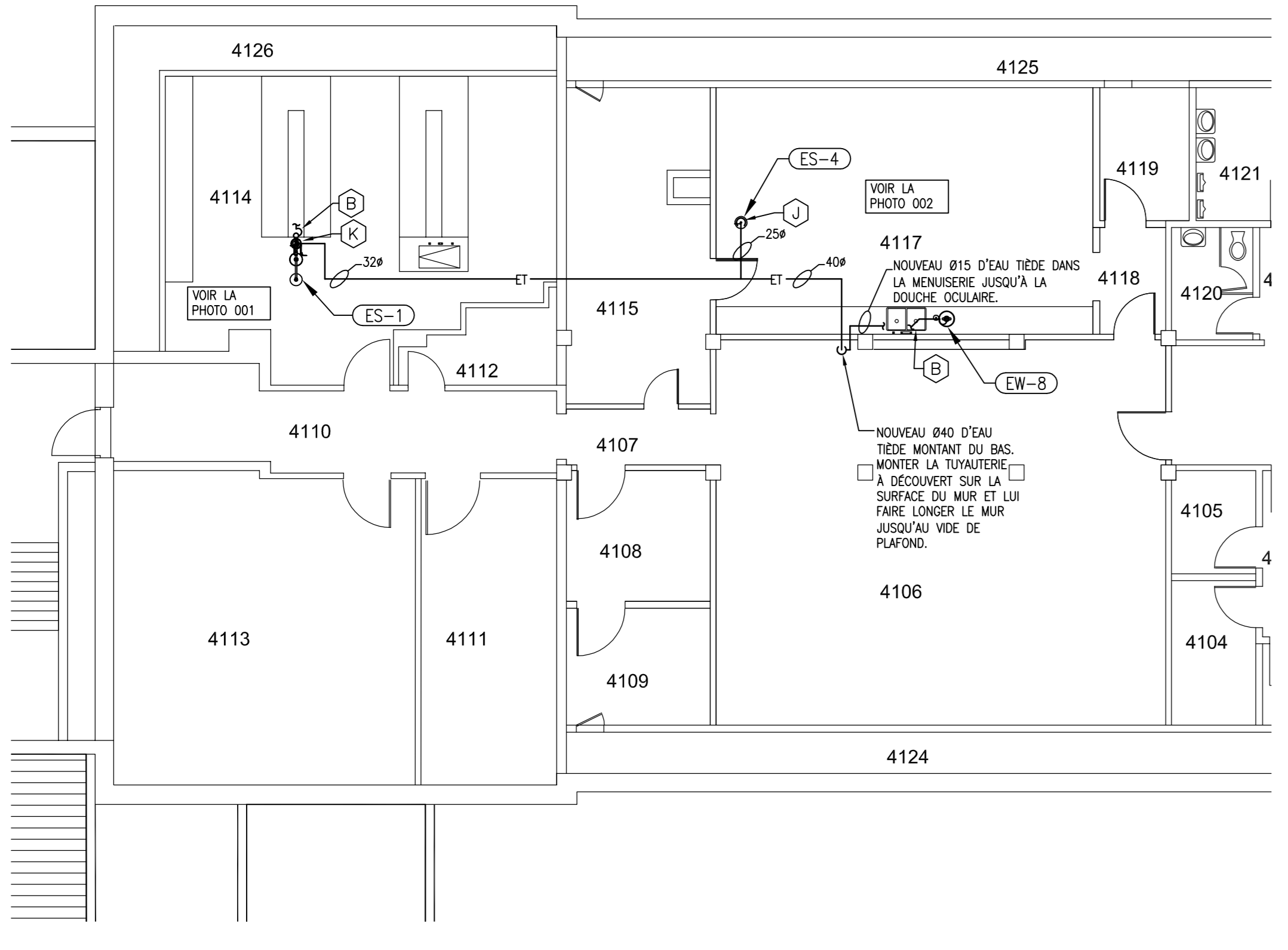


110 PLACE GYMNASIUM, SASKATOON, SK
 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 4

designé	compu	date	date
CLK	designé	22 DEC. 2020	
drawn	dessiné	scale	échelle
CLK	designé	1:100	
checked	vérifié	sheet	feuille
TLG	vérifié		
approved	approuvé	W.O.no.	D.T.no.
TLG	approuvé	931586	
MO7.FR	dessin no.		

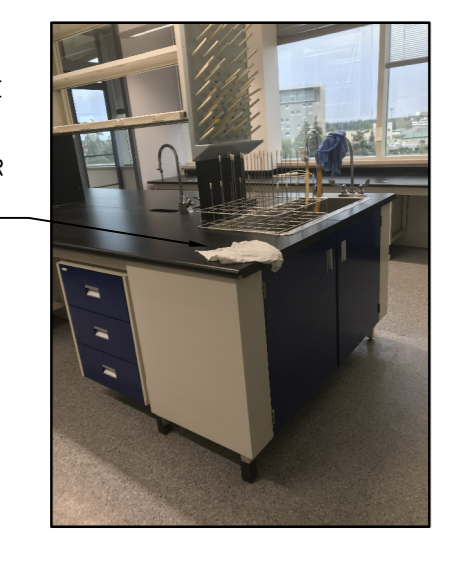
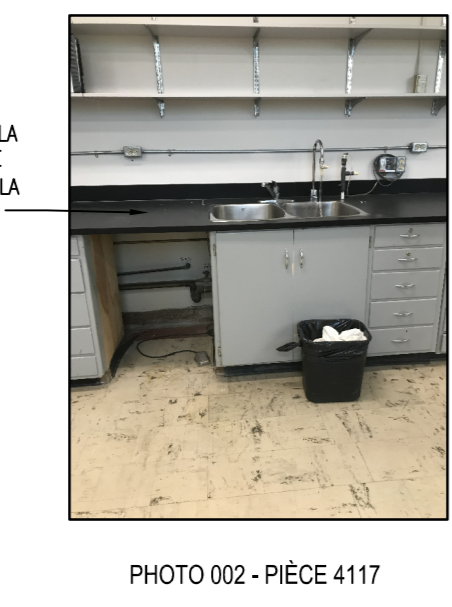
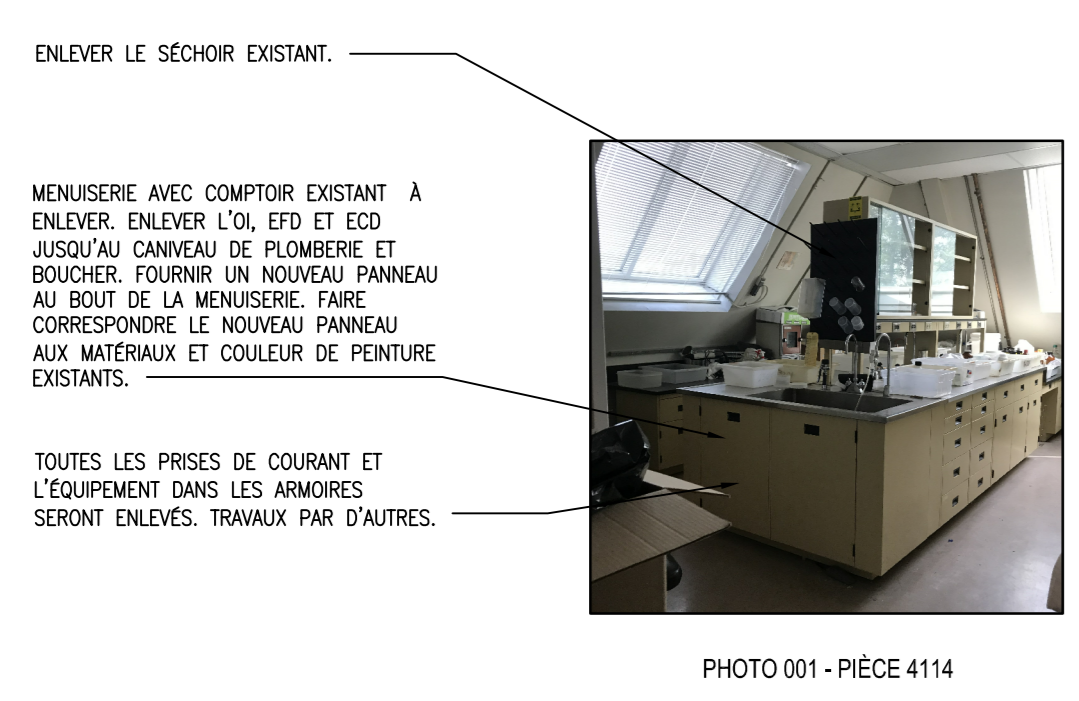


2 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 4 - OUEST - DÉMOLITION
 MO7.FR ÉCHELLE = 1:100



3 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 4 - OUEST
 MO7.FR ÉCHELLE = 1:100

1 PLAN PARTIEL DU NIVEAU 4 - EST
 MO7.FR ÉCHELLE = 1:100



ANNEXE DES APPAREILS DE PLOMBERIE

- EW-1 PAS UTILISÉ
- EW-2 DOUCHE OUBLAIRE MONTÉE SUR COMPOTIR, CÔTÉ CADRE DE LA CUVETTE, PIVOTE VERS L'INTÉRIEUR DE LA DOUCHE.
- EW-3 DOUCHE OUBLAIRE MONTÉE SUR COMPOTIR, CÔTÉ CADRE DE LA CUVETTE, PIVOTE VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. (TOUTE LA LONGUEUR DE 280mm) TÈDE #15.
- EW-4 DOUCHE OUBLAIRE MONTÉE SUR COMPOTIR, CÔTÉ DE LA CUVETTE, BRICOLE VERS LE BAS DANS LA CUVETTE. (TOUTE LA LONGUEUR DE 280mm) TÈDE #15.
- EW-5 DOUCHE OUBLAIRE PORTANTE, ALIMENTÉE PAR GAVITE (MURALE MUR EN SALLE)
- EW-6 DOUCHE OUBLAIRE ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR EN SALLE. TÈDE #15, ET SANITAIRE #32.
- EW-7 DOUCHE OUBLAIRE ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR (INDICATEUR). TÈDE #15, ET SANITAIRE #32.
- EW-8 DOUCHE OUBLAIRE AVEC CUVETTE ENCASTRÉE EN ACIER INOX. TÈDE #15, ET SANITAIRE #32.
- ES-1 DOUCHE D'URGENCE OUBLAIRE/PANNEAU COMBIÉ, MONTÉE AU MUR EN SALLE. TÈDE #20, SANITAIRE #32.
- ES-2 DOUCHE D'URGENCE OUBLAIRE/PANNEAU COMBIÉ, MONTÉE AU MUR EN SALLE. TÈDE #20, SANITAIRE #32.
- ES-3 DOUCHE D'URGENCE OUBLAIRE/PANNEAU COMBIÉ, MONTÉE AU MUR (ENCASTRÉE). TÈDE #20, SANITAIRE #32.
- ES-4 DOUCHE DÉLUGE D'URGENCE. TÈDE #20.
- DM-1 VANNE DE MÉLANGE AU POINT D'INSTALLATION DE LA DOUCHE OUBLAIRE D'URGENCE. EFD #15, ECD #15, TÈDE #15.
- CUR-1 BÉTON D'ÉTANCHEMENT AU MUR POUR DOUCHE D'URGENCE.

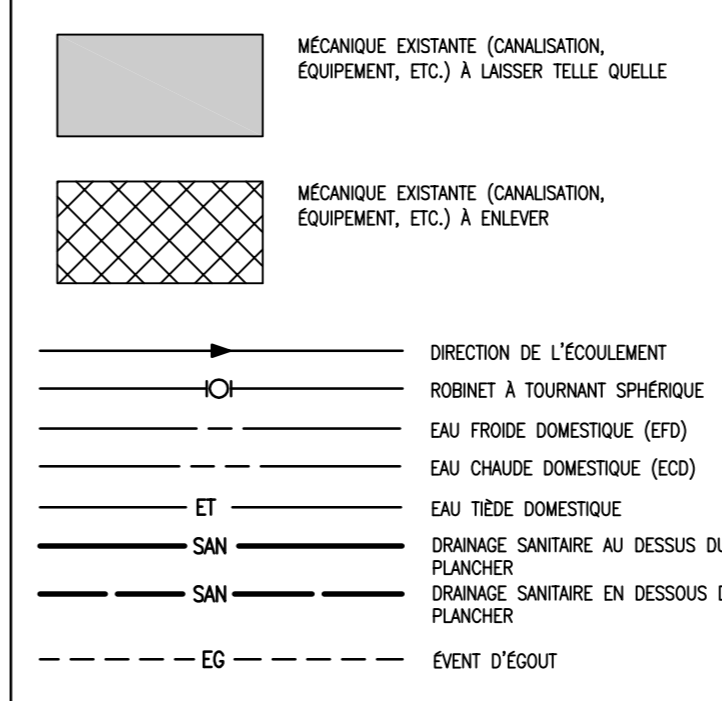
REMARQUES IMPORTANTES POUR LA DÉMOLITION

- ENLEVER LA DOUCHE OUBLAIRE EXISTANTE SUR LE ROBINET EN COL DE CUIVRE EXISTANT. INSTALLER UN NOUVEAU ARRIÈRE SUR LE ROBINET EXISTANT.
- ENLEVER LE BORD DE DÉLUGE EXISTANT. ENLEVER TOUTE LA TOUTURE D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉCRAN. BOUCHER ET RÉPARER LE TOIT RESTANT DANS LE COMPOTIR AVEC UN BOUCHON EN ACIER INOX.
- TOUTE LA TOUTURE D'EAU DOMESTIQUE, CONNEXE ANCI ET LES SUPPORTS, BOUCHER À LA CANNULATION PRINCIPALE. BOUCHER ET RÉPARER LE TOIT RESTANT DANS LE COMPOTIR AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ENLEVER LE ROBINET EXISTANT. ENLEVER TOUTE TOUTURE CONNEXE ET BOUCHER LES TRAVAUX EN DESSOUS DE L'ÉCRAN. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TRAVAUX ASSOCIÉS DANS LE COMPOTIR AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ENLEVER LA DOUCHE OUBLAIRE EXISTANTE. ENLEVER TOUTE LA TOUTURE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER LES TRAVAUX EN DESSOUS DE L'ÉCRAN. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TRAVAUX ASSOCIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.
- L'EAU TÈDE EXISTANTE POUR L'APPAREIL AU NOUVEAU EMPLOIEMENT MONTÉ SUR LES BÉTONS BOUCHER ET RÉPARER LES TRAVAUX ASSOCIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.
- CUVETTE RÈVER L'EAU QUI EXISTANTE POUR L'APPAREIL AU NOUVEAU EMPLOIEMENT MONTÉ SUR LES BÉTONS BOUCHER ET RÉPARER LES TRAVAUX ASSOCIÉS DANS LE MUR POUR CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.
- EMPLACEMENT MONTÉ SUR LES BÉTONS. ENLEVER TOUTE LA TOUTURE D'EAU DOMESTIQUE CONNEXE ET BOUCHER EN DESSOUS DE L'ÉCRAN. BOUCHER ET RÉPARER TOUTS LES TRAVAUX ASSOCIÉS DANS LE COMPOTIR AVEC DES BOUCHONS EN ACIER INOX.
- ALORS QU'UNE TOUTURE EXISTANTE AFIN D'INSTALLER LA NOUVELLE DOUCHE OUBLAIRE MONTÉE EN SALLE LE MATÉRIEL ET LA CUVETTE DU NOUVEAU PANNEAU DE MÉLANGE DOIT CORRESPONDRE AUX MATÉRIAUX EXISTANTS.

NOUVELLES REMARQUES IMPORTANTES

- NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE DM-1. FOURNIR EFD #15 ET ECD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TRAVAUX D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉCRAN DU CANAL DE SERVICE. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. FIXER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE À L'ÉCRAN ACCESSIBLE.
- NOUVEAU BRAS SANITAIRE #32 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ÉCRAN DE SERVICE.
- NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE DM-1. FOURNIR EFD #15 ET ECD #15 À LA VANNE. RACCORDER LES NOUVEAUX TRAVAUX AUX TRAVAUX D'EAU DOMESTIQUE EXISTANTS DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE À LA VANNE DE MÉLANGE AVEC UNE NOUVELLE LIGNE D'EAU TÈDE #15. FIXER LA NOUVELLE VANNE DE MÉLANGE D'URGENCE À L'ÉCRAN ACCESSIBLE.
- NOUVEAU BRAS SANITAIRE #32 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT DANS L'ÉCRAN DE SERVICE.
- NOUVEAU BRAS SANITAIRE #32 POUR RACCORDER L'APPAREIL D'URGENCE AU SANITAIRE EXISTANT À L'ÉCRAN ACCESSIBLE.
- NOUVEAU ET #15 POUR RACCORDER L'ET #20 EXISTANT EN SALLE. L'ÉCRAN EXISTANT. INFORMATION EXISTANTE VERT DES DESSINS CONFORMES À L'ÉCRAN ET FOURNIR LE PAS ENRE TEL QU'INDIQUÉ. CONFIRMER L'EMPLACEMENT PRÉCIS DE LA CANNULATION SUR PLACE.
- INFORMATION EXISTANTE VERT DES DESSINS CONFORMES À L'ÉCRAN ET FOURNIR LE PAS ENRE TEL QU'INDIQUÉ. CONFIRMER L'EMPLACEMENT PRÉCIS DE LA CANNULATION SUR PLACE.
- POUR SE RACCORDER À LA DOUCHE OUBLAIRE D'URGENCE, LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE.
- FAIRE DESSENDER NOUVEAU ET #15 DANS LE MUR VERS LA DOUCHE OUBLAIRE D'URGENCE. COUPER ET RÉPARER LE MUR AU BESOIN.
- FAIRE DESSENDER NOUVEAU ET #15. À DÉCOUVERT, LE LONG DU MUR, ET DÉBITE PROFER DANS L'ÉCRAN DU CANAL DE SERVICE VERS LA DOUCHE OUBLAIRE D'URGENCE.
- FAIRE DESSENDER NOUVEAU ET #20 POUR ALIMENTER L'APPAREIL D'URGENCE.
- FAIRE DESSENDER NOUVEAU ET #15 DANS LE MUR VERS LA DOUCHE OUBLAIRE D'URGENCE. COUPER ET RÉPARER LE MUR AU BESOIN.
- FAIRE DESSENDER NOUVEAU ET #15. À DÉCOUVERT, LE LONG DU MUR, LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE. LA CANNULATION PASSERA DANS L'ÉCRAN DE SERVICE.
- FAIRE MONTÉ NOUVEAU ET #15 DE L'ÉCRAN INTÉRIEUR VERS LA DOUCHE OUBLAIRE D'URGENCE.

LÉGENDE DE PLOMBERIE



- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET LES DÉGAGEMENTS SUR LE CHANTIER AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET ANSER LE REPRESENTANT DU MINISTRE DE TOUTE DIVERGENCE OU DE TOUTE OMISSION.
- LES ENTREPRENEURS DOIVENT VISITER LE CHANTIER ET SE FAMILIARISER PLEINEMENT AVEC LA PORTÉE DES TRAVAUX AVANT LE DÉBUT DU PROJET.
- TOUS LES CORPS DE MÉTIERS DOIVENT COORDONNER LES TRAVAUX SUR LE CHANTIER, AVEC L'APPROBATION DU REPRESENTANT DU MINISTRE, AFIN D'ÉVITER LES CONFLITS OU LES INTERFÉRENCES.
- TOUS LES ARRÊTS DE SERVICE NECESSAIRES DOIVENT ÊTRE COORDONNÉS AVEC LE REPRESENTANT DU MINISTRE.
- L'INSTALLATION DE TOUS LES SYSTÈMES DOIT S'EFFECTUER CONFORMÉMENT AUX CODES ET AUX NORMES EN VIGUEUR.
- L'ENTREPRENEUR DOIT EMPÊCHER LA REMISE EN ÉTAT ET DE LA RÉPARATION DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES TRAVAUX.
- L'ENTREPRENEUR DOIT EMPÊCHER LA POUSSEE ET LES DÉBRIS DE SE PROPAGER AU-DELÀ DE L'ARRÊT DES TRAVAUX ET NETTOYER TOUTES LES SURFACES UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINÉS.

DEVIS

1. PORTEE DES TRAVAUX
 FOURNR ET INSTALLER TOUT L'ÉQUIPEMENT, LE MATÉRIEL ET LA MAIN D'ŒUVRE TEL QU'INDIQUÉ SUR LES DESSINS ET TEL QUE REQUIS POUR UNE INSTALLATION COMPLÈTE ENTièrement MISE EN SERVICE, LES CONDITIONS GÉNÉRALES ET SUPPLÉMENTAIRES DES DEVIS DU CONTRAT S'APPLIQUENT À CETTE SECTION.

2. DESSINS ET COUPE
 LES DESSINS DES MÉTIERS MÉCANIQUES NE MONTRANT PAS TOUS LES DÉTAILS STRUCTURELS ET TOUTE INFORMATION PERTINENTE IMPLIQUANT UNE MESURE PRÉCISE DU BÂTIMENT POUR L'EAU CHAUDE ET FROIDE DOMESTIQUE DOIT ÊTRE DU DINGE DUR ENRÉGLÉ ET TOUT L'ACIER DES JOINTS SOUDÉS À L'ACIER D'UNE SOUDURE DE TYPE 90/5 SANS PLOMB. ALÉSER TOUTES LES COUPES DE TIGES, FOURNER DES RÉGARDS DE NETTOYAGE TEL QUE REQUIS PAR LE COE. ET/OU INDICÉ SUR LES DESSINS.

3. INTENTION
 LA MENTION DU OU L'INDICATION SUR LES DESSINS D'ARTICLES, DE MATÉRIEL, D'OPÉRATIONS OU DE MÉTHODES EXIGE QUE L'ENTREPRENEUR FOURNISSE CHAQUE ARTICLE MENTIONNÉ OU MÉTHODE, S'ÉTALE CHAQUE OPÉRATION PRÉCISE OU NECESSAIRE ET FOURNISSE TOUT LE TRAVAIL, L'ÉQUIPEMENT ET LES ACCESSOIRES NECESSAIRES.

4. RÉGLES, RÈGLEMENTS ET ORDONNANCES
 LES TRAVAUX SONT EXÉCUTÉS CONFORMÉMENT À TOUTES LES RÉGLES, RÈGLEMENTS, STATUTS OU ORDONNANCES FÉDÉRAUX, PROVINCIAUX ET LOCAUX RELATIFS AUX INSTALLATIONS DE CE TYPE, AU NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE, OBTENIR ET PAYER TOUS LES PERMIS OU ENREGISTREMENTS PRODIGES POUR CE TRAVAIL, INCLURE DES GENS DU MÉTIER ENTièrement QUALIFIÉS EN VERTU DES RÈGLEMENTATIONS RÉGIONALES ET LOCALES RELATIVES À LA LICENCE ET AUX QUALIFICATIONS DES GENS DE MÉTIER POUR CE TRAVAIL.

5. APPROBATION DE L'ÉQUIPEMENT
 LORSQUE LES DESSINS MENTIONNENT UN NUMÉRO PARTICULIER DE MARQUE OU DE MODÈLE D'ÉQUIPEMENT, CELA INDIQUE UNE NORME À LAQUELLE IL FAUT SE CONFORMER. LES MARQUES AUTRES QUE CELLES SPÉCIFIÉES SONT ACCEPTÉES, À CONDITION QUE LE CONSULTANT SOIT DE L'AVIS QU'ILS SONT ÉGALEMENT ENRIÉS DANS TOUTS LES ASPECTS DES ÉQUIPEMENTS SPÉCIFIÉS. LA SECTION DU CONSULTANT À CET ÉGARD SERA FINALE.

6. MANÈGE DU MATÉRIEL ET DÉCHETS
 TOUT LE MATÉRIEL DOIT ÊTRE NEUF ET LE MEILLEUR DE SON GÈRE. LES MEILLEURES PRATIQUES DOIVENT ÊTRE UTILISÉES POUR EFFECER CES TRAVAUX ET LES TRAVAUX FINIS DOIVENT ÊRE DE QUALITÉ APPARENTE, TOUT ÉQUIPEMENT DOIT ÊTRE INSTALLÉ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS DU FABRICANT.

7. COURSE, MÉTHODE ET SÉPARATION DES DOMMAGES
 TROUVER TOUS LES TRUS ET OUVERTURES AU BESOIN, AUCUN ÉLÉMENT DE STRUCTURE NE DOIT ÊRE COUPÉ. LES OUVERTURES SONT PRATIQUÉES PAR PÉRIODE. TOUTES LES OUVERTURES AU SOL, ET AU MUR DOIVENT ÊRE RÉPARÉES PAR L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, PROTÉGER TOUS LES TRAVAUX, ÉQUIPEMENTS, ETC. DES DOMMAGES PENDANT LA CONSTRUCTION ET RÉPARER TOUT DOMMAGE CAUSÉ.

8. TRAVAUX ÉLECTRIQUES
 TOUS LES CÂBLAGES SONT LA RESPONSABILITÉ DE LA SECTION ÉLECTRIQUE. À MONS D'AVIS CONTRAIRE, VOUS ÉVALUÉMENT LA SECTION CONTRÔLE. LA SECTION ÉLECTRIQUE DOIT FOURNIR ET INSTALLER TOUTS LES INTERRUPTEURS, DÉMARRAGEURS, CONTRÔLES DE MOTEUR ET APPAREILS DE COMMANDE NECESSAIRES POUR L'ÉQUIPEMENT SATISFAISANT DES TRAVAUX REQUIS DANS LES DESSINS ET DEVIS. TOUS LES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES FOURNIS OU INSTALLÉS DOIVENT PORTER LA MARQUE D'IDENTIFICATION CSA ET ÊRE APPROUVÉS POUR UNE UTILISATION À L'ÉCHÉLON PRÉVU. LES SECTIONS MÉCANIQUES FOURNISSENT AU BESOIN TOUT SCHEMA DE CÂBLAGE NECESSAIRE POUR L'ÉQUIPEMENT.

9. EXAMEN DU SITE
 VISITER LE SITE ET EXAMINER ATTENTIVEMENT ET OBTENIR UNE CONNAISSANCE DES CONDITIONS TOUCHANT LE TRAVAIL. AUCUNE INCORRECTICE NE SERA FAITE POUR LES TRAVAUX DÉCOULANT DE L'INCORRECTICE OBTENUE CES CONNAISSANCES.

10. GARANTIE
 FOURNIR UNE GARANTIE ÉCRITE ACCEPTABLE COUVRANT LE TRAVAIL, LES MATÉRIELS ET L'ÉQUIPEMENT DE TOUT DÉFAUT DE FABRICATION OU DE MATÉRIEL POUR UNE PÉRIODE D'UN AN À PARTIR DE LA DATE D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL.

11. MISE EN SERVICE
 L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DU DÉMARRAGE DE TOUS LES ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES ET DE METTRE TOUT ÉQUIPEMENT EN BON ÉTAT DE FONCTIONNEMENT ET EN MARCHÉ. FAIRE TOUS LES AJUSTEMENTS NECESSAIRES.

12. DESSINS D'ATELIER ET MANUELS D'ENTRETIEN
 SOUMETTRE LES DESSINS D'ATELIER ÉLECTRONIQUES EN FORMAT PDF POUR TOUTS LES APPAREILS ET ÉQUIPEMENTS À LA SOCIÉTÉ ENRÉGLÉ. INCLURE LES DESSINS D'ATELIER AVEC LES INSTRUCTIONS D'ENTRETIEN DANS LES MANUELS D'ENTRETIEN. FOURNIR UNE COPIE IMPRIMÉE DU MANUEL D'ENTRETIEN POUR LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET UNE COPIE ÉLECTRONIQUE PDF POUR LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET LE CONSULTANT.

13. CARTABLES POUR LE MANUEL D'ENTRETIEN
 FOURNIR TOUTS LES CARTABLES EN UN SEUL COPIR ANCEAU ENRÉGLÉ. AVEC LE NOM DU PROJET ET LE TITRE "DONNÉES DE FONCTIONNEMENT MÉCANIQUES ET D'ENTRETIEN" SUR LA PAGE COUVERTE ET SUR LE BORD DE LA RELIURE. LES CARTABLES DOIVENT ÊRE INDEXÉS ET CONTENIR LE MATÉRIEL DÉTAILLÉ SU-VOUS.

- ONGLET 10 - PAGE TITRE
- ONGLET 11 - LISTE DE DESSINS TECHNIQUES
- ONGLET 12 - DESCRIPTION DES SYSTÈMES
- ONGLET 13 - DÉTAILS TECHNIQUES
- ONGLET 14 - LISTE DE FOURNISSEURS D'ÉQUIPEMENT ET D'ENTREPRISES
- ONGLET 15 - GARANTIE
- ONGLET 16 - CERTIFICATION
- ONGLET 17 - DESSINS D'ATELIER ET BULLETINS D'ENTRETIEN

LES ONGLETS DOIVENT ÊRE EN PLASTIQUE MYLAR STRATITE ET COULEURS SÉPARÉ LA SECTION.

14. DOSSIER D'INSTALLATION
 RENDRE UN DOSSIER SUPPLÉMENTAIRE D'ÉVALUATION SUR LES ÉLÉMENTS À SERA INSCRIT, AU FURE ET À MESURE QUE LE TRAVAIL AVANCE. TOUTE RÉVÉLATION DANS LES TRAVAUX DE VÉRIFICATION, DE CONSTATS OU D'ÉLÉMENT DE L'ÉQUIPEMENT, À L'ACHÈVEMENT DU PROJET, LES HÉLIORAPPORTS CONFORMES À L'EXÉCUTION ANNULÉES DOIVENT ÊRE RENVOYÉ AU MAÎTRE D'OUVRAGE.

15. INSTRUCTIONS DE L'OPÉRATEUR
 UN MÉCANIQUEN COMPLET EST RESPONSABLE DE L'INSTRUCTION DE TOUTS MEMBRES DU PERSONNEL DU MAÎTRE D'OUVRAGE, TEL QU'IL PEUT ÊRE INDICÉ, DANS LES PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT APPROPRIÉES DE TOUT ÉQUIPEMENT FASANT PARTIE DES SYSTÈMES.

16. IDENTIFICATION DES ÉQUIPEMENTS ET CODE DE COLLURES DE LA TUYAUTEURIE
 TOUTE TUYAUTEURIE INSTALLÉE DANS LE CADRE DE CETTE DIVISION DANS LES ZONES UTILITAIRES, AU-DESSUS DES PLANCHES MOBILES, AUX PORTES D'ACCÈS, PARTOUT OÙ RÉCÉPTEUR ET DANS LES AUTRES ZONES TEL QU'INDIQUÉ, DOIT ÊRE MARQUÉE D'UNE BANDE DE COLLURE À L'AIDE DE MARQUEURS DE TUYAU FABRIQUÉS ÉQUIVALENTS À LA SOCIÉTÉ HAN BRANT. ENRIER EN CONTINU ET LE DÊT DIRECTIONNEL. DE TOUTS LES TRAVAUX DE SERVICE. LES RÉGARDS DIRECTIONNELLES DOIVENT ÊRE APPLIQUÉES ADJACENTES À CHAQUE MARQUEUR DE TUYAU À L'AIDE D'UN RUBAN À FLEURS BRANT MOYEN SUR ROLLUP ET DUT ENVELOPPÉMENT. LE TUYAU À CHAQUE EXTRÉMITÉ DE L'ÉTOUPE OU DE LA LIÈGE. LE RUBAN DOIT ÊRE UTILISÉ À CHAQUE DÊT ET CHAQUE ÉTOUPE ET DOIT CHEVAUCHER LES BORDS DE LA LIÈGE OU DES MARQUEURS. LE TAPÉ MUST COMPAT ONTO ISOLU (COMPLETELY AROUND THE PIPE). PPE MARKING MUST COMPLY WITH ANSI AND CSA.

17. PANNEAUX D'ACCÈS
 FOURNIR LES PANNEAUX D'ACCÈS NECESSAIRES POUR EFFECUTER L'ENTRETIEN DES NOUVEAUX DISPOSITIFS MÉCANIQUES. LES PORTES DOIVENT ÊRE DU TYPE REQUIS PAR LE TYPE DE PLANCHER OU DE CONSTRUCTION MURALE. DANS LEQUEL, ELLES SONT SÉRIÈSES, ÉQUIVALENT AU TYPE À BRÈLE, AFFLEURÉE UNIVERSIELLE UP-50000 D'ACCOUR.

18. COMPARTIMENTAGE
 TOUS LES TUYAUX TRAVERSANT UNE SÉPARATION COUPE-FEU DOIVENT ÊRE RENDEUS ÉTANCHES AU POINT DE PÉNÉTRATION AVEC LES MATÉRIELS COUPE-FEU CONFORMES AUX MÉTHODES DESSIN NORMALISÉES DE RÉSISTANCE AU FEU CMAH-3100, 1980 POUR UNE DURÉE ÉGALE AU CLASSEMENT DE RÉSISTANCE AU FEU DE LA SÉPARATION.

19. ISOLANT
 TOUS LES MATÉRIELS ISOLANTS, REVÊTEMENTS ET AUTRES ACCESSOIRES DOIVENT AVOIR UNE PROPRIÉTÉ DE FLAMME ULIC DE 25 OU MOINS, ET UN DÉGAGEMENT DE FUMÉE ULIC DE 50 OU MOINS.

ISOLER TOUS LES TUYAUX ET RACCORDES D'EAU CHAUDE ET D'EAU FROIDE DOMESTIQUE AVEC UNE FIBRE DE VERRE DE 20mm AVEC UN CHEVAUSCHÉ TOUT SERVICE INTÉRIEUR. LE CHEVAUSCHÉ SERA ADHÉRE SUR PLACE À L'AIDE D'ADHÉSIF SOUS LE CHEVAUSCHÉMENT OU LA BANDE MACTAC DE FAÇON CONTINUE SUR LES JOINTS LONGITUDINAUX. TOUTS LES JOINTS ET BORDS DE LA TUYAUTEURIE D'EAU FROIDE SERONT ÉTANCHÉS À LA VAPEUR. IL N'EST PAS NECESSAIRE D'ISOLER L'EAU TIGEE.

TOUS LES TUYAUX ISOLÉS ET RACCORDES DE TUYAUX À DÉCOUVERTURE QUI TRAVERSANT UN LOCAL TECHNIQUE, TUNNEL OU VIDE SANITAIRE, DOIVENT ÊRE COUVERTS D'UNE TOILE HOMOLOGUÉE UL. FOURNIRE PAR UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 4,2 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. L'UNITÉ COMPRENDRA ÉGALEMENT UNE TÊTE DE DOUCHE EN PLASTIQUE ABS AXON MSR HYDRODYNAMIQUE AVEC CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT DE 20 GPM, UNE VANNE TYPE MANTENUE À L'OUVERTURE EN LAITON CHROMÉ POLI. LA TÊTE AXON MSR HYDRODYNAMIQUE AVEC CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT DE 4,2 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. L'UNITÉ COMPRENDRA ÉGALEMENT UNE TÊTE DE DOUCHE EN ACIER INOX. AXON MSR HYDRODYNAMIQUE AVEC CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT DE 20 GPM, UNE VANNE ÉMBOÛTÉE MONTÉE EN SALLIE EN ACIER INOX, DE CALIBRE 18 TYPE 304, ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE. ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE ET VANNE ABATTANTE EN LAITON CHROMÉ POLI POUR LAVER LES 'VEUX'/'VISAJE AXON MSR AVEC UN ÉCOULEMENT LAMINAIRE DIRECTIONNEL INVERSE QUI OBTIENDRA UNE VÉLOCITÉ VERTICALE NULLE. FOURNIRE PAR UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 4,2 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. L'UNITÉ COMPRENDRA ÉGALEMENT UNE TÊTE DE DOUCHE EN ACIER INOX. AXON MSR HYDRODYNAMIQUE AVEC CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT DE 20 GPM, UNE VANNE ÉMBOÛTÉE MONTÉE EN SALLIE EN ACIER INOX, DE CALIBRE 18 TYPE 304, ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE. ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE ET VANNE ABATTANTE EN LAITON CHROMÉ POLI POUR LAVER LES 'VEUX'/'VISAJE AVEC UNE CRÈME INTÉRIEURE FACILEMENT ACCESSIBLE. L'UNITÉ DOIT ÉGALEMENT COMPRENDRE UN TUYAU ET DES RACCORDES EN ACIER GALVANISÉ PAR IMERSION À CHAUD DE SERIE 40, UNE BRIDE DE PLANCHER EN FONTE THERMOLOGUÉE DE 22mm (9 ps.), UN ÉCOUTTOUR, UN ÉCOUTTOUR, UN PNEU D'ENTRETIEN D'ACCÈS À L'AVANT, UNE ENTRÉE DE 1/2 po. NPT (M) ET UN DRAIN 2 po. PO NPT (F). LA PRESSION DE SERVICE EST 30-90 PSI (2,1-6,2 BAR). FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1.

UN MÉCANIQUEN COMPLET EST RESPONSABLE DE L'INSTRUCTION DE TOUTS MEMBRES DU PERSONNEL DU MAÎTRE D'OUVRAGE, TEL QU'IL PEUT ÊRE INDICÉ, DANS LES PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT APPROPRIÉES DE TOUT ÉQUIPEMENT FASANT PARTIE DES SYSTÈMES.

20. ISOLANT EN AMANTE
 L'ENTREPRENEUR DOIT ÊRE CONSCIENT QUE L'ISOLANT DES TUYAUX EXISTANTS POURRAIT CONTENIR DE L'AMIANTE. LORSQUE LES TRAVAUX NECESSITENT QUE CET ISOLANT SOIT PÉRTURBÉ, L'UN DES MÉTIERS DOIVENT ÊRE RESPONSABLE D'ISOLER LES TRAVAUX ASSOCIÉS À L'ÉVALUATION ET À L'ÉLIMINATION DE CET ISOLANT EN AMANTE. TOUT TRAVAIL SERA EFFECUTÉ EN CONFORMITÉ AVEC LES RÈGLEMENTS PROVINCIAUX.

21. PLOMBIER
 TOUT DRAINAGE ET ÉVÉNUS DOIVENT REMPLISSER LES EXIGENCES DES RÈGLEMENTS RELATIFS À LA PLOMBIER. LES DRAINS ET ÉVÉNUS SANITAIRES SOUTERRAINS COMPRENANT DES RACCORDES SONT UNE CONDUITE D'ÉVACUATION EN FONTE DE PÉDS MONTÉ DU EN PLASTIQUE PVC.

TUYAUTEURIE D'ÉVACUATION HORS SOL, COLONNES MONTANTES, ÉVÉNUS ETC. UTILISERONT LE SYSTÈME IPR XFR 15-50 OU ÉQUIVALENT À MONS D'AVIS CONTRAIRE. UN TUYAU EN COURVE DE TYPE "TM" AVEC DES RACCORDES À SOUSSE PEUT ÊRE UTILISÉ POUR 50 mm ET PLUS PETIT. TOUTE TUYAUTEURIE POUR L'EAU CHAUDE ET FROIDE DOMESTIQUE DOIT ÊRE DU DINGE DUR ENRÉGLÉ ET TOUT L'ACIER DES JOINTS SOUDÉS À L'ACIER D'UNE SOUDURE DE TYPE 90/5 SANS PLOMB. ALÉSER TOUTES LES COUPES DE TIGES, FOURNER DES RÉGARDS DE NETTOYAGE TEL QUE REQUIS PAR LE COE. ET/OU INDICÉ SUR LES DESSINS.

FOURNIR DES COUVERLES EN LAITON POUR TOUTS LES RÉGARDS DE NETTOYAGE AU SOL. ÉQUIVALENTS À 22N-1612 DE 20MM.

SOUAPES D'ARRÊT SONT EN CAPRÈS À BRÈLE ÉQUIVALENTS À 10FO. FOURNIR DES ARRÊTS DE TOURNESUR SUR L'ALIMENTATION AUX APPAREILS.

22. SUPPORTS DE TUYAUX/PIPE SUPPORTS
 LES TUYAUX DOIVENT ÊRE SUPPORTÉS OU SUSPENDUS TOUT CE DÉCRIT CI-DESSOUS. TOUTE TUYAUTEURIE HORIZONTALE (À MONS D'AVIS CONTRAIRE) DOIT ÊRE SUPPORTÉE AUX INTERVALLES SUIVANTS : 20mm ET PLUS PETIT À TOUTS LES 2,13 M (7 ps.), 25mm À 50mm INCLUSIVEMENT – TOUTS LES 3 M (10 ps.), 45mm ET PLUS À TOUTS LES 3,05 M (12 ps.). TOUTS LES SUPPORTS DE TUYAUX DOIVENT ÊRE DES SUPPORTS EN ACIER SOLIDES AVEC DES TIGES FILETÉES BIEN FIXÉES AUX MISES DANS LES DALLES OU LES MURS OU FIXÉS AUX POUTRES EN ACIER AVEC DES ATTACH-SUPPORTS. AUCUNE SANGLE DE MAINTIEN PERFORME NE SERA PERMISE. LORSQUE LES TUYAUX REPRÉSENT SUR DU MÉTAL, DISSIMILAIRE (P. EX. TUYAU EN COURVE À TRAVERSER UNE CHARENTE D'ACCÈS, ISOLE OU NON), FOURNIR UN MANCHON POUR TUYAU EN PLASTIQUE SUR LE MANELON POUR SÉPARER LE TUYAU DU SUPPORT. LORSQUE PLUSIEURS TUYAUX DOIVENT ÊRE SUSPENDUS CÔTÉ À CÔTÉ, LES TUYAUX DOIVENT ÊRE SUSPENDUS À L'AIDE DE SANGLES INDIVIDUELLES, ALS NE DOIVENT PAS ÊRE SUPPORTÉS EN DEPANANT SUR UN CANAL DE TUYAUTEURIE. EN ANGLE OU UNE MÉTHODE SIMBLABLE. C'EST-À-DIRE, LES SANGLES EN TRAPEZE NE DOIVENT PAS ÊRE UTILISÉES. À MONS D'AVIS CONTRAIRE.

23. SYSTÈMES ACTUELS
 DÉMONTÉ SERREMENTS LES ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES EXISTANTS À A DÉPLACER AVEC LES MATÉRIELS REQUIS. L'ÉQUIPEMENT LA TUYAUTEURIE, LES CONDUITES, LES CONDUITS ET LES LAMINAIRES EXISTANTS QUI ENTRAVENT LA NOUVELLE INSTALLATION DOIVENT ÊRE DÉMONTÉS TEMPORAIREMENT. LES ÉQUIPEMENTS QUE LE MAÎTRE D'OUVRAGE NE SOUVAIT PAS CONSERVÉ DEVIENTRONT LA PROPRIÉTÉ DE L'ENTREPRENEUR ET SONT DÉLIVRÉS DU SITE LORSQUE CELA EST DEMANDÉ. LE CAS ÉCARTANT, ET ÉQUIPEMENT EXISTANT DOIT ÊRE RÉGLÉ DANS DE NOUVEAUX TRAVAUX APRÈS AVOIR RÉPARÉ ET REMIS À NEUF TOUT ÉLÉMENT DÉFECTUEUX. LES CONDITIONS MÉCANIQUES ET ÉLECTRIQUES EXISTANTES DE FAÇON PERMANENTE DOIVENT ÊRE ENRIÉGÉES EN TOUTE SÉCURITÉ ET SÉRIÈSES PAS AVEC LES SURFACES FINES. DÉLIVER LES SÉRIÈSES FINES EXISTANTS OU INTÉRIÈREMENT AVEC L'ÉCOULEMENT DU TRAVAIL. DÉMARRER LE TRAVAIL POUR MINIMISER L'INTERRUPTION DES SERVICES.

CONSTRUIRE TOUT MANTENIR CONTINU ET ADÉQUAT LE CHAUFFAGE, LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE, LA PLOMBIERIE, LE BÂC SANITAIRE ET AUTRES SERVICES PRÉSENT TOUTE LA DURÉE DE CE CONTRAT. FOURNIR DES CONSIGNES TEMPORAIRES, DES TUYAUX TEMPORAIRES, DES SOUAPES, ETC. OU NECESSAIRE POUR RÉPONRE À CETTE EXIGENCE.

APPAREILS DE PLOMBIERIE
 DOUCHE Oculaire MONTÉE SUR LE COMPOTR (INSTALLATION DU CÔTÉ DROIT) TYPE EW-1 - PAS UTILISÉ

DOUCHE Oculaire MONTÉE SUR LE COMPOTR (INSTALLATION DU CÔTÉ GAUCHE) TYPE EW-2 - MONTÉE SUR LE COMPOTR, PIVÔTE VERS L'AVANT, ÉQUIVALENT À HANS 7611 DOUCHE Oculaire À SIMPLE ACTION PIVÔTANTE. MONTÉE SUR LE BORD GAUCHE DE L'ÉVIER. UN SEUL MOUVEMENT ACTIVERA UNE VANNE TYPE MANTENUE À L'OUVERTURE EN LAITON CHROMÉ POLI. LA TÊTE AXON UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 3,7 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. LA TÊTE SERA UNE TÊTE DE LAVAGE POUR LES 'VEUX'/'VISAJE AXON MSR AVEC UN ÉCOULEMENT LAMINAIRE DIRECTIONNEL INVERSE QUI OBTIENDRA UNE VÉLOCITÉ VERTICALE NULLE. FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1.

DOUCHE Oculaire MONTÉE SUR LE COMPOTR (BASQUE VERS LE BAS) TYPE EW-3 - MONTÉE SUR LE COMPOTR, BASQUE VERS LE BAS, ÉQUIVALENT À BRADLEY 519274908 TIGEE D'UNE LONGUEUR DE 283mm (11,1/8 po.). DOUCHE Oculaire À SIMPLE ACTION BASOULANT VERS LE BAS, CONQUE POUR ÊRE MONTÉE SUR LE DERRIÈRE DE L'ÉVIER. UN SEUL MOUVEMENT ACTIVERA UNE VANNE TYPE MANTENUE À L'OUVERTURE EN CERAMIQUE DURABLE QUI OFFRE UN ANGLE D'ACTIVATION/DÉSACTIVATION DE 20°. LA TÊTE AXON UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 5,1 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT DANS L'ENSEMBLE DE LA TÊTE DE PULVÉRIISATION ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. LA TÊTE DE PULVÉRIISATION COMPRENDRA DES COUVERLES ANTI-POUSSIERE ARTICOLES INTÉRIÈRES POUR PROTÉGER LES TÊTES ET QUI SONT LIBÉRÉS AUTOMATIQUÉMENT AVEC LA PRESSION D'EAU. FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1.

DOUCHE Oculaire MONTÉE SUR LE COMPOTR (BASQUE VERS LE BAS) TYPE EW-4 - MONTÉE SUR LE COMPOTR, BASQUE VERS LE BAS, ÉQUIVALENT À BRADLEY 519274908 TIGEE D'UNE LONGUEUR DE 283mm (11,1/8 po.). DOUCHE Oculaire À SIMPLE ACTION BASOULANT VERS LE BAS, CONQUE POUR ÊRE MONTÉE SUR LE DERRIÈRE DE L'ÉVIER. UN SEUL MOUVEMENT ACTIVERA UNE VANNE TYPE MANTENUE À L'OUVERTURE EN CERAMIQUE DURABLE QUI OFFRE UN ANGLE D'ACTIVATION/DÉSACTIVATION DE 20°. LA TÊTE AXON UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 5,1 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT DANS L'ENSEMBLE DE LA TÊTE DE PULVÉRIISATION ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. LA TÊTE DE PULVÉRIISATION COMPRENDRA DES COUVERLES ANTI-POUSSIERE ARTICOLES INTÉRIÈRES POUR PROTÉGER LES TÊTES ET QUI SONT LIBÉRÉS AUTOMATIQUÉMENT AVEC LA PRESSION D'EAU. FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1.

DOUCHE Oculaire ALIMENTÉE PAR GRAVITÉ TYPE EW-5 - ÉQUIVALENT AU MODÈLE HANS 7501. LA DOUCHE Oculaire PORTATIVE ALIMENTÉE PAR GRAVITÉ COMPRENDRA UN RÉSERVOIR DE 6 GALLONS (24 L.) EN POLYÉTHYLENE HAUTE DENSITÉ VERT APPROVÉ PAR LA FDA. DES TÊTES EN PLASTIQUE ABS AVEC UN DÉBIT D'ÉCOULEMENT DE 1,4 GPM (5,1 L.) SUR 15 MINUTES. BRAS D'ACTIVATION ABATTANT JAUNE, POIGNÉE INTÉRIÈRE SUR LE DESSUS, BOUCHON FLEUR À GRANDE OUVERTURE, MODE D'ÉCARTÉ AFFICHE SUR UN PANNEAU ET UN SUPPORT MURAL EN ACIER INOX. UNITÉ DE 2000 GPM. ÉQUIPÉE D'UN ABOUTT POUR 1/2" MOULES 9082. AGENT DE CONSERVATION BACTÉRIOSTATIQUE STÉRILE POUR UTILISATION DANS DES DOUCHE Oculaires.

PORTAIRE, UNE BOULLETTE DE 8 OZ (226 ml) CONSERVÉE À 3 À 40 GALLONS (18,2 À 75,7 L) D'EAU POTABLE JUSQU'À QUATRE MOIS. QUATRE BOULLETTES PAR CARTON. FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1. LE HAUT L'ARMOIRE SOIT À 53-1/8 po. (1350mm) DU MUR OU DE L'OBSTRUCTION LA PLUS PROCHE. LE SUPPORT MURAL DU MODÈLE HANS PRÉCISE DOIT ÊRE INSTALLÉ À 53 po. (1172mm), SANS DÉPASSER 66-1/4 po. (1683mm) AU DESSUS DU PLANCHER FINI. EXAMINER LES INSTRUCTIONS D'INSTALLATION DU FABRICANT POUR LES HAUTEURS DE MONTAGE DE LA DOUCHE Oculaire.

DOUCHE Oculaire ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR EN SALLIE TYPE EW-6 - ÉQUIVALENT AU MODÈLE HANS 7656W5M. LA DOUCHE Oculaire/FACIALE ACCESSIBLE AUX FAUTEUILS ROLLANTS COMPRENDRA UNE TÊTE DE LAVAGE POUR LES 'VEUX'/'VISAJE AXON MSR AVEC UN ÉCOULEMENT LAMINAIRE DIRECTIONNEL INVERSE QUI OBTIENDRA UNE VÉLOCITÉ VERTICALE NULLE. FOURNIRE PAR UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 4,2 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. UNE ARMURE ÉMBOÛTÉE MONTÉE EN SALLIE EN ACIER INOX, DE CALIBRE 18 TYPE 304, ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE. ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE ET VANNE ABATTANTE EN LAITON CHROMÉ POLI ANSI/OU UNE CRÈME INTÉRIEURE FACILEMENT ACCESSIBLE. L'UNITÉ DOIT ÉGALEMENT COMPRENDRE UN TUYAU ET DES RACCORDES EN ACIER GALVANISÉ PAR IMERSION À CHAUD DE SERIE 40, UNE BRIDE DE PLANCHER EN FONTE THERMOLOGUÉE DE 22mm (9 ps.), UN ÉCOUTTOUR, UN PNEU D'ENTRETIEN D'ACCÈS À L'AVANT, UNE ENTRÉE DE 1/2 po. NPT (M) ET UN DRAIN 2 po. PO NPT (F). LA PRESSION DE SERVICE EST 30-90 PSI (2,1-6,2 BAR). FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1. LA DOUCHE Oculaire/FACIALE SERA PLACÉE DE FAÇON À CE QUE LE PROFIL DU LIQUIDE DE RINÇAGE NE SOIT PAS INFÉRIEUR À 33 po. (838mm) NI SUPÉRIEUR À 53 po. (1346mm) DE LA SURFACE SUR LAQUELLE L'UTILISATEUR SE TIENT, ET AU MOINS 6 po. (152mm) AU DESSUS DU PLANCHER FINI. EXAMINER LES INSTRUCTIONS D'INSTALLATION DU FABRICANT POUR LES HAUTEURS DE MONTAGE DE LA DOUCHE Oculaire/FACIALE.

DOUCHE Oculaire ENCASTRÉE MONTÉE AU MUR TYPE EW-7 - ÉQUIVALENT AU MODÈLE HANS 7656W5M. LA DOUCHE Oculaire/FACIALE FACILE D'ACCÈS COMPRENDRA UNE TÊTE DE LAVAGE POUR LES 'VEUX'/'VISAJE AXON MSR AVEC UN ÉCOULEMENT LAMINAIRE DIRECTIONNEL INVERSE QUI OBTIENDRA UNE VÉLOCITÉ VERTICALE NULLE. FOURNIRE PAR UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 4,2 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. UNE ARMURE ÉMBOÛTÉE MONTÉE EN SALLIE EN ACIER INOX, DE CALIBRE 18 TYPE 304, ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE. ENCINTÉE ET SUPPORTÉ EN ACIER INOX. MONTÉ EN SALLIE ET VANNE ABATTANTE EN LAITON CHROMÉ POLI ANSI/OU UNE CRÈME INTÉRIEURE FACILEMENT ACCESSIBLE. L'UNITÉ DOIT ÉGALEMENT COMPRENDRE UN TUYAU ET DES RACCORDES EN ACIER GALVANISÉ PAR IMERSION À CHAUD DE SERIE 40, UNE BRIDE DE PLANCHER EN FONTE THERMOLOGUÉE DE 22mm (9 ps.), UN ÉCOUTTOUR, UN PNEU D'ENTRETIEN D'ACCÈS À L'AVANT, UNE ENTRÉE DE 1/2 po. NPT (M) ET UN DRAIN 2 po. PO NPT (F). LA PRESSION DE SERVICE EST 30-90 PSI (2,1-6,2 BAR). FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1. LA DOUCHE Oculaire/FACIALE SERA PLACÉE DE FAÇON À CE QUE LE PROFIL DU LIQUIDE DE RINÇAGE NE SOIT PAS INFÉRIEUR À 33 po. (838mm) NI SUPÉRIEUR À 53 po. (1346mm) DE LA SURFACE SUR LAQUELLE L'UTILISATEUR SE TIENT, ET AU MOINS 6 po. (152mm) DU MUR OU DE L'OBSTRUCTION LA PLUS PROCHE. LE MOÛLE HANS PRÉCISE DOIT ÊRE INSTALLÉ DE FAÇON À CE QUE LE BAS DE L'ARMURE SOIT À 20-5/8 po. (524mm) ET LE HAUT L'ARMURE SOIT À 53-1/8 po. (1350mm) AU DESSUS DU PLANCHER FINI. EXAMINER LES INSTRUCTIONS D'INSTALLATION DU FABRICANT POUR LES HAUTEURS DE MONTAGE DE LA DOUCHE Oculaire/FACIALE.

DOUCHE Oculaire ESCAMOTABLE MONTÉE AU MUR EN SALLIE TYPE EW-8 - ÉQUIVALENT AU MODÈLE BRADLEY 519-260. DOUCHE Oculaire/FACIALE MONTÉE SUR LE COMPOTR, CUVETTE EN ACIER INOX, RÉSISTANT À LA CORROSION D'UN DIAMÈTRE DE 327mm (13 1/8 po.). DEUX TÊTES DE PULVÉRIISATION Oculaire/FACIALE À DISQUE, PIÈRE AVEC CAPUCHONS PROTECTEURS. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT DANS L'ENSEMBLE DE LA TÊTE DE PULVÉRIISATION ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. L'UNITÉ COMPRENDRA ÉGALEMENT UNE ENTRÉE DE 1/2 po. NPT ET UN DRAIN DE 1-1/4 po. NPT ÉQUIPÉE D'UN ABOUT ET D'UN SIPHON P. FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1.

DOUCHE D'URGENCE ET DOUCHE Oculaire COMBINÉE TYPE ES-1 - ÉQUIVALENT AU MODÈLE HANS 8309WC. DOUCHE ET DOUCHE Oculaire/FACIALE COMBINÉE SANS BARRIÈRE AVEC UNE CUVETTE RONDE EN ACIER INOX DE 279mm (11 ps.). UNE TÊTE DE LAVAGE POUR LES 'VEUX'/'VISAJE AXON MSR AVEC UN ÉCOULEMENT LAMINAIRE DIRECTIONNEL INVERSE QUI OBTIENDRA UNE VÉLOCITÉ VERTICALE NULLE FOURNIRE PAR UN CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT INTÉRIEUR DE 3,7 GPM FOURNISSEMENT DE L'EAU À UNE VITESSE SÉCURITAIRE TOUT EN MAINTENANT L'ÉFFICACITÉ. LE RÉGLAGE INTÉRIEUR DU DÉBIT ASSURERA UN DÉBIT D'EAU STABLE ET SËR DANS DES CONDITIONS D'ALIMENTATION EN EAU VARIANT DE 30 À 90 PSI. L'UNITÉ COMPRENDRA ÉGALEMENT UNE TÊTE DE DOUCHE EN PLASTIQUE ABS AXON MSR HYDRODYNAMIQUE AVEC CONTRÔLE D'ÉCOULEMENT DE 20 GPM, UNE VANNE TYPE MANTENUE À L'OUVERTURE EN LAITON CHROMÉ AVEC BILLE ET TIGEE EN ACIER INOX. QUI REQUIERT MOINS DE SIBS DE FORCE DE PRESSION POUR ACTIVER, ANS QU'ÊRE ACCESSIBLE AUX FAUTEUILS ROLLANTS. L'UNITÉ COMPRENDRA ÉGALEMENT UN TUYAU ET DES RACCORDES EN ACIER GALVANISÉ PAR IMERSION À CHAUD DE SERIE 40, UNE BRIDE DE PLANCHER EN FONTE THERMOLOGUÉE DE 22mm (9 ps.), UN ÉCOUTTOUR, UN ÉCOUTTOUR, UN PNEU D'ENTRETIEN D'ACCÈS À L'AVANT, UNE ENTRÉE DE 1 po. NPT (M) ET UN DRAIN 2 po. PO NPT (F). LA PRESSION DE SERVICE EST 30-90 PSI (2,1-6,2 BAR). FOURNIR ET INSTALLER UN PANNEAU D'IDENTIFICATION UNIVERSEL ET UNE ÉTIQUETTE D'INSPECTION. L'UNITÉ SERA CONFORME À LA NORME ANSI Z358.1. LA DOUCHE Oculaire/FACIALE SERA PLACÉE DE FAÇON À CE QUE LE PROFIL DU LIQUIDE DE RINÇAGE NE SOIT PAS INFÉRIEUR À 33 po. (838mm) NI SUPÉRIEUR À 53 po. (1346mm) DE LA SURFACE SUR LAQUELLE L'UTILISATEUR SE TIENT, ET AU MOINS 6 po. (152mm) DU MUR OU DE L'OBSTRUCTION LA PLUS PROCHE. LE MOÛLE HANS PRÉCISE DOIT ÊRE INSTALLÉ DE FAÇON À CE QUE LE BAS DE L'ARMURE SOIT À 20-5/8 po. (524mm) ET LE HAUT DE L'ARMURE SOIT À 53-1/8 po. (1350mm) AU DESSUS DU PLANCHER FINI. LA TÊTE DE DOUCHE SERA INSTALLÉE À 84,5 po. (2149mm) DU PLANCHER FINI. EXAMINER LES INSTRUCTIONS D'INSTALLATION DU FABRICANT POUR LES HAUTEURS DE MONTAGE DE LA DOUCHE Oculaire/FACIALE ET DE LA TÊTE DE DOUCHE.

DOUCHE D'URGENCE ET DOUCHE Oculaire COMBINÉE MONTÉE AU MUR EN SALLIE TYPE ES-2 - ÉQUIVALENT AU MODÈLE HANS 8309



MP1 Montant à payer – Généralités

1.1 Sous réserve de toutes autres dispositions du Contrat, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, aux dates et de la manière énoncées ci-après, le montant par lequel:

1.1.1 l'ensemble des montants prévus à l'article MP2 excède,

1.1.2 l'ensemble des montants prévus à l'article MP3

et l'Entrepreneur accepte le paiement comme paiement final de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.

MP2 Montants payables à l'Entrepreneur

2.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.1 sont l'ensemble :

2.1.1 des montants prévus dans les Articles de convention; et

2.1.2 le montant, s'il en est, payable à l'Entrepreneur conformément aux Conditions générales.

MP3 Montants payables à Sa Majesté

3.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.2 sont l'ensemble des montants, s'il en est, que l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté en vertu du Contrat.

3.2 Dans tout paiement fait à l'Entrepreneur, le fait pour Sa Majesté d'omettre de déduire d'un montant mentionné à l'article MP2 un montant mentionné au paragraphe MP3.1 ne peut constituer un abandon de son droit de faire une telle déduction, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'Entrepreneur.

MP4 Date de paiement

4.1 Dans les présentes modalités de paiement :

4.1.1 «période de paiement» signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel;

4.1.2 un montant est «dû et payable» lorsqu'il doit être versé à l'Entrepreneur par Sa Majesté selon les paragraphes MP4.4, MP4.7 ou MP4.10;

4.1.3 un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable;

4.1.4 «date de paiement» signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le Receveur général du Canada et émis aux fins de paiement;

4.1.5 «taux d'escompte» signifie le taux d'intérêt, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à l'ouverture des bureaux à la date de paiement.

4.2 À l'expiration d'une période de paiement, l'Entrepreneur doit remettre au représentant ministériel



une demande d'acompte par écrit et y décrire toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés aux lieux des travaux, mais non incorporés aux travaux, durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte.

- 4.3 Le représentant ministériel, dans les dix jours suivant réception d'une demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2 :
- 4.3.1 fait l'inspection de la partie des travaux et des matériaux qui y sont décrits, et
 - 4.3.2 présente un rapport sur le progrès des travaux, dont le représentant ministériel envoie une copie à l'Entrepreneur, indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans la demande d'acompte que, selon le représentant ministériel :
 - 4.3.2.1 sont conformes aux dispositions du Contrat, et
 - 4.3.2.2 n'étaient visés par aucun autre rapport concernant des travaux du Contrat.
- 4.4 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.5, Sa Majesté, au plus tard 30 heures après la réception par le représentant ministériel de la demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2, paie à l'Entrepreneur :
- 4.4.1 une somme égale à 95% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa MP4.3.2, si l'Entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, ou
 - 4.4.2 un montant égal à 90% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa 4.3.2, si l'Entrepreneur n'a pas fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4.5 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.4, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
- 4.5.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.6, pour les travaux et matériaux visés dans la demande d'acompte prévue au paragraphe MP4.2,
 - 4.5.2 dans le cas de la première demande d'acompte de l'Entrepreneur, un calendrier d'exécution conformément aux parties pertinentes des Devis, et
 - 4.5.3 si un calendrier est exigé, sa mise à jour aux moments précisés dans les parties pertinentes des Devis.
- 4.6 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.5, l'Entrepreneur atteste :
- 4.6.1 qu'au jour de la demande d'acompte de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, et
 - 4.6.2 qu'au jour de la précédente demande d'acompte, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce qui concerne les travaux visés par le Contrat.



- 4.7 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.8, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 30 jours suivant la date de délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.7.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4;
 - 4.7.2 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de la correction de toutes déficiences dans les travaux et décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement; et
 - 4.7.3 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de l'achèvement de toute partie des travaux décrite dans le Certificat provisoire d'achèvement ne comportant pas la correction des déficiences visées par l'alinéa MP4.7.2.
- 4.8 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.7, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
- 4.8.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.9 relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, et
 - 4.8.2 s'il est précisé dans les parties pertinentes des Devis, une mise à jour du calendrier d'exécution mentionné à l'alinéa MP4.5.2 qui, en plus des exigences énoncées, soit suffisamment détaillé concernant l'achèvement des travaux non-terminés et la correction de tous les défauts, le tout à la satisfaction du représentant ministériel.
- 4.9 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.8, l'Entrepreneur atteste qu'au jour de l'émission du Certificat provisoire d'achèvement :
- 4.9.1 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail;
 - 4.9.2 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce que concerne les travaux visés par le Contrat; et
 - 4.9.3 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations mentionnées au paragraphe CG14.6.
- 4.10 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.11, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 60 jours suivant la date de délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.10.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4, et
 - 4.10.2 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.7.
- 4.11 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.10, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel une déclaration conforme



à celle décrite au paragraphe MP4.12.

- 4.12 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.11, l'Entrepreneur atteste, outre les mentions requises en vertu du paragraphe MP4.9, que l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a satisfait à toutes les réclamations légales formulées contre lui par suite de l'exécution des travaux.

MP5 Le rapport sur le progrès des travaux et le paiement y afférent ne lient pas Sa Majesté

- 5.1 Ni le rapport sur le progrès des travaux mentionné au paragraphe MP4.3, ni les paiements effectués par Sa Majesté en conformité des Modalités ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et les matériaux sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes au Contrat.

MP6 Retard du paiement

- 6.1 Nonobstant l'article CG7, le retard apporté par Sa Majesté à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu du présent Contrat, ne constitue pas un bris du Contrat.
- 6.2 Sa Majesté versera, sans que l'Entrepreneur le demande, des intérêts simples au taux d'escompte plus 1 ¼ p. 100 sur les montants en souffrance en vertu de l'alinéa MP4.1.3, intérêts qui s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement, sauf que
- 6.2.1 les intérêts se seront ni exigibles ni versés à moins que le montant dont il est question au paragraphe MP6.2 ait été en souffrance pendant plus de 15 jours suivant :
- 6.2.1.1 la date à laquelle ladite somme est devenue due et payable, ou
- 6.2.1.2 la date de réception par le représentant ministériel de la déclaration conforme à celle décrite aux paragraphes MP4.5, MP4.8 ou MP4.11;
- selon la plus avancée de ces deux dates, et
- 6.2.2 les intérêts ne seront ni exigibles ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

MP7 Droit de compensation

- 7.1 Sans restreindre tout droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du Contrat, Sa Majesté peut opérer compensation de toute somme due par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat ou de tout contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 7.2 Pour les fins du paragraphe MP7.1, l'expression «contrat en cours» signifie un contrat entre Sa Majesté et l'Entrepreneur :
- 7.2.1 en vertu duquel l'Entrepreneur est légalement obligé d'exécuter ou de fournir du travail,



de la main-œuvre ou des matériaux; ou

- 7.2.2 à l'égard duquel Sa Majesté a, depuis la date à laquelle les présents Articles de convention sont intervenus, exercé le droit de retirer à l'Entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

MP8 Paiement en cas de résiliation

- 8.1 En cas de résiliation du Contrat conformément à l'article CG41, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le plus tôt possible eu égard aux circonstances, tout montant qui lui est légalement dû et payable.

MP9 Intérêts sur les réclamations réglées

- 9.1 Sa Majesté versera à l'Entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen plus q ¼ p. 100 à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement.
- 9.2 Aux fins du paragraphe MP9.1:
- 9.2.1 une réclamation est réputée être réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le représentant ministériel et l'Entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par Sa Majesté et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé;
- 9.2.2 le «taux d'escompte moyen» signifie le taux d'intérêt moyen, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à la fin de chaque mois civil au cours de la période pendant laquelle la réclamation réglée était impayée;
- 9.2.3 une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au Contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 9.3 Aux fins de l'Article MP9, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre Sa Majesté et l'Entrepreneur en vertu du Contrat.



Article	Page	Titre
CG1	1	Interpretation
CG2	2	Successeurs et ayants droit
CG3	2	Cession du Contrat
CG4	2	Sous-traitance par l'Entrepreneur
CG5	2	Modifications
CG6	3	Nulle obligation implicite
CG7	3	Caractère essentiel des délais et échéances
CG8	3	Indemnisation par l'Entrepreneur
CG9	3	Indemnisation par Sa Majesté
CG10	3	Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat
CG11	4	Avis
CG12	4	Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté
CG13	5	Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté
CG14	5	Permis et taxes payables
CG15	6	Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel
CG16	6	Coopération avec d'autres Entrepreneurs
CG17	7	Vérification des travaux
CG18	7	Déblaiement de l'emplacement
CG19	8	Surintendant de l'Entrepreneur
CG20	8	Sécurité nationale
CG21	8	Ouvriers inaptes
CG22	9	Augmentation ou diminution des coûts
CG23	9	Main-d'œuvre et matériaux canadiens
CG24	10	Protection des travaux et des documents
CG25	10	Cérémonies publiques et enseignes
CG26	10	Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers
CG27	11	Assurances
CG28	11	Indemnité d'assurance
CG29	12	Garantie du contrat
CG30	13	Modifications aux travaux
CG31	13	Interprétation du Contrat par le représentant ministériel
CG32	14	Garantie et rectification des défauts des travaux
CG33	15	Défaut de l'Entrepreneur
CG34	15	Protestations des décisions du représentant ministériel
CG35	15	Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté
CG36	16	Prolongation de délai
CG37	17	Dédommagement pour retard d'exécution
CG38	17	Travaux retirés à l'Entrepreneur
CG39	18	Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur
CG40	19	Suspension des travaux par le Ministre
CG41	19	Résiliation du Contrat
CG42	20	Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur
CG43	22	Dépôt de garantie – Confiscation ou remise
CG44	22	Certificats du représentant ministériel
CG45	24	Remise du dépôt de garantie
CG46	24	Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50
CG47	24	Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires
CG48	25	Établissement du coût – Tableau des prix unitaires
CG49	25	Établissement du coût – Négociation
CG50	26	Établissement du coût en cas d'échec des négociations
CG51	27	Registres à tenir par l'Entrepreneur
CG52	27	Conflits d'intérêts
CG 53	28	Situation de l'Entrepreneur

CG1 Interpretation

1.1 Dans le Contrat:

- 1.1.1 tout renvoi à une autre partie du Contrat désignée par des numéros précédés de lettres est censé renvoyer à la partie du Contrat qui est désignée par cette combinaison de lettres et de chiffres, de même qu'à toute autre partie du Contrat qui y est mentionnée ;
- 1.1.2 « Contrat » signifie les documents mentionnés dans les Articles de convention;
- 1.1.3 « garantie du contrat » signifie toute garantie fournie à Sa Majesté par l'Entrepreneur conformément au Contrat;
- 1.1.4 « le représentant ministériel » signifie l'officier ou l'employé de Sa Majesté désigné aux Articles de convention et toute personne autorisée spécialement par le représentant ministériel à accomplir, en son nom, n'importe laquelle des fonctions qui lui sont confiées en vertu du Contrat, et signalée comme tel par écrit à l'Entrepreneur;
- 1.1.5 « matériaux » comprend toutes les marchandises, articles et choses à être fournies par ou pour l'Entrepreneur en vertu du Contrat, pour être incorporés dans les travaux;
- 1.1.6 « Ministre » comprend une personne agissant pour ou, si la charge est sans titulaire, à la place du Ministre ou des personnes lui succédant, de même que son ou leurs adjoints ou représentants dûment nommés aux fins du Contrat;
- 1.1.7 « personne » comprend, sauf lorsque le contexte exige une interprétation différente, une société, une entreprise, une firme, une co-entreprise, un consortium et une corporation;
- 1.1.8 « outillage » comprend les animaux, outils, instruments, machines, véhicules, bâtiments, ouvrages, équipements et marchandises, articles et choses autres que les matériaux, qui sont nécessaires à l'exécution des travaux;
- 1.1.9 « sous-entrepreneur » signifie une personne à qui l'Entrepreneur a, conformément à l'article CG4, confié l'exécution des travaux en tout ou en partie;
- 1.1.10 « surintendant » signifie l'employé de l'Entrepreneur désigné par ce dernier pour remplir les fonctions décrites à l'article CG19;
- 1.1.11 « travaux » comprend, sous réserve de toute stipulation expressément contraire dans le Contrat, tout ce que l'Entrepreneur doit faire, fournir, livrer ou accomplir pour l'exécution du Contrat.

1.2 Sauf quant à ceux apparaissant aux Plans et devis, les en-têtes apparaissent dans le Contrat, ne font pas partie du Contrat, mais y sont uniquement pour fin d'utilité pratique.

1.3 Aux fins de l'interprétation du Contrat, en cas de contradiction ou de divergence entre les Plans et devis et les Conditions générales, les Conditions générales prévalent.

1.4 Dans l'interprétation des Plans et devis, en cas de contradiction ou de divergence entre :

- 1.4.1 les Plans et les devis, les devis prévalent;
- 1.4.2 les plans, les plans tracés à l'échelle la plus grande prévalent; et
- 1.4.3 les dimensions exprimées en chiffres et les dimensions à l'échelle, les dimensions exprimées en chiffres prévalent.

CG2 Successeurs et ayants droit

- 2.1 Le Contrat est au bénéfice des parties au Contrat, de même que de leurs héritiers légaux, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

CG3 Cession du Contrat

- 3.1 L'Entrepreneur ne peut céder le Contrat, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du Ministre.

CG4 Sous-traitance par l'Entrepreneur

- 4.1 Sous réserve des Conditions générales, l'Entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux.
- 4.2 L'Entrepreneur doit aviser le représentant ministériel par écrit de son intention de sous-traiter.
- 4.3 L'avis mentionne au paragraphe CG4.2 doit identifier le sous-entrepreneur de même que la partie des travaux qu'il entend lui confier.
- 4.4 Le représentant ministériel peut s'objecter à la sous-traitance projetée en avisant par écrit l'Entrepreneur dans les six jours suivant la réception par le représentant ministériel de l'avis mentionné au paragraphe CG4.2.
- 4.5 Si le représentant ministériel s'oppose à une sous-traitance en vertu du paragraphe CG4.4, l'Entrepreneur ne peut procéder à la sous-traitance envisagée.
- 4.6 L'Entrepreneur ne peut, sans la permission écrite du représentant ministériel, remplacer un sous-entrepreneur dont il a retenu les services conformément aux Conditions générales.
- 4.7 Tout contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur doit comporter tous les termes et conditions du Contrat qui sont d'application générale.
- 4.8 Nul contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur ou nul consentement de le représentant ministériel à tel contrat sera interprété comme relevant l'Entrepreneur de quelque obligation en vertu du Contrat ou comme imposant quelque responsabilité à Sa Majesté.

CG5 Modifications

- 5.1 Nulle modification ou changement à quelque disposition du Contrat aura d'effet avant que d'avoir été consignée par écrit.

CG6 Nulle obligation implicite

- 6.1 Il ne découlera du Contrat aucune disposition ou obligation implicite de la part de Sa Majesté; seules les dispositions expresses du Contrat, stipulées par Sa Majesté, doivent servir de fondement à tout droit contre Sa Majesté.
- 6.2 Le présent Contrat remplace toutes communications, négociations et ententes, écrites ou verbales, concernant les travaux et qui auraient en lieu avant la date du Contrat.

CG7 Caractère essentiel des délais et échéances

- 7.1 Le temps est l'essence même du Contrat.

CG8 Indemnisation par l'Entrepreneur

- 8.1 L'Entrepreneur doit tenir Sa Majesté indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'Entrepreneur, de ses employés, agents, sous-entrepreneurs et sous-entrepreneurs de ces derniers dans l'exécution des travaux faisant l'objet du Contrat, incluant toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon d'un brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle.
- 8.2 Aux fins du paragraphe CG8.1, le terme « activités » comprend tout acte ou omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

CG9 Indemnisation par Sa Majesté

- 9.1 Sa Majesté, sous réserve des dispositions de la Loi sur la responsabilité de la Couronne, de la Loi sur les brevets et de toute autre loi affectant les droits, pouvoirs, privilèges ou obligations de Sa Majesté, doit tenir l'Entrepreneur indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du Contrat et directement attribuables à :
- 9.1.1 une absence ou un vice, actuel ou allégué, dans le titre de Sa Majesté concernant l'emplacement des travaux, ou
- 9.1.2 une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'Entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins de Contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par Sa Majesté à l'Entrepreneur aux fins des travaux.

CG10 Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat

- 10.1 Conformément à la Loi sur le Parlement du Canada, il est expressément interdit à tout membre de la Chambre des communes de posséder quelque part ou intérêt dans le Contrat, ou d'en tirer quelque bénéfice ou profit.

CG11 Avis

- 11.1 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou communication autre qu'un avis suivant le paragraphe CG11.4, qui peut être donné à l'Entrepreneur conformément au Contrat, peut être donné de quelque manière que ce soit.
- 11.2 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication devant être donné par écrit à une partie ou une autre conformément au Contrat, sera, sous réserve du paragraphe CG11.4, réputé avoir été effectivement donné :
- 11.2.1 à l'Entrepreneur, s'il a été livré personnellement à l'Entrepreneur ou au surintendant de l'Entrepreneur, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur à l'Entrepreneur, à l'adresse indiquée au paragraphe A4.1; ou
- 11.2.2 à Sa Majesté, s'il a été livré personnellement au représentant ministériel, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur au représentant ministériel, à l'adresse indiquée à l'alinéa A1.2.1.
- 11.3 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication donné conformément au paragraphe CG11.2 sera réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
- 11.3.1 le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement; ou
- 11.3.2 le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste, et
- 11.3.3 dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télex ou par télécopieur.
- 11.4 S'il est livré personnellement, un avis donné en vertu de l'alinéa CG38.1.1 et des articles CG40 et CG41 sera remis à l'Entrepreneur ou, si l'Entrepreneur est une société, une firme, une co-entreprise ou une corporation, à un agent de l'administration ou à un cadre supérieur.

CG12 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté

- 12.1 Sous réserve du paragraphe CG12.2, l'Entrepreneur est responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage, aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que Sa Majesté a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'Entrepreneur aux fins du Contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 12.2 L'Entrepreneur n'est pas responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, si

cette perte ou ce dommage est imputable et directement attribuable à l'usure causée par un usage raisonnable.

- 12.3 L'Entrepreneur doit utiliser les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, uniquement pour l'exécution du Contrat et pour aucune autre fin.
- 12.4 Lorsqu'après avoir été requis de le faire par le représentant ministériel, l'Entrepreneur n'a pas, dans un délai raisonnable, indemnisé Sa Majesté pour une perte ou un dommage dont il est responsable en vertu du paragraphe CG12.1, le représentant ministériel peut y pouvoir aux frais de l'Entrepreneur, et ce dernier est dès lors responsable envers Sa Majesté des frais en l'occurrence qu'il devra sur demande payer à Sa Majesté.
- 12.5 L'Entrepreneur doit tenir des registres que le représentant ministériel peut de temps à autre exiger des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers visés par le paragraphe CG12.1 et doit, lorsque le représentant ministériel le l'exige, établir à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

CG13 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté

- 13.1 Sous réserve du paragraphe CG14.7, tous les matériaux et l'outillage, de même que tout droit de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, ou utilisés par l'Entrepreneur pour les travaux deviennent, à compter de l'époque où ils ont été achetés ou utilisés, la propriété de Sa Majesté aux fins des travaux et continuent de l'être :
- 13.1.1 dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
- 13.1.2 dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare que le droit dévolu à Sa Majesté en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 13.2 Les matériaux ou l'outillage appartenant à Sa Majesté en vertu du paragraphe CG13.1 ne doivent pas être enlevés des lieux des travaux, utilisés ou aliénés, sauf pour les travaux, sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 13.3 Sa Majesté n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage aux matériaux ou à l'outillage visés par le paragraphe CG13.1 quelle qu'en soit la cause et l'Entrepreneur est responsable de toute perte ou de tout dommage bien que ces matériaux ou outillage appartiennent à Sa Majesté.

CG14 Permis et taxes payables

- 14.1 L'Entrepreneur doit, dans les 30 jours de la date du Contrat, offrir à l'administration municipale, un montant égal à tous les droits et frais qui seraient payables à l'administration municipale pour les permis de construction, si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que Sa Majesté.

- 14.2 Dans les dix jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur avise le représentant ministériel de sa démanche et du montant de cette offre et lui fait savoir si elle a été acceptée ou non par l'administration municipale.
- 14.3 Si l'administration municipale n'a pas accepté la somme offerte aux termes du paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur remet ce montant à Sa Majesté dans les six jours suivant l'expiration du délai fixe au paragraphe CG14.2.
- 14.4 Aux fins des paragraphes CG14.1 et CG14.3, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas Sa Majesté.
- 14.5 Nonobstant le lieu de résidence de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur versera toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat.
- 14.6 Conformément à la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.9, l'Entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le Contrat, fournira à Sa Majesté une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 14.7 Aux fins du paiement de la taxe applicable ou de la fourniture d'une garantie de paiement de la taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat, l'Entrepreneur doit, malgré le fait que tous les matériaux et outillage, de même que des droits de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges, sont devenus la propriété de Sa Majesté après la date d'achat, payer, en tant qu'utilisateur ou consommateur, toute taxe applicable payable au moment de l'utilisation desdits matériaux, outillage ou droits de l'Entrepreneur à titre d'utilisateur, conformément aux lois pertinentes, ou fournir une garantie de paiement à cet égard.

CG15 Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel

- 15.1 L'Entrepreneur doit :
- 15.1.1 permettre au représentant ministériel d'avoir accès aux travaux et au chantier en tout temps au cours de l'exécution du Contrat;
 - 15.1.2 communiquer au représentant ministériel tous renseignements qu'il demande concernant l'exécution du Contrat; et
 - 15.1.3 fournir au représentant ministériel toute l'assistance possible dans l'accomplissement de son devoir de veiller à ce que les travaux soient exécutés conformément au Contrat, de même que dans l'accomplissement de tout autre devoir et dans l'exercice de tout pouvoir qui lui incombe ou qui lui est conféré par le Contrat.

CG16 Coopération avec d'autres Entrepreneurs

- 16.1 Lorsque, de l'avis du représentant ministériel, il est nécessaire d'affecter aux travaux ou au chantier d'autres entrepreneurs ou ouvriers, avec ou sans outillage et matériaux, l'Entrepreneur doit, à la satisfaction du représentant ministériel, leur donner accès aux travaux et coopérer avec

eux dans l'accomplissement de leurs fonctions et obligations.

16.2 Si :

16.2.1 l'affectation aux travaux d'autres entrepreneurs ou ouvriers en vertu du paragraphe CG16.1 ne pouvait être raisonnablement prévue par l'Entrepreneur au moment de la conclusion du Contrat; et

16.2.2 de l'avis du représentant ministériel, l'Entrepreneur a encouru des dépenses additionnelles afin de se conformer au paragraphe CG16.1; et

16.2.3 l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel un avis écrit de sa réclamation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de l'affectation d'autres entrepreneurs ou ouvriers aux travaux ou au chantier;

Sa Majesté rembourse à l'Entrepreneur les frais encourus, calculés conformément aux articles CG48 à CG50, pour le travail, de l'outillage et des matériaux additionnels requis.

CG17 Vérification des travaux

17.1 Si, à un moment quelconque après le début des travaux mais avant l'expiration de la période de garantie, le représentant ministériel a des motifs de croire que les travaux en partie de ceux-ci n'ont pas été exécutés conformément au Contrat, il peut demander qu'une vérification de ces travaux soit effectuée par un expert qu'il désigne.

17.2 Si, par suite d'une vérification conformément au paragraphe CG17.1, il est établi que les travaux n'ont pas été exécutés suivant le Contrat, l'Entrepreneur doit, sur demande, payer à Sa Majesté tous les coûts et toutes les dépenses raisonnables que cette vérification lui aura occasionnés, en plus et sans préjudice aux droits et recours de Sa Majesté sous le Contrat, en droit ou en équité.

CG18 Déblaiement de l'emplacement

18.1 L'Entrepreneur garde les travaux et leur emplacement propres, sans rebuts, ni débris, et respecte à cet égard toute directive du représentant ministériel.

18.2 Avant l'émission du Certificat provisoire mentionné au paragraphe CG44.2, l'Entrepreneur enlève tout l'outillage et tous les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux. Il enlève également tous rebuts et débris et fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour leur occupation par les employés de Sa Majesté, sauf indication contraire dans le Contrat.

18.3 Avant l'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, l'Entrepreneur retire des travaux et leur emplacement, l'excédant de l'outillage et des matériaux, de même que tous les rebuts et débris.

18.4 Les obligations qu'imposent à l'Entrepreneur les paragraphes CG18.1 à CG18.3 ne s'appliquent pas aux rebuts et aux débris laissés par les employés de Sa Majesté, ou par les autres entrepreneurs et leurs employés visés au paragraphe CG16.1.

CG19 Surintendant de l'Entrepreneur

- 19.1 L'Entrepreneur désigne sans délai un surintendant après l'adjudication du Contrat.
- 19.2 L'Entrepreneur communique sans délai au représentant ministériel le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1.
- 19.3 Le surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1 à l'entière responsabilité des opérations de l'Entrepreneur dans l'exécution des travaux et il est en outre autorisé à recevoir au nom de l'Entrepreneur, tous avis, consentement, ordre, directive, décision ou toute autre communication qui peut lui être donné en vertu du Contrat.
- 19.4 Pendant les heures de travail et jusqu'à l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur doit garder sur les lieux des travaux un surintendant compétent.
- 19.5 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire tout surintendant qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompetent ou s'est conduit de façon malséante, et il remplace sans délai le surintendant ainsi retiré par un autre surintendant que le représentant ministériel estime acceptable.
- 19.6 Sous réserve du paragraphe CG19.5, l'Entrepreneur ne peut remplacer le surintendant sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 19.7 En cas de contravention par l'Entrepreneur au paragraphe CG19.6, le représentant ministériel peut refuser l'émission de tout Certificat mentionné à l'article CG44 jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au représentant ministériel l'ait remplacé.

CG20 Sécurité nationale

- 20.1 Si le Ministre estime que la sécurité nationale le requiert, il peut ordonner à l'Entrepreneur :
- 20.1.1 de lui fournir tout renseignement sur des personnes engagées ou devant l'être aux fins du Contrat, et
- 20.1.2 de retirer des travaux et de leur emplacement toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Ministre, comporter un risque pour la sécurité nationale.
- 20.2 Les contrats que l'Entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu des articles CG19, CG20 et CG21.
- 20.3 L'Entrepreneur doit obéir à tout ordre donné par le Ministre suivant le paragraphe CG20.1.

CG21 Ouvriers inaptes

- 21.1 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire des travaux toute personne engagée par l'Entrepreneur aux fins des travaux qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompétente ou s'est conduite de façon malséante et l'Entrepreneur refuse l'accès à l'emplacement des travaux à une personne ainsi retirée.

CG22 Augmentation ou diminution des coûts

- 22.1 Le montant établi dans les Articles de convention doit être ni augmenté, ni diminué en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût du travail, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 22.2 Nonobstant le paragraphe CG22.1 et l'article CG35, le montant énoncé dans les Articles de convention doit faire l'objet d'un redressement de la manière prévue au paragraphe CG22.3, en cas de modification à une taxe imposée en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes, du Tarif des douanes ou de toute loi provinciale sur la taxe de vente imposant une taxe de vente au détail sur l'achat de biens personnels corporels incorporés dans les biens immobiliers :
- 22.2.1 survenant après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission pour le Contrat,
- 22.2.2 s'appliquant aux matériaux; et
- 22.2.3 influant sur le coût de ces matériaux pour l'Entrepreneur.
- 22.3 En cas de changement fiscal suivant le paragraphe CG22.2, tout montant pertinent indiqué dans les Articles de convention sera augmenté ou diminué d'un montant égal qui, sur examen des registres mentionnés à l'article CG51, représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, des coûts directement attribuables à ce changement.
- 22.4 Aux fins du paragraphe CG22.2, lorsqu'une taxe fait l'objet d'un changement après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission mais alors que le ministre des Finances en avait donné avis public avant la date de présentation de la soumission, le changement fiscal est censé être survenu avant la date à laquelle la soumission a été présentée.

CG23 Main-d'œuvre et matériaux canadiens

- 23.1 L'Entrepreneur emploie pour l'exécution des travaux, de la main-d'œuvre et des matériaux canadiens dans toute la mesure où ils sont disponibles, compte tenu des exigences économiques et de la nécessité de poursuivre une exécution diligente des travaux.
- 23.2 Sous réserve du paragraphe CG23.1, l'Entrepreneur emploie, dans la mesure où elle est disponible, la main-d'œuvre de la localité où les travaux sont exécutés, et il recourt aux bureaux des Centres d'emploi du Canada pour recruter les ouvriers, là où la chose est réalisable.
- 23.3 Sous réserve des paragraphes CG23.1 et CG23.2, l'Entrepreneur emploie une proportion raisonnable d'ouvriers qui ont été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en

ont reçu une libération honorable.

CG24 Protection des travaux et des documents

- 24.1 L'Entrepreneur garde et protège les travaux, l'emplacement des travaux, le Contrat, les devis, les plans, les dessins, les renseignements, les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers, fournis ou non par Sa Majesté à l'Entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature et ne peut les utiliser, donner, démolir ou en disposer sans le consentement écrit du Ministre, sauf si cela est indispensable à l'exécution des travaux.
- 24.2 Si une cote de sécurité est attribuée aux documents ou renseignements donnés ou dévoilés à l'Entrepreneur, l'Entreteneur prend toutes les mesures que lui enjoint le représentant ministériel pour assurer le degré de sécurité conforme à cette cote.
- 24.3 L'Entrepreneur fournit tous dispositifs de sécurité et aide toute personne à laquelle le Ministre a donné l'autorisation d'inspecter ou de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent à l'égard des travaux et de l'emplacement des travaux.
- 24.4 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire telles choses et d'effectuer tels travaux additionnels qui, de l'avis du représentant ministériel, sont raisonnables et nécessaires pour assurer l'observation des paragraphes CG24.1 à CG24.3, ou pour rectifier une violation de ces paragraphes.

CG25 Cérémonies publiques et enseignes

- 25.1 L'Entrepreneur ne permet pas de cérémonie publique relativement aux travaux, sans la permission du Ministre.
- 25.2 L'Entrepreneur n'érige pas ou ne permet pas l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou l'emplacement des travaux sans l'approbation du représentant ministériel.

CG26 Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers

- 26.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, faire le nécessaire pour s'assurer
- 26.1.1 que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'Entrepreneur en vertu du Contrat;
 - 26.1.2 que la circulation à pied ou autrement sur les chemins ou cours d'eau publics ou privés n'est pas indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par les travaux ou l'outillage;
 - 26.1.3 que les dangers d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux sont éliminés et que, sous réserve de tout ordre qui peut être donné par le représentant ministériel, tout incendie est promptement maîtrisé;

- 26.1.4 que la santé et sécurité des personnes occupées aux travaux ne sont pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
- 26.1.5 que des services médicaux suffisants sont offerts en tout temps pendant les heures de travail, à toutes personnes occupées aux travaux;
- 26.1.6 que des mesures sanitaires suffisantes sont prises à l'égard des travaux et l'emplacement des travaux; et
- 26.1.7 que tous les jalons, bouées et repères placés sur les travaux ou l'emplacement des travaux par le représentant ministériel ou sur son ordre sont protégés et ne sont pas enlevés, abimés, changés ou détruits.

- 26.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire toute chose et de construire tout ouvrage additionnel qui, de l'avis du représentant ministériel, est raisonnable ou nécessaire pour assurer l'observation du paragraphe CG26.1 ou pour rectifier une infraction audit paragraphe.
- 26.3 L'Entrepreneur se conforme, à ses propres frais, à tout ordre que le représentant ministériel émet conformément au paragraphe CG26.2.

CG27 Assurances

- 27.1 L'Entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au représentant ministériel conformément aux exigences des Conditions d'assurance « E ».
- 27.2 Les polices d'assurance mentionnées au paragraphe CG27.1 doivent être :
 - 27.2.1 en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux Conditions d'assurance « E »; et
 - 27.2.2 prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à l'article CG28.

CG28 Indemnité d'assurance

- 28.1 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement à Sa Majesté, et :
 - 28.1.1 les sommes ainsi versées seront retenues par Sa Majesté aux fins du contrat; ou
 - 28.1.2 si Sa Majesté en décide ainsi, seront conservées par Sa Majesté, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 28.2 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, l'assureur remboursera directement au

demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.

- 28.3 Si le Ministre choisit conformément au paragraphe CG28.1 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'Entrepreneur et de Sa Majesté relativement à la partie des travaux perdue, endommagée ou détruite, afin d'établir la différence, s'il en est, entre
- 28.3.1 l'ensemble du montant des pertes ou dommages subis par Sa Majesté, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et l'emplacement des travaux et de toute autre somme payable par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat, moins toute somme retenue conformément à l'alinéa CG28.1.2; et
- 28.3.2 l'ensemble des sommes payables par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
- 28.4 Toute différence établie conformément au paragraphe CG28.3 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.
- 28.5 Suite au paiement prévu au paragraphe CG28.4, Sa Majesté et l'Entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du Contrat, à l'égard seulement de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée au paragraphe CG28.3.
- 28.6 S'il n'est pas exercé de choix en vertu du paragraphe CG28.1.2, l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG28.7, déblaie et nettoie les travaux et l'emplacement des travaux et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
- 28.7 Lorsque l'Entrepreneur exécute les obligations prévues au paragraphe CG28.6, Sa Majesté lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées au paragraphe CG28.1, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 28.8 Sous réserve du paragraphe CG28.7, tout paiement par Sa Majesté en exécution des obligations prévues au paragraphe CG28.7 est effectué conformément aux dispositions du Contrat, mais chaque paiement doit représenter 100% du montant réclamé, nonobstant les alinéas MP4.4.1 et MP4.4.2.

CG29 Garantie du contrat

- 29.1 L'Entrepreneur obtient et dépose auprès du représentant ministériel une ou des garanties conformément aux conditions de garantie du contrat.
- 29.2 S'il est déposé une garantie auprès du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG29.1 constituant en tout ou en partie en un dépôt de garantie, ce dépôt sera traité conformément aux articles CG43 et CG45 des Conditions générales.
- 29.3 Si la garantie en vertu du paragraphe CG29.1 consiste, en partie, en un cautionnement (bond) pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'Entrepreneur affiche une copie de ce cautionnement sur l'emplacement des travaux.

CG30 Modifications aux travaux

- 30.1 Sous réserve de l'article CG5, le représentant ministériel peut, à tout moment avant de délivrer son Certificat définitif d'achèvement :
- 30.1.1 exiger des travaux ou des matériaux en sus de ceux qui ont été prévus dans les Plans et devis; et
 - 30.1.2 supprimer ou modifier les dimensions, le caractère, la quantité, la qualité, la description, la situation ou la position de la totalité ou d'une partie des travaux ou matériaux prévus dans les Plans et devis ou exigés en conformité de l'alinéa CG30.1.1.
- à condition que ces travaux ou matériaux supplémentaires, ou que ces suppressions ou modifications soient, selon lui compatibles avec l'intention du Contrat.
- 30.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux ordres, suppressions et modifications émis de temps à autre par le représentant ministériel en vertu du paragraphe CG30.1, comme s'ils faisaient partie des Plans et devis.
- 30.3 Le représentant ministériel décide si ce que l'Entrepreneur a fait ou omis de faire conformément à un ordre, une suppression ou une modification en vertu du paragraphe CG30.1 a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'Entrepreneur.
- 30.4 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu augmentation du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le coût accru que l'Entrepreneur a nécessairement encouru pour les travaux supplémentaires, calculé conformément aux articles CG49 ou GB50.
- 30.5 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu réduction du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté réduit le montant payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat d'un montant égal à la réduction du coût occasionné par toute suppression ou modification ordonnée conformément au paragraphe CG30.1.2, calculé conformément à l'article CG49.
- 30.6 Les paragraphes CG30.3 à CG30.5 s'appliquent seulement à un contrat ou partie d'un contrat comportant, suivant le Contrat, une Entente à prix fixe.
- 30.7 Tout ordre, suppression ou modification mentionné au paragraphe CG30.1 doit être par écrit, porter la signature du représentant ministériel et être communiqué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe CG11.

CG31 Interprétation du Contrat par le représentant ministériel

- 31.1 Avant la délivrance par le représentant ministériel du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, le représentant ministériel tranche toute question concernant l'exécution des travaux ou les obligations de l'Entreteneur en vertu du Contrat et en particulier, mais sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant :

- 31.1.1 la signification de quoi que ce soit dans les Plans et devis;
 - 31.1.2 l'interprétation des Plans et devis au cas d'erreur, omission, obscurité ou divergence dans leur texte ou intention;
 - 31.1.3 le respect des exigences du Contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'Entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
 - 31.1.4 la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'Entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du Contrat, pour assurer l'exécution des travaux suivant le Contrat et l'exécution du Contrat conformément à ses dispositions;
 - 31.1.5 la qualité de tout genre de travail effectué par l'Entrepreneur; ou
 - 31.1.6 l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux;
- et la décision du représentant ministériel est sans appel, pour ce qui est des travaux.
- 31.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux décisions et directives du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG31.1 et conformément à toute décision et directive du représentant ministériel que en découlent.

CG32 Garantie et rectification des défauts des travaux

- 32.1 Sans restreindre les garanties implicites ou explicites de la loi ou du Contrat, l'Entrepreneur doit, à ses propres frais
- 32.1.1 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre quant aux parties du travail acceptées relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivront la date d'émission du Certificat provisoire d'achèvement.
 - 32.1.2 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre relativement aux parties des travaux décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivent la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 32.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de rectifier ou corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe CG32.1 ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite.
- 32.3 L'ordre mentionné au paragraphe CG32.2.1 doit être par écrit; il peut préciser le délai dans lequel l'Entrepreneur doit rectifier ou corriger la défectuosité ou le vice et il doit être donné à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 32.4 L'Entrepreneur doit rectifier la défectuosité ou corriger le vice mentionné dans l'ordre donné en conformité du paragraphe CG32.2 dans le délai qui y est stipulé.

CG33 Défaut de l'Entrepreneur

- 33.1 Si l'Entrepreneur omet de se conformer à une décision ou directive rendue ou émise par le représentant ministériel en vertu des articles CG18, CG24, CG26, CG31 ou CG32, le représentant ministériel peut recourir aux méthodes qui lui semblent opportunes pour exécuter ce que l'Entrepreneur a omis d'exécuter.
- 33.2 L'Entrepreneur paie à Sa Majesté, sur demande, la totalité de tous les frais, dépenses et dommages encourus par Sa Majesté en raison du défaut de l'Entrepreneur de se conformer à toute décision ou directive stipulée au paragraphe CG31.1 et en raison de toute méthode utilisée en l'occurrence par le représentant ministériel conformément au paragraphe CG33.1.

CG34 Protestations des décisions du représentant ministériel

- 34.1 L'Entrepreneur peut contester, dans les dix jours de sa réception, une décision ou directive mentionnée aux paragraphes CG30.3 ou CG33.1.
- 34.2 Toute contestation mentionnée au paragraphe CG34.1 doit être par écrit, indiquer tous les motifs de la contestation, être signée par l'Entrepreneur et communiquée à Sa Majesté par l'entremise du représentant ministériel.
- 34.3 Si l'Entrepreneur proteste conformément au paragraphe CG34.2, le fait pour lui de se conformer à la décision ou à la directive qu'il conteste ne sera pas interprété comme une reconnaissance du bienfondé de cette décision ou de cette directive et ne pourra constituer une fin de non-recevoir quant à toute poursuite qu'il estimera appropriée dans les circonstances.
- 34.4 Tout protêt de l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG34.2 ne le dispense de se conformer à la décision ou directive en question.
- 34.5 Sous réserve du paragraphe CG34.6, l'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 dans les trois mois suivant la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 34.6 L'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter dans les trois mois suivant la fin d'une période de garantie, toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 et découlant d'un ordre donné en vertu de l'article CG32.
- 34.7 Sous réserve du paragraphe CG34.8, si Sa Majesté tient la contestation de l'Entrepreneur comme bien fondée, elle doit lui rembourser le coût des travaux, de l'outillage et des matériaux additionnels nécessaires à l'exécution de l'ordre ou de la directive ayant fait l'objet du protêt.
- 34.8 Les couts mentionnés au paragraphe CG34.7 doivent être calculés conformément aux dispositions des articles CG48 à CG50.

CG35 Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté

- 35.1 Sous réserve du paragraphe CG35.2, nul paiement autre qu'un paiement expressément stipulé au Contrat n'est fait par Sa Majesté à l'Entrepreneur en raison de quelque dépense supplémentaire

encourue ou pour quelque perte ou dommage subi par l'Entrepreneur.

35.2 Si l'Entrepreneur encourt des frais supplémentaires ou subit des pertes ou dommages directement attribuables :

35.2.1 à un écart substantiel entre les renseignements sur les conditions du sol à l'emplacement des travaux, dans les Plans et devis ou d'autres documents fournis à l'Entrepreneur pour l'établissement de sa soumission, ou à un écart substantiel entre une présomption raisonnable de l'Entrepreneur fondée sur lesdits renseignements et les conditions réelles rencontrées par l'Entrepreneur à l'emplacement des travaux lors de leur exécution; ou

35.2.2 à la négligence ou à un retard de la part de Sa Majesté après la date du Contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel Sa Majesté est expressément obligée par le Contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire;

il doit dans les dix jours qui suivent la date de la constatation des conditions du sol décrites à l'alinéa CG35.2.1 ou la date de la négligence ou du retard décrit au paragraphe CG35.2.2, en donner avis par écrit au représentant ministériel et lui signifier son intention d'exiger le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.3 Lorsque l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel l'avis mentionné au paragraphe CG35.3, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de l'émission du Certificat définitif mentionné au paragraphe CG44.1, remettre au représentant ministériel une demande écrite de remboursement des frais supplémentaires ou du coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.4 La demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 devra contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la demande afin que le représentant ministériel puisse déterminer si cette demande est justifiée ou non, et l'Entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le représentant ministériel peut exiger.

35.5 Si, de l'avis du représentant ministériel, la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 est bien fondée, Sa Majesté doit verser à l'Entrepreneur un supplément calculé en conformité des articles CG47 à CG49.

35.6 Si, de l'avis du représentant ministériel, le cas décrit à l'alinéa CG35.2.1 se traduit pour l'Entrepreneur par une économie dans l'exécution du Contrat, le montant établi dans les Articles de convention est, sous réserve du paragraphe CG35.7, réduit d'un montant égal à l'économie réalisée.

35.7 Le montant à être déduit en vertu du paragraphe CG35.6 doit être déterminé selon les dispositions des articles CG47 à CG49.

35.8 Si l'Entrepreneur néglige de donner l'avis mentionné au paragraphe CG35.2 et de présenter la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 dans le délai prescrit, aucun supplément ne doit lui être versé en l'occurrence.

CG36 Prolongation de délai

- 36.1 Sous réserve du paragraphe CG36.2, le représentant ministériel peut, s'il estime que l'achèvement en retard des travaux est attribuable à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur et sur demande présentée par l'Entrepreneur avant le jour fixe par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée auparavant conformément au présent article, prolonger le délai d'achèvement des travaux.
- 36.2 Toute demande mentionnée au paragraphe CG36.1 doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.

CG37 Dédommagement pour retard d'exécution

- 37.1 Aux fins du présent article :
- 37.1.1 les travaux sont censés être achetés le jour ou le représentant ministériel délivre le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2; et
- 37.1.2 « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement, à l'exclusion cependant de tout jour faisant partie d'une période de prolongation accordée en vertu du paragraphe CG36.1 et de tout autre jour où, de l'avis du représentant ministériel, l'achèvement des travaux a été retardé par des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 37.2 Si l'Entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé par les Articles de convention mais achève ces travaux par la suite, l'Entrepreneur paie à Sa Majesté un montant égal à l'ensemble :
- 37.2.1 de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par Sa Majesté aux personnes surveillant les travaux pendant la période de retard;
- 37.2.2 des coûts encourus par Sa Majesté en conséquence de l'impossibilité pour Sa Majesté de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
- 37.2.3 de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par Sa Majesté pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 37.3 S'il estime que l'intérêt public le commande, le Ministre peut renoncer au droit de Sa Majesté à la totalité ou partie d'un paiement exigible en conformité du paragraphe CG37.2.

CG38 Travaux retirés à l'Entrepreneur

- 38.1 Le Ministre peut dans les cas suivants et à son entière discrétion, en donnant un avis par écrite à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11, retirer à l'Entrepreneur la totalité ou une partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'Entrepreneur :
- 38.1.1 fait défaut ou retarde à commencer les travaux ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du représentant ministériel, dans les six jours suivant la réception par

l'Entrepreneur d'un avis par écrite du Ministre ou du représentant ministériel, conformément à l'article CG11 :

- 38.1.2 a négligé d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le Contrat;
 - 38.1.3 est devenu insolvable :
 - 31.1.4 a commis un acte de faillite;
 - 31.1.5 a abandonné les travaux;
 - 31.1.6 a fait cession du Contrat sans le consentement requis au paragraphe CG3.1; ou
 - 31.1.7 a de quelque autre façon fait défaut d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du Contrat.
- 38.2 Si la totalité ou une partie quelconque des travaux a été retirée à l'Entrepreneur en vertu de paragraphe CG38.1.
- 38.2.1 l'Entrepreneur n'a droit, sauf dispositions du paragraphe CG38.4, à aucun autre paiement dû et exigible.
 - 38.2.2 l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et dommages que Sa Majesté aura subis en raison de défaut de l'Entrepreneur d'achever les travaux.
- 38.3 Si la totalité ou partie des travaux retirés à l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG38.1 est achevée par Sa Majesté, le représentant ministériel établit le montant, s'il y en a, de toute retenue ou demande d'acompte de l'Entrepreneur existant au moment où les travaux lui ont été retirés et dont, selon le représentant ministériel, on n'a pas besoin pour assurer exécution des travaux ou pour rembourser à Sa Majesté les pertes ou dommages subis en raison du défaut de l'Entrepreneur.
- 38.4 Sa Majesté peut verser à l'Entrepreneur le montant qu'on jugera non requis suivant le paragraphe CG38.3.

CG39 Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur

- 39.1 La retrait de la totalité ou d'une partie des travaux à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur d'une obligation quelconque découlant pour lui du Contrat ou de la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 39.2 Si la totalité ou partie des travaux est retirée à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'Entrepreneur dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'Entrepreneur pour les travaux, continuent d'être la propriété de Sa Majesté sans indemnisation de l'Entrepreneur.
- 39.3 Si le représentant ministériel certifie que tout matériau, outillage ou un intérêt quelconque

mentionné au paragraphe CG39.2 n'est plus requis pour les travaux et qu'il n'est plus dans l'intérêt de Sa Majesté de retenir lesdits matériaux, outillage ou intérêt, ils sont remis à l'Entrepreneur.

CG40 Suspension des travaux par le Ministre

- 40.1 Le Ministre peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'Entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis à cet effet, conformément à l'article CG11.
- 40.2 Sur réception suivant l'article CG11 de la sommation mentionnée au paragraphe CG40.1, l'Entrepreneur suspend toutes les opérations sauf celles qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la garde et à la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.3 Pendant la période de suspension, l'Entrepreneur ne peut enlever de l'emplacement, sans le consentement du représentant ministériel, quelque partie des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.4 Si la période de suspension est de 30 jours ou moins, l'Entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de la période de suspension et il a droit au paiement des frais, calculés en conformité des articles CG48 à CG50, du travail, de l'outillage et des matériaux nécessairement encourus en conséquence de la suspension des travaux.
- 40.5 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur conviennent que l'exécution des travaux sera continuée par l'Entrepreneur, ce dernier reprend les opérations sous réserve des termes et conditions convenus entre lui et le Ministre.
- 40.6 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur ne conviennent pas que les travaux seront continués par l'Entrepreneur ou ne s'entendent pas sur les termes et conditions suivant lesquels l'Entrepreneur poursuivra l'exécution des travaux, l'avis de suspension est censé être un avis de résiliation et conformément de l'article CG41.

CG41 Résiliation du Contrat

- 41.1 Le Ministre peut, à n'importe quel moment, résilier le Contrat en donnant avis par écrit à cet effet à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 41.2 Sur réception suivant l'article CG11 de l'avis mentionné au paragraphe CG41.1, l'Entrepreneur cesse toutes opérations dans l'exécution du Contrat, sous réserve de toutes conditions énoncées dans l'avis.
- 41.3 Si le Contrat est résilié conformément au paragraphe CG41.1, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG41.4, un montant égal :
- 41.3.1 au coût de tout le travail, l'outillage et les matériaux qu'aura fournis l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date de résiliation, en exécution d'un contrat ou d'une partie de contrat relativement auquel une Entente à prix unitaire est précisée dans le Contrat; ou

41.3.2 au moins :

41.3.2.1 du montant, calculé conformément aux Modalités de paiement, qui aurait été payable à l'Entrepreneur s'il avait achevé les travaux; et

41.3.2.2 du montant que l'on reconnaît devoir à l'Entreteneur en vertu de l'article CG49, concernant un contrat ou une partie de contrat pour lequel le Contrat prévoit une Entente à prix fixe;

moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'Entrepreneur par Sa Majesté et de tous les montants dont l'Entrepreneur est redevable envers Sa Majesté en vertu du Contrat.

41.4 Si Sa Majesté et l'Entrepreneur ne peuvent convenir du montant mentionné au paragraphe CG41.3, ce montant sera déterminé suivant la méthode indiquée à l'article CG50.

CG42 Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur

42.1 Afin d'acquitter toutes obligations légales de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du Contrat, Sa Majesté peut payer tout montant qui est dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat, directement aux créanciers de l'Entrepreneur ou du sous-entrepreneur, ou aux réclamants en l'occurrence. Toutefois, ce montant que paie Sa Majesté, le cas échéant, ne doit pas excéder le montant que l'Entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions des lois relatives aux privilèges dans les provinces et territoires ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, avaient été applicables aux travaux. Le réclamant n'a pas à respecter les dispositions des lois relatives aux privilèges qui établissent les démarches à suivre au moyen d'avis, d'enregistrements ou d'autre façon, comme il aurait pu être nécessaire de le faire pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens émanant du réclamant.

42.2 Sa Majesté n'effectue pas de paiement tel qu'il est décrit au paragraphe CG42.1 à moins que le réclamant lui remette :

42.2.1 un jugement ou une ordonnance exécutoire d'un tribunal compétent établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux, ou

42.2.2 une sentence arbitrale définitive et exécutoire établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux; ou

42.2.3 le consentement de l'Entrepreneur autorisant le paiement.

Pour déterminer les droits du réclamant en vertu des alinéas CG42.2.1 et CG42.2.2, l'avis exigé au paragraphe CG42.8 sera réputé remplacer l'enregistrement ou la prestation d'un avis après l'achèvement des travaux exigé par les lois applicables, et aucune réclamation ne sera réputée être

expirée, annulée ou non exécutoire parce que le réclamant n'a pas intenté de poursuites dans les délais prescrits par la loi applicable.

- 42.3 Lorsqu'il accepte d'exécuter un Contrat, l'Entrepreneur est réputée avoir consenti de soumettre à l'arbitrage obligatoire, à la demande d'un réclamant, toutes les questions auxquelles il faut répondre pour déterminer si le réclamant a droit au paiement conformément aux dispositions du paragraphe CG42.1. Les parties à l'arbitrage seront, entre autres, le sous-traitant à qui le réclamant a fourni des matériaux ou de l'équipement ou pour qui il a effectué du travail, si le sous-traitant le désire. L'État ne constitue pas une partie à l'arbitrage et, à moins d'une entente contraire entre l'Entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroulera conformément à la loi provinciale ou territoriale régissant l'arbitrage applicable dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés.
- 42.4 Une paiement effectuée en conformité du paragraphe CG42.1 comporte quittance de l'obligation de Sa Majesté envers l'Entrepreneur sous le contrat, jusqu'à concurrence du montant payé et peut être déduit d'un montant dû à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 42.5 Dans la mesure où les circonstances entourant l'exécution des travaux pour le compte de Sa Majesté le permettent, l'Entrepreneur se conforme à toutes les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés quant aux périodes de paiement, aux retenus obligatoires, à la création et à la mise en vigueur de lois concernant les privilèges des fournisseurs ou des constructeurs ou de lois semblables ou, s'il s'agit de la province de Québec, aux dispositions de la loi qui concerne les privilèges.
- 42.6 L'Entrepreneur acquitte toutes ses obligations légales et fait droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux, au moins aussi souvent que le Contrat oblige Sa Majesté à acquitter ses obligations envers l'Entrepreneur.
- 42.7 Sur demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur fait une déclaration attestant de l'existence et de l'état de toutes les obligations et réclamations mentionnées au paragraphe CG42.6.
- 42.8 Le paragraphe CG42.1 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
- 42.8.1 pour lesquelles le représentant ministériel a reçu un avis par écrit avant qu'un paiement n'ait été effectué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe MP4.10 et dans les 120 jours suivant la date à laquelle le réclamant :
- 42.8.1.1 aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il s'agit d'une réclamation pour des deniers dont il est légalement requis qu'ils soient retenus du réclamant; ou
- 42.8.1.2 s'est acquitté des derniers services ou travaux ou a fourni les derniers matériaux exigés par le contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il ne s'agit pas d'une réclamation mentionnée au sous-alinéa CG42.8.1.1; et
- 42.8.2 pour lesquelles les procédures visant à établir les droits à un paiement, conformément au paragraphe CG42.2, ont commencé dans l'année suivant la date à laquelle l'avis mentionné à l'alinéa CG42.8.1 a été reçu par le représentant ministériel; et

l'avis exige à l'alinéa CG42.8.1 doit faire état du montant réclamé et du principal responsable selon le Contrat.

- 42.9 Sur réception d'un avis de réclamation en vertu de l'alinéa CG42.8.1, Sa Majesté peut retenir de tout montant dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat un partie ou la totalité du montant de la réclamation.
- 42.10 Le représentant ministériel doit aviser l'Entrepreneur par écrit de la réception de toute réclamation mentionné à l'alinéa CG42.8.1 et de l'intention de Sa Majesté de retenir des fonds conformément au paragraphe CG42.9, et l'Entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès de Sa Majesté, une garantie acceptable par Sa Majesté dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation. L'avis d'un tel dépôt doit être reçu par le représentant ministériel et, sur réception d'une telle garantie, Sa Majesté doit dégager à l'intention de l'Entrepreneur tous les fonds qui auraient été payables autrement à l'Entrepreneur et qui ont été retenus conformément aux dispositions du paragraphe CG42.9 à l'égard de la réclamation d'un réclamant pour laquelle la garantie a été déposée.

CG43 Dépôt de garantie – Confiscation ou remise

- 43.1 Si :
- 43.1.1 les travaux sont retirés à l'Entrepreneur conformément à l'article CG38;
 - 43.1.2 le Contrat est résilié en vertu de l'article CG41; ou
 - 43.1.3 l'Entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du Contrat;
- Sa Majesté peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 43.2 Si Sa Majesté s'approprie le dépôt de garantie conformément au paragraphe CG43.1, le montant obtenu en l'occurrence est censé être une dette payable à l'Entrepreneur par Sa Majesté en vertu du Contrat.
- 43.3 Tout solde du montant mentionné au paragraphe CG43.2, s'il en est, après paiement de toutes pertes dommages ou réclamations de Sa Majesté ou quelqu'un autre, sera payé par Sa Majesté à l'Entrepreneur si, dans l'opinion du représentant ministériel, il n'est pas requis pour les fins du Contrat.

CG44 Certificats du représentant ministériel

- 44.1 Le jour :
- 44.1.1 où les travaux sont achevés; et
 - 44.1.2 où l'Entrepreneur s'est conformé au Contrat et à tous les ordres et directives donnés conformément au Contrat;

à la satisfaction du représentant ministériel, le représentant ministériel délivre à l'Entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement.

- 44.2 Si le représentant ministériel est convaincu que les travaux sont suffisamment achevés, il peut, à tout moment avant la délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 délivrer à l'Entrepreneur un Certificat provisoire d'achèvement, et :
- 44.2.1 aux fins du paragraphe CG44.2, les travaux seront jugés suffisamment achevés
- 44.2.1.1 lorsqu'une partie considérable ou la totalité des travaux visés par le Contrat sont, de l'avis du représentant ministériel, prêts à être utilisés par Sa Majesté ou sont utilisés aux fins prévues; et
- 44.2.1.2 lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du Contrat peuvent, de l'avis du représentant ministériel, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas
- 44.2.1.2.1 -3 p. 100 des premiers 500 000 \$; et
- 44.2.1.2.2 -2 p 100 des prochains 500 000 \$; et
- 44.2.1.2.3 -1 p. 100 du reste
- de la valeur du Contrat au moment du calcul de ce coût.
- 44.3 Aux fins uniquement du sous-alinéa 44.2.1.2, lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés ou sont utilisés aux fins prévues et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur ou, lorsque le représentant ministériel et l'Entrepreneur conviennent de ne pas achever les travaux dans les délais prescrits, le coût de la partie des travaux que l'Entrepreneur n'a pu terminer pour des raisons indépendantes de sa volonté ou que le représentant ministériel et l'Entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés sera déduit de la valeur du contrat mentionnée au sous-alinéa CG44.2.1.2 et ledit coût ne fera pas partie du coût des travaux qui restent à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement réel.
- 44.4 Le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 doit décrire les parties des travaux qui n'ont pas été achevées à la satisfaction du représentant ministériel et préciser tout ce que l'Entrepreneur doit faire :
- 44.4.1 avant que le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 puisse être délivré; et
- 44.4.2 avant le début de la période de 12 mois mentionnée au paragraphe CG32.1.2 pour lesdites parties et toutes autres choses.
- 44.5 Le représentant ministériel peut, en plus des points indiqués dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, obliger l'Entrepreneur à rectifier toutes autres parties des travaux qui n'ont pas été achevées à sa satisfaction et faire effectuer toutes autres choses nécessaires pour l'achèvement satisfaisant des travaux.

- 44.6 Si le Contrat ou l'une de ses parties a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, le représentant ministériel mesure et consigne dans un registre les quantités de travail exécuté d'outillage fourni par l'Entrepreneur et de matériaux utilisés pour l'exécution des travaux, et informe, sur demande, l'Entrepreneur au sujet de ces mesurages.
- 44.7 L'Entrepreneur aide le représentant ministériel et coopère avec lui dans l'exécution des tâches précisées au paragraphe CG44.6 et a le droit de prendre connaissance de tout registre tenu par le représentant ministériel suivant le paragraphe CG44.6.
- 44.8 Une fois que le représentant ministériel a délivré le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, il doit, si le paragraphe CG44.6 s'applique, délivrer un Certificat définitif de mesurage.
- 44.9 Le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 :
- 44.9.1 indique le total des mesurages des quantités mentionnées au paragraphe CG44.6, et
- 44.9.2 lie de façon péremptoire Sa Majesté et l'Entrepreneur quant aux mesurages des quantités qui y sont consignées.

CG45 Remise du dépôt de garantie

- 45.1 Après la délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 et à condition que l'Entrepreneur n'ait pas violé ses engagements en vertu du Contrat ou omis de les remplir, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur la totalité ou partie du dépôt de garantie, s'il en est, qui de l'avis du représentant ministériel, n'est pas requise aux fins du Contrat.
- 45.2 Au moment de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur tout le solde du dépôt de sécurité, sauf stipulation contraire du Contrat.
- 45.3 Si le dépôt de garantie a été versé au Trésor, Sa Majesté doit payer à l'Entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt à un taux établi de temps à autre en vertu du paragraphe 21(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

CG46 Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50

- 46.1 Dans les articles CG47 à CG50 :
- 46.1.1 l'expression « Tableau des prix unitaires » signifie le tableau figurant dans les Articles de convention, et
- 46.1.2 l'expression « outillage » ne comprend pas les outils habituellement fournis par les hommes de métier dans l'exercice de leurs fonctions.

CG47 Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires

- 47.1 Le représentant ministériel et l'Entrepreneur peuvent convenir par écrit, lorsqu'une Entente à prix unitaire s'applique au Contrat ou à l'une de ses parties :
- 47.1.1 d'ajouter au Tableau des prix unitaires des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux, des unités de mesurage, de prix par unité et des estimations de quantités lorsque certains travaux, outillage et matériaux devant apparaître dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 ne figurent dans aucune des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux établies au Tableau des prix unitaires; ou
 - 47.1.2 sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, de modifier le prix par unité établi au Tableau des prix unitaires à l'égard d'une quelconque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux y figurant, lorsqu'une quantité a été estimée à l'égard de cette catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux, et que le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 indique ou est susceptible d'indiquer que la quantité totale de cette catégorie de travail exécuté, d'outillage fourni ou de matériaux utilisés par l'Entrepreneur, pour l'exécution des travaux, est :
 - 47.1.2.1 inférieur à 85% de la quantité estimée; ou
 - 47.1.2.2 supérieure à 115% de la quantité estimée.
- 47.2 Le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires qui a été modifié conformément au sous-alinéa 47.1.2.1 ne doit, en aucun cas, excéder le montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale estimative de travail avait été exécutée, la quantité totale estimative d'outillage avait été fournie ou la quantité totale estimative de matériaux, utilisée.
- 47.3 Toute modification rendue nécessaire par le sous-alinéa CG47.1.2.2 ne s'appliquera qu'aux quantités supérieures à 115%.
- 47.4 Si le représentant ministériel et l'Entrepreneur ne s'entendent pas suivant le paragraphe CG47.1, le représentant ministériel détermine la catégorie et l'unité de mesurage du travail, de l'outillage et des matériaux et, sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, le prix par unité est déterminé conformément à l'article CG50.

CG48 Établissement du coût – Tableau des prix unitaires

- 48.1 Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins du Contrat, d'établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux, on multiplie la quantité de ce travail de cet outillage ou de ces matériaux, exprimée par l'unité énoncée à la colonne 3 du Tableau des prix unitaires, par le prix énoncé en regard de cette unité à la colonne 5 du Tableau des prix unitaires.

CG49 Établissement du coût – Négociation

- 49.1 Si le mode d'établissement du coût prévu à l'article CG48 ne peut être utilisé parce que le genre ou la catégorie de travail, d'outillage et de matériaux en cause ne figurent pas au Tableau des prix unitaires, le coût du travail, de l'outillage ou des matériaux, aux fins du Contrat est le montant

convenu de temps à autre entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel.

- 49.2 Aux fins du paragraphe CG49.1, l'Entrepreneur remet au représentant ministériel lorsque ce dernier le requiert, tout renseignement nécessaire sur ce qu'il lui en coûte en travail, outillage et matériaux mentionnés au paragraphe CG49.1.

CG50 Établissement du coût en cas d'échec des négociations

- 50.1 Si l'on ne parvient pas à établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux conformément aux méthodes prévues aux articles CG47, CG48 ou CG49, pour les fins mentionnées dans ceux-ci, le coût sera égal à l'ensemble de :

- 50.1.1 tous les montants justes et raisonnables effectivement dépensés ou légalement payables par l'Entrepreneur pour le travail, l'outillage et les matériaux couverts par une des catégories de dépenses prévues au paragraphe CG50.2, qui sont directement attribuables à l'exécution du Contrat;
- 50.1.2 une somme égale à 10% du total des dépenses de l'Entrepreneur mentionnées à l'alinéa CG50.1.1, représentant une indemnité pour profit et pour tous les autres coûts et dépenses, incluant les frais de financement et les intérêts, les frais généraux, dépenses du siège social, et tous autres frais ou dépenses, mais non les coûts et dépenses mentionnés à l'alinéa CG50.1.1 ou CG50.1.3 ou pour une catégorie mentionnée au paragraphe CG50.2;
- 50.1.3 l'intérêt sur les coûts déterminés en vertu des alinéas CG50.1.1 et CG50.1.2, intérêt qui sera calculé conformément à l'article MP9,

pourvu que le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires, auquel s'appliquent les dispositions de l'alinéa CG47.1.2.1, n'est pas supérieur au montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale dudit article aurait été effectivement produite, utilisée ou fournie.

- 50.2 Aux fins de l'alinéa CG50.1.1, les catégories de dépenses admissibles dans l'établissement du coût du travail, de l'outillage et des matériaux, sont :
- 50.2.1 les paiements faits aux sous-entrepreneurs;
- 50.2.2 les traitements, salaires et frais de voyage versés aux employés de l'Entrepreneur affectés, proprement dit, à l'exécution des travaux, à l'exception des traitements, salaires, gratifications, frais de subsistance et de voyage des employés de l'Entrepreneur travaillant généralement au siège social ou à un bureau général de l'Entrepreneur, à moins que lesdits employés ne soient affectés à l'emplacement des travaux avec la approbation du représentant ministériel;
- 50.2.3 les cotisations exigibles en vertu d'un texte statutaire relativement aux indemnités des accidents du travail, à l'assurance-chômage, au régime de retraite et aux congés rémunérés;
- 50.2.4 les frais de location d'outillage ou un montant équivalent aux frais de location si l'outillage appartient à l'Entrepreneur qui était nécessaire et qui a été utilisé pour

l'exécution des travaux, à condition que lesdits frais ou la somme équivalente soient raisonnables et que l'utilisation dudit outillage ait été approuvée par le représentant ministériel;

- 50.2.5 les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et des frais de réparation à tel outillage qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la bonne exécution du Contrat, à l'exclusion de toutes réparations provenant de défauts existant avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- 50.2.6 les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et incorporés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et
- 50.2.7 les paiements relatifs à la présentation, à la livraison, à l'utilisation, à l'érection, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et
- 50.2.8 tout autre paiement fait par l'Entrepreneur avec l'approbation du représentant ministériel et nécessaire à l'exécution du Contrat.

CG51 Registres à tenir par l'Entrepreneur

- 51.1 L'Entrepreneur :
 - 51.1.1 tient des registres complets du coût estimatif et réel des travaux, des appels d'offres, des prix cotés, des contrats, de la correspondance, des factures, des reçus et des pièces justificative s'y rapportant;
 - 51.1.2 met à la disposition du Ministre et du sous-receveur général du Canada ou des personnes qu'ils délèguent pour vérification et inspection tous les documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1;
 - 51.1.3 permet à toutes personnes mentionnées à l'alinéa 51.1.2 de faire des copies ou extraits de tous registres et documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1; et
 - 51.1.4 fournit aux personnes mentionnées à l'alinéa CG51.1.2 tous les renseignements qu'elles peuvent exiger de temps à autre au sujet de ces registres et documents.
- 51.2 Les registres tenus par l'Entrepreneur conformément à l'alinéa CG51.1.1, sont conservés intact pendant deux ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que le Ministre peut fixer.
- 51.3 L'Entrepreneur oblige tous sous-entrepreneurs, et toutes autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliés, de même que toutes personnes qui contrôlent l'Entrepreneur directement ou indirectement, à se conformer aux paragraphes CG51.1 et CG51.2 comme s'ils étaient l'Entrepreneur.

CG52 Conflits d'intérêts

- 52.1 Le présent Contrat stipule qu'aucun ancien titulaire de charge publique qui ne se conforme pas au Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne peut retirer des avantages directs du présent Contrat.

CG53 Situation de l'Entrepreneur

- 53.1 L'Entrepreneur sera retenu en vertu du Contrat à titre d'entrepreneur indépendant.
- 53.2 L'Entrepreneur et tout employé dudit entrepreneur n'est pas retenu en vertu du Contrat à titre d'employé, d'agent ou de mandataire de Sa Majesté.
- 53.3 Aux fins des paragraphes CG53.1 et CG53.2, l'Entrepreneur sera à lui seul responsable de tous les paiements et de toutes les retenues exigées par la loi, y compris ceux exigés par le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec, l'assurance-chômage, les accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.



CONDITIONS GÉNÉRALES

- CA 1 Preuve du contrat d'assurance**
- CA 2 Gestion des risques**
- CA 3 Paiement de franchise**
- CA 4 Assurance d'assurance**

EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE

- EGA 1 Assuré**
- EGA 2 Période d'assurance**
- EGA 3 Preuve du contrat d'assurance**
- EGA 4 Avis**

ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES

- ARC 1 Portée de l'assurance**
- ARC 2 Garanties/Dispositions**
- ARC 3 Risques additionnels**
- ARC 4 Indemnité d'assurance**
- ARC 5 Franchise**

ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES

- AC 1 Portée de l'assurance**
- AC 2 Biens assurés**
- AC 3 Indemnités d'assurance**
- AC 4 Montant d'assurance**
- AC 5 Franchise**
- AC 6 Subrogation**
- AC 7 Exclusion**

ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR



CONDITIONS GÉNÉRALES

CA 1 Preuve du contrat d'assurance (02/12/03)

Dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, ce dernier, à moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement, doit remettre à l'agent d'approvisionnement, l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé par l'agent d'approvisionnement, remettre à ce dernier les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux Exigences des garanties d'assurance décrites ci-après.

CA 2 Gestion des risques (01/10/94)

Les dispositions des Exigences des garanties d'assurance des présentes n'ont pas pour but de couvrir toutes les obligations de l'entrepreneur en vertu de l'article CG8 des Conditions générales « C » du marché. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, de prendre des mesures additionnelles de gestion des risques ou des garanties d'assurance complémentaires qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à l'article CG8.

CA 3 Paiement de franchise (01/10/94)

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CA 4 Assurance d'assurance (02/12/03)

L'entrepreneur a déclaré qu'il détient une assurance de responsabilité civile appropriée et habituelle qui est en vigueur conformément aux présentes Conditions d'assurance et il a garanti qu'il obtiendra, en temps opportune et avant le commencement des travaux, l'assurance de biens appropriée et habituelle conformément aux présentes Conditions d'assurance et qu'en outre il maintiendra en vigueur toutes les polices d'assurance requises conformément aux présentes Conditions d'assurance.

EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE

PARTIE I

EXIGENCES GÉNÉRALES D'ASSURANCE (EGA)

EGA 1 Assuré (02/12/03)

Chaque contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'Assuré dénommé additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches Canada.



**EGA 2 Période d'assurance
(02/12/03)**

Moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes Conditions d'assurance, les contrats d'assurance exigés dans les présentes doivent prendre effet le jour de l'attribution du marché et demeurer en vigueur jusqu'au jour de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement du représentant ministériel.

**EGA 3 Preuve du contrat d'assurance
(01/10/94)**

Dans un délai de vingt-cinq (25) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, l'assureur, à moins d'avis contraire écrit de l'entrepreneur, doit remettre à l'entrepreneur l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé, les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux présentes Exigences de présentes garanties d'assurance.

**EGA 4 Avis
(01/10/94)**

Chaque contrat d'assurance doit renfermer une disposition selon laquelle trente (30) jours avant de procéder à toute modification importante visant la garantie d'assurance, ou à l'annulation de ladite garantie d'assurance, un avis par écrit doit être envoyé par l'assureur à Sa Majesté. Tout avis de cette nature que reçoit l'entrepreneur doit être transmis sans délai à Sa Majesté.

**PARTIE II
ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES**

**ARC 1 Portée de l'assurance
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit être établi sur un formulaire similaire à celui connu et désigné dans l'industrie de l'assurance sous l'appellation Assurance de la responsabilité civile des entreprises (base d'événement) – BAC 2100, et doit accorder un montant de garantie d'au moins 2 000 000 \$ (tous dommages confondus) pour des dommages corporels et matériels imputables au même événement ou à une série d'événements ayant la même origine. Les frais de justice ou autres déboursés de défense par suite de sinistre ou de réclamation ne viendront pas en déduction du montant de garantie.

**ARC 2 Garanties/Dispositions
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit inclure les garanties/dispositions suivantes sans toutefois nécessairement s'y limiter :

- 2.1 La responsabilité découlant de la propriété, de l'existence de l'entretien ou de l'utilisation de lieux par l'entrepreneur et les activités nécessaires ou connexes à l'exécution du présent contrat.
- 2.2 L'extension de la garantie « Dommages matériels et/ou privation de jouissance ».



- 2.3 L'enlèvement ou l'affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, que ce support soit naturel ou non.
- 2.4 La responsabilité découlant des appareils de levage et des monte-charge (y compris les escaliers roulants).
- 2.5 La responsabilité civile indirecte des entrepreneurs.
- 2.6 Les responsabilités contractuelles et assumées en vertu du présent contrat.
- 2.7 La responsabilité civile découlant des risques après travaux. En regard de la présente garantie, ainsi que toutes les autres garanties de cette Partie II des présentes Conditions d'assurance, l'assurance doit demeurer en vigueur pendant au moins un (1) an à partir de la date de délivrance du Certificat d'achèvement du représentant ministériel.
- 2.8 Responsabilité réciproque – La clause doit être rédigée comme suit :

Responsabilité réciproque – L'assurance telle que garantie par le présent contrat s'applique à toute demande d'indemnité faite à ou à toute action intentée contre n'importe quel assuré par n'importe quel autre assuré. La garantie d'assurance s'applique de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.

- 2.9 Individualité des intérêts – La clause doit être rédigée comme suit :

Individualité des intérêts – La présente assurance, sous réserve des montants de garantie, s'applique séparément à chaque assuré de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.

ARC 3 Risques additionnels (02/12/03)

Le contrat d'assurance doit couvrir ou être amendé pour couvrir les risques suivants, si l'entreprise y est soumise :

- 3.1 Dynamitage;
- 3.2 Battage de pieux et travail par caisson;
- 3.3 Reprise en sous-œuvre;
- 3.4 Risques associés aux activités de l'entrepreneur dans un aéroport en service;
- 3.5 Contamination par radioactivité par suite de l'utilisation d'isotopes commerciaux;
- 3.6 Endommagement à la partie d'un bâtiment existant hors de la portée directe d'un marché de rénovation, d'addition ou d'installation;
- 3.7 Risques maritimes reliés à la construction de jetés, quais et docks.



**ARC 4 Indemnités d'assurance
(01/10/94)**

Toute indemnité en vertu de la présente assurance est habituellement versée à un tiers réclamant.

**ARC 5 Franchise
(02/12/03)**

Le contrat d'assurance doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$ événement quant aux sinistres causés par dommages matériels.

**PART III
ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES**

**AC 1 Portée de l'assurance
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit être établi pour assurer l'entreprise sur un base « Tous risques » donnant un couverture d'assurance identique à celle qui est fournie par les formulaires connues et désignées dans l'industrie des assurances sous les noms de l' « Assurances des Chantiers – Formule globale » ou « Risques d'installation – Tous Risques ».

**AC 2 Biens assurés
(01/10/94)**

Les biens assurés doivent comprendre :

- 2.1 les travaux, ainsi que tous les biens, équipement et matériaux devant être incorporés à l'entreprise achevée à l'endroit du projet, avant, durant et après leur installation, érection ou construction, y compris les essais;
- 2.2 les frais de déblaiement du chantier occasionnés par un sinistre couvert y ayant laissé des débris provenant de biens couverts par la présente assurance, y compris la démolition des biens endommagés, l'enlèvement de la glace et l'assèchement.

**AC 3 Indemnité d'assurance
(01/10/94)**

- 3.1 Toutes indemnités en vertu du contrat d'assurance doit être payées conformément à l'article CG28 des Conditions générales « C » du contrat.
- 3.2 Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payé à Sa Majesté ou selon les directives du Ministre.
- 3.3 L'entrepreneur doit faire toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

AC 4 Montant d'assurance



(01/10/94)

Le montant de l'assurance doit égalier au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents du marché de tout le matériel et équipement fourni par Sa Majesté sur le chantier pour être incorporé à l'entreprise achevée et en faire partie.

AC 5 Franchise
(02/12/94)

La police doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$.

AC 6 Subrogation
(01/10/94)

La clause suivante doit être incluse dans le contrat d'assurance :

« Tous droits de subrogation ou transfert de droits sont par les présentes abandonnées contre toutes les personnes physiques ou morales ayant droit au bénéfice de la présente assurance. »

AC 7 Exclusion
(01/10/94)

Le contrat d'assurance peut comporter les exclusions normales sous réserve des exceptions suivantes :

- 7.1 Peuvent être exclus les frais inhérents à la bonne exécution des travaux, et rendus nécessaires par des défauts dans les matériaux, la main d'œuvre ou la conception, l'assurance produisant néanmoins ses effets en ce qui concerne les sinistres entraînés par voie de conséquence.
- 7.2 La perte ou les dommages causés par la contamination de matériaux radioactifs, sauf la perte ou les dommages résultant de l'utilisation d'isotopes commerciaux pour la mesure, l'inspection, le contrôle de la qualité, la radiographie ou la photographie industriels.
- 7.3 La mise en service et l'occupation de l'entreprise, en totalité ou en partie, doivent être permis pour les fins auxquels l'entreprise est destiné à son achèvement.



ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR
(À ÊTRE COMPLÈTE PAR L'ASSUREUR (NON PAR LE COURTIER) ET LIVRÉE AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA DANS LES TRENTE JOURS SUIVANT L'ACCEPTATION DE LA SOUMISSION)

MARCHÉ

DESCRIPTION DES TRAVAUX	NUMÉRO DE MARCHÉ	DATE D'ADJUDICATION
ENDROIT		

ASSUREUR

NOM
ADRESSE

COURTIER

NOM
ADRESSE

ASSURÉ

NOM DE L'ENTREPRENEUR
ADRESSE

ASSURÉ ADDITIONNEL

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA REPRÉSENTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA
--

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE QUE LES POLICES D'ASSURANCE SUIVANTES SONT PRÉSENTEMENT EN VIGUEUR ET COUVRENT TOUTES LES ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ, EN FONCTION DU MARCHÉ DU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA CONCLU ENTRE L'ASSURÉ DÉNOMMÉ ET LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA SELON LES CONDITIONS D'ASSURANCE « E ».

POLICE					
GENRE	NUMÉRO	DATE D'EFFET	DATE D'EXPIRATION	LIMITES DE GARANTIE	FRANCHISE
RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES					
ASSURANCE DES CHANTIERS « TOUS RISQUES »					
RISQUES D'INSTALLATION « TOUS RISQUES »					

L'ASSUREUR CONVIENT DE DONNER UN PRÉAVIS DE TRENTE JOURS AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA EN CAS DE TOUTE MODIFICATION VISANT LA GARANTIE D'ASSURANCE OU LES CONDITIONS OU DE L'ANNULATION DE N'IMPORTE QUELLE POLICE OU GARANTIE QUI FONT PARTIE INTÉGRANTE DU CONTRAT.

NOM DU CADRE OU DE LA PERSONNE AUTORISÉE	SIGNATURE	DATE :
		NUMÉRO DE TÉLÉPHONE :



CGC1 Obligation de fournir une garantie de contrat

- 1.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, fournir une ou plusieurs des garanties de contrat mentionnées à l'article CGC2.
- 1.2 L'Entrepreneur doit fournir au représentant ministériel la garantie de contrat mentionnée au paragraphe CGC1.1 dans les 14 jours suivant la date à laquelle l'Entrepreneur reçoit un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission par Sa Majesté.

CGC2 Types et montants acceptables de garanties de contrat

- 2.1 L'Entrepreneur fournit au représentant ministériel conformément à l'article CGC1 :
 - 2.1.1 un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention; ou
 - 2.1.2 un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention, et un dépôt de garantie représentant :
 - 2.1.2.1 au moins 10% du montant indiqué dans les Articles de convention, si ce montant n'excède pas 250 000 \$; ou
 - 2.1.2.2 25 000 \$, plus 5% de la partie du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention qui excède 250 000 \$; ou
 - 2.1.3 un dépôt de garantie représentant le montant prescrit à l'alinéa CGC2.1.2, majoré d'un supplément représentant 10% du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.2 Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe CGC2.1 doivent être dans une forme approuvée et provenir d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par Sa Majesté.
- 2.3 Le montant maximum du dépôt de garantie requis en vertu de l'alinéa CGC2.1.2 ne doit pas excéder 250 000 \$, quel que soit le montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.4 Le dépôt de garantie mentionné aux alinéas CGC2.1.2 et CGC2.1.3 consiste en :
 - 2.4.1 une lettre de change payable à l'ordre du receveur général du Canada et certifiée par une institution financière approuvée ou tirée par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
 - 2.4.2 des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 2.5 Aux fins du paragraphe CGC2.4 :



- 2.5.1 une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'Entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier; et
- 2.5.2 si une lettre de change est certifiée par une institution financière autre qu'une banque à charte, elle doit être accompagnée d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa CGC2.5.3 ;
- 2.5.3 une institution financière agréée est :
 - 2.5.3.1 une société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements,
 - 2.5.3.2 une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi,
 - 2.5.3.3 une caisse de crédit au sens de l'alinéa 137(6)(b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,
 - 2.5.3.4 une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté du chef d'une province, ou
 - 2.5.3.5 la Société canadienne des postes.
- 2.5.4 les obligations mentionnées à l'alinéa CGC2.4.2 doivent être :
 - 2.5.4.1 payables au porteur ;
 - 2.5.4.2 accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre du receveur général du Canada, dûment exécuté et dans la forme prescrite par le Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; ou
 - 2.5.4.3 enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; et
 - 2.5.4.4 fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du Contrat.



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant

4. Brief Description of Work / Brève description du travail

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? No / Non Yes / Oui

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? No / Non Yes / Oui

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
(Specify the level of access using the chart in Question 7. c) / (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. No / Non Yes / Oui

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with **no** overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale **sans** entreposage de nuit? No / Non Yes / Oui

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
---------------------------------	--------------------------------------	---

7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion

No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/> Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/> Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/> Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/> Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
---	--	--

7. c) Level of information / Niveau d'information

PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

Security Classification / Classification de sécurité
--



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
 If Yes, indicate the level of sensitivity:
 Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? No / Non Yes / Oui
 Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
 Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET-SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMBLEMES			

Special comments:
 Commentaires spéciaux : _____

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
 REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
 Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? No / Non Yes / Oui
 If Yes, will unscreened personnel be escorted?
 Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? No / Non Yes / Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
 Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
 Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? No / Non Yes / Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
 Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? No / Non Yes / Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
 Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
 Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? No / Non Yes / Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED? No Yes
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED? No Yes
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature <i>James M. [Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?			<input type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date
17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date

Security Classification / Classification de sécurité
--

Instructions for completion of a Security Requirements Check List (SRCL)

The instruction sheet should remain attached until Block #17 has been completed.

GENERAL - PROCESSING THIS FORM

The project authority shall arrange to complete this form.

The organization security officer shall review and approve the security requirements identified in the form, in cooperation with the project authority.

The contracting security authority is the organization responsible for ensuring that the suppliers are compliant with the security requirements identified in the SRCL.

All requisitions and subsequent tender / contractual documents including subcontracts that contain PROTECTED and/or CLASSIFIED requirements must be accompanied by a completed SRCL.

It is important to identify the level of PROTECTED information or assets as Level "A," "B" or "C," when applicable; however, certain types of information may only be identified as "PROTECTED". No information pertaining to a PROTECTED and/or CLASSIFIED government contract may be released by suppliers, without prior written approval of the individual identified in Block 17 of this form.

The classification assigned to a particular stage in the contractual process does not mean that everything applicable to that stage is to be given the same classification. Every item shall be PROTECTED and/or CLASSIFIED according to its own content. If a supplier is in doubt as to the actual level to be assigned, they should consult with the individual identified in Block 17 of this form.

PART A - CONTRACT INFORMATION

Contract Number (top of the form)

This number must be the same as that found on the requisition and should be the one used when issuing an RFP or contract. This is a unique number (i.e. no two requirements will have the same number). A new SRCL must be used for each new requirement or requisition (e.g. new contract number, new SRCL, new signatures).

1. Originating Government Department or Organization

Enter the department or client organization name or the prime contractor name for which the work is being performed.

2. Directorate / Branch

This block is used to further identify the area within the department or organization for which the work will be conducted.

3. a) Subcontract Number

If applicable, this number corresponds to the number generated by the Prime Contractor to manage the work with its subcontractor.

b) Name and Address of Subcontractor

Indicate the full name and address of the Subcontractor if applicable.

4. Brief Description of Work

Provide a brief explanation of the nature of the requirement or work to be performed.

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods?

*The Defence Production Act (DPA) defines "Controlled Goods" as certain goods listed in the Export Control List, a regulation made pursuant to the *Export and Import Permits Act* (EIPA). Suppliers who examine, possess, or transfer Controlled Goods within Canada must register in the Controlled Goods Directorate or be exempt from registration. More information may be found at www.cgd.gc.ca.*

b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations?

The prime contractor and any subcontractors must be certified under the U.S./Canada Joint Certification Program if the work involves access to unclassified military data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations. More information may be found at www.dlis.dla.mil/jcp.

6. Indicate the type of access required

Identify the nature of the work to be performed for this requirement. The user is to select one of the following types:

a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets?

The supplier would select this option if they require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets to perform the duties of the requirement.

b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted.

The supplier would select this option if they require regular access to government premises or a secure work site only. The supplier will not have access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets under this option.

c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage?

The supplier would select this option if there is a commercial courier or delivery requirement. The supplier will not be allowed to keep a package overnight. The package must be returned if it cannot be delivered.

7. Type of information / Release restrictions / Level of information

Identify the type(s) of information that the supplier may require access to, list any possible release restrictions, and if applicable, provide the level(s) of the information. The user can make multiple selections based on the nature of the work to be performed.

Departments must process SRCLs through PWGSC where:

- contracts that afford access to PROTECTED and/or CLASSIFIED foreign government information and assets;
- contracts that afford foreign contractors access to PROTECTED and/or CLASSIFIED Canadian government information and assets; or
- contracts that afford foreign or Canadian contractors access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information and assets as defined in the documents entitled Identifying INFOSEC and INFOSEC Release.

a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access

Canadian government information and/or assets

If Canadian information and/or assets are identified, the supplier will have access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information and/or assets that are owned by the Canadian government.

NATO information and/or assets

If NATO information and/or assets are identified, this indicates that as part of this requirement, the supplier will have access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information and/or assets that are owned by NATO governments. NATO information and/or assets are developed and/or owned by NATO countries and are not to be divulged to any country that is not a NATO member nation. Persons dealing with NATO information and/or assets must hold a NATO security clearance and have the required need-to-know.

Requirements involving CLASSIFIED NATO information must be awarded by PWGSC. PWGSC / CIISD is the Designated Security Authority for industrial security matters in Canada.

Foreign government information and/or assets

If foreign information and/or assets are identified, this requirement will allow access to information and/or assets owned by a country other than Canada.

b) Release restrictions

If **Not Releasable** is selected, this indicates that the information and/or assets are for **Canadian Eyes Only (CEO)**. Only Canadian suppliers based in Canada can bid on this type of requirement. NOTE: If Canadian information and/or assets coexists with CEO information and/or assets, the CEO information and/or assets must be stamped **Canadian Eyes Only (CEO)**.

If **No Release Restrictions** is selected, this indicates that access to the information and/or assets are not subject to any restrictions.

If **ALL NATO countries** is selected, bidders for this requirement must be from NATO member countries only.

NOTE: There may be multiple release restrictions associated with a requirement depending on the nature of the work to be performed. In these instances, a security guide should be added to the SRCL clarifying these restrictions. The security guide is normally generated by the organization's project authority and/or security authority.

c) Level of information

Using the following chart, indicate the appropriate level of access to information/assets the supplier must have to perform the duties of the requirement.

PROTECTED	CLASSIFIED	NATO
PROTECTED A	CONFIDENTIAL	NATO UNCLASSIFIED
PROTECTED B	SECRET	NATO RESTRICTED
PROTECTED C	TOP SECRET	NATO CONFIDENTIAL
	TOP SECRET (SIGINT)	NATO SECRET
		COSMIC TOP SECRET

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

If Yes, the supplier personnel requiring access to COMSEC information or assets must receive a COMSEC briefing. The briefing will be given to the "holder" of the COMSEC information or assets. In the case of a "personnel assigned" type of contract, the customer department will give the briefing. When the supplier is required to receive and store COMSEC information or assets on the supplier's premises, the supplier's COMSEC Custodian will give the COMSEC briefings to the employees requiring access to COMSEC information or assets. If Yes, the Level of sensitivity must be indicated.

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

If Yes, the supplier must provide the Short Title of the material and the Document Number. Access to extremely sensitive INFOSEC information or assets will require that the supplier undergo a Foreign Ownership Control or Influence (FOCI) evaluation by CIISD.

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER)

10. a) Personnel security screening level required

Identify the screening level required for access to the information/assets or client facility. More than one level may be identified depending on the nature of the work. Please note that Site Access screenings are granted for access to specific sites under prior arrangement with the Treasury Board of Canada Secretariat. A Site Access screening only applies to individuals, and it is not linked to any other screening level that may be granted to individuals or organizations.

RELIABILITY STATUS	CONFIDENTIAL	SECRET
TOP SECRET	TOP SECRET (SIGINT)	NATO CONFIDENTIAL
NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	SITE ACCESS

If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Indicating Yes means that portions of the work are not PROTECTED and/or CLASSIFIED and may be performed outside a secure environment by unscreened personnel. The following question must be answered if unscreened personnel will be used:

Will unscreened personnel be escorted?

If No, unscreened personnel may not be allowed access to sensitive work sites and must not have access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information and/or assets.

If Yes, unscreened personnel must be escorted by an individual who is cleared to the required level of security in order to ensure there will be no access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information and/or assets at the work site.

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER)

11. INFORMATION / ASSETS

a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information and/or assets on its site or premises?

If Yes, specify the security level of the documents and/or equipment that the supplier will be required to safeguard at their own site or premises using the summary chart.

b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

If Yes, specify the security level of COMSEC information or assets that the supplier will be required to safeguard at their own site or premises using the summary chart.

PRODUCTION

c) Will the production (manufacture, repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material and/or equipment occur at the supplier's site or premises?

Using the summary chart, specify the security level of material and/or equipment that the supplier manufactured, repaired and/or modified and will be required to safeguard at their own site or premises.

INFORMATION TECHNOLOGY (IT)

d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process and/or produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information and/or data?

If Yes, specify the security level in the summary chart. This block details the information and/or data that will be electronically processed or produced and stored on a computer system. The client department and/or organization will be required to specify the IT security requirements for this procurement in a separate technical document. The supplier must also direct their attention to the following document: Treasury Board of Canada Secretariat - Operational Security Standard: Management of Information Technology Security (MITS).

e) Will there be an electronic link between the supplier’s IT systems and the government department or agency?

If Yes, the supplier must have their IT system(s) approved. The Client Department must also provide the Connectivity Criteria detailing the conditions and the level of access for the electronic link (usually not higher than PROTECTED B level).

SUMMARY CHART

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier’s site(s) or premises.

For users completing the form **online** (via the Internet), the Summary Chart is automatically populated by your responses to previous questions.

PROTECTED	CLASSIFIED	NATO	COMSEC
PROTECTED A	CONFIDENTIAL	NATO RESTRICTED	PROTECTED A
PROTECTED B	SECRET	NATO CONFIDENTIAL	PROTECTED B
PROTECTED C	TOP SECRET	NATO SECRET	PROTECTED C
	TOP SECRET (SIGINT)	COSMIC TOP SECRET	CONFIDENTIAL
			SECRET
			TOP SECRET

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled “Security Classification”.

b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled “Security Classification” and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

PART D - AUTHORIZATION

13. Organization Project Authority

This block is to be completed and signed by the appropriate project authority within the client department or organization (e.g. the person responsible for this project or the person who has knowledge of the requirement at the client department or organization). This person may on occasion be contacted to clarify information on the form.

14. Organization Security Authority

This block is to be signed by the Departmental Security Officer (DSO) (or delegate) of the department identified in Block 1, or the security official of the prime contractor.

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

A Security Guide or Security Classification Guide is used in conjunction with the SRCL to identify additional security requirements which do not appear in the SRCL, and/or to offer clarification to specific areas of the SRCL.

16. Procurement Officer

This block is to be signed by the procurement officer acting as the contract or subcontract manager.

17. Contracting Security Authority

This block is to be signed by the Contract Security Official. Where PWGSC is the Contract Security Authority, Canadian and International Industrial Security Directorate (CIISD) will complete this block.

Instructions pour établir la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)

La feuille d'instructions devrait rester jointe au formulaire jusqu'à ce que la case 17 ait été remplie.

GÉNÉRALITÉS - TRAITEMENT DU PRÉSENT FORMULAIRE

Le responsable du projet doit faire remplir ce formulaire.

L'agent de sécurité de l'organisation doit revoir et approuver les exigences de sécurité qui figurent dans le formulaire, en collaboration avec le responsable du projet.

Le responsable de la sécurité des marchés est le responsable chargé de voir à ce que les fournisseurs se conforment aux exigences de sécurité mentionnées dans la LVERS.

Toutes les demandes d'achat ainsi que tous les appels d'offres et les documents contractuels subséquents, y compris les contrats de sous-traitance, qui comprennent des exigences relatives à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS doivent être accompagnés d'une LVERS dûment remplie.

Il importe d'indiquer si les renseignements ou les biens PROTÉGÉS sont de niveau A, B ou C, le cas échéant; cependant, certains types de renseignements peuvent être indiqués par la mention « PROTÉGÉ » seulement. Aucun renseignement relatif à un contrat gouvernemental PROTÉGÉ ou CLASSIFIÉ ne peut être divulgué par les fournisseurs sans l'approbation écrite préalable de la personne dont le nom figure à la case 17 de ce formulaire.

La classification assignée à un stade particulier du processus contractuel ne signifie pas que tout ce qui se rapporte à ce stade doit recevoir la même classification. Chaque article doit être PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ selon sa propre nature. Si un fournisseur ne sait pas quel niveau de classification assigner, il doit consulter la personne dont le nom figure à la case 17 de ce formulaire.

PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

Numéro du contrat (au haut du formulaire)

Ce numéro doit être le même que celui utilisé sur la demande d'achat et services et devrait être celui utilisé dans la DDP ou dans le contrat. Il s'agit d'un numéro unique (c.-à-d. que le même numéro ne sera pas attribué à deux besoins distincts). Une nouvelle LVERS doit être utilisée pour chaque nouveau besoin ou demande (p. ex. un nouveau numéro de contrat, une nouvelle LVERS, de nouvelles signatures).

1. Ministère ou organisme gouvernemental d'origine

Inscrire le nom du ministère ou de l'organisme client ou le nom de l'entrepreneur principal pour qui les travaux sont effectués.

2. Direction générale ou Direction

Cette case peut servir à fournir plus de détails quant à la section du ministère ou de l'organisme pour qui les travaux sont effectués.

3. a) Numéro du contrat de sous-traitance

S'il y a lieu, ce numéro correspond au numéro généré par l'entrepreneur principal pour gérer le travail avec son sous-traitant.

b) Nom et adresse du sous-traitant

Indiquer le nom et l'adresse au complet du sous-traitant, s'il y a lieu.

4. Brève description du travail

Donner un bref aperçu du besoin ou du travail à exécuter.

5. a) Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?

La *Loi sur la production de défense* (LPD) définit « marchandises contrôlées » comme désignant certains biens énumérés dans la Liste des marchandises d'exportation contrôlée, un règlement établi en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* (LLEI). Les fournisseurs qui examinent, possèdent ou transfèrent des marchandises contrôlées à l'intérieur du Canada doivent s'inscrire à la Direction des marchandises contrôlées ou être exemptés de l'inscription. On trouvera plus d'information à l'adresse www.cgp.gc.ca.

b) Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?

L'entrepreneur et tout sous-traitant doivent être accrédités en vertu du Programme mixte d'agrément Etats-Unis / Canada si le travail comporte l'accès à des données militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques. On trouvera plus d'information à l'adresse www.dlis.dla.mil/jcp/.

6. Indiquer le type d'accès requis

Indiquer la nature du travail à exécuter pour répondre à ce besoin. L'utilisateur doit choisir un des types suivants :

a) Le fournisseur et ses employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

Le fournisseur choisit cette option s'il doit avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS pour accomplir le travail requis.

b) Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.

Le fournisseur choisit cette option seulement s'il doit avoir accès régulièrement aux locaux du gouvernement ou à un lieu de travail protégé. Le fournisseur n'aura pas accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS en vertu de cette option.

c) S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?

Le fournisseur choisit cette option s'il y a nécessité de recourir à un service de messagerie ou de livraison commerciale. Le fournisseur ne sera pas autorisé à garder un colis pendant la nuit. Le colis doit être retourné s'il ne peut pas être livré.

7. Type d'information / Restrictions relatives à la diffusion / Niveau d'information

Indiquer le ou les types d'information auxquels le fournisseur peut devoir avoir accès, énumérer toutes les restrictions possibles relatives à la diffusion, et, s'il y a lieu, indiquer le ou les niveaux d'information. L'utilisateur peut faire plusieurs choix selon la nature du travail à exécuter.

Les ministères doivent soumettre la LVERS à TPSGC lorsque:

- les marchés prévoient l'accès aux renseignements et aux biens de nature PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS étrangers ;
- les marchés prévoient aux entrepreneurs étrangers l'accès aux renseignements et aux biens de nature PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS canadiens; ou
- les marchés prévoient aux entrepreneurs étrangers ou canadiens l'accès aux renseignements et aux biens de nature PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS tels que définis dans les documents intitulés Moyens INFOSEC détermination et Divulgateion de INFOSEC.

a) Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Renseignements et/ou biens du gouvernement canadien

Si des renseignements et/ou des biens canadiens sont indiqués, le fournisseur aura accès à des renseignements et/ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS appartenant au gouvernement canadien.

Renseignements et/ou biens de l'OTAN

Si des renseignements et/ou des biens de l'OTAN sont indiqués, cela signifie que, dans le cadre de ce besoin, le fournisseur aura accès à des renseignements et/ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS appartenant à des gouvernements membres de l'OTAN. Les renseignements et/ou les biens de l'OTAN sont élaborés par des pays de l'OTAN ou leur appartiennent et ne doivent être divulgués à aucun pays qui n'est pas un pays membre de l'OTAN. Les personnes qui manient des renseignements et/ou des biens de l'OTAN doivent détenir une autorisation de sécurité de l'OTAN et avoir besoin de savoir.

Les contrats comportant des renseignements CLASSIFIÉS de l'OTAN doivent être attribués par TPSGC. La DSICI de TPSGC est le responsable de la sécurité désigné relativement aux questions de sécurité industrielle au Canada.

Renseignements et/ou biens de gouvernements étrangers

Si des renseignements et/ou des biens de gouvernements étrangers sont indiqués, ce besoin permettra l'accès à des renseignements et/ou à des biens appartenant à un pays autre que le Canada.

b) Restrictions relatives à la diffusion

Si **À ne pas diffuser** est choisi, cela indique que les renseignements et/ou les biens sont **réservés aux Canadiens**. Seuls des fournisseurs canadiens installés au Canada peuvent soumissionner ce genre de besoin. NOTA : Si des renseignements et/ou des biens du gouvernement canadien coexistent avec des renseignements et/ou des biens réservés aux Canadiens, ceux-ci doivent porter la mention **Réservé aux Canadiens**.

Si **Aucune restriction relative à la diffusion** est choisi, cela indique que l'accès aux renseignements et/ou aux biens n'est assujéti à aucune restriction.

Si **Tous les pays de l'OTAN** est choisi, les soumissionnaires doivent appartenir à un pays membre de l'OTAN.

NOTA : Il peut y avoir plus d'une restriction s'appliquant à une demande, selon la nature des travaux à exécuter. Pour ce genre de contrat, un guide de sécurité doit être joint à la LVERS afin de clarifier les restrictions. Ce guide est généralement préparé par le chargé de projet et/ou le responsable de la sécurité de l'organisme.

c) Niveau d'information

À l'aide du tableau ci-dessous, indiquer le niveau approprié d'accès aux renseignements et/ou aux biens que le fournisseur doit avoir pour accomplir les travaux requis.

PROTÉGÉ	CLASSIFIÉ	NATO
PROTÉGÉ A	CONFIDENTIEL	NATO NON CLASSIFIÉ
PROTÉGÉ B	SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE
PROTÉGÉ C	TRÈS SECRET	NATO CONFIDENTIEL
	TRÈS SECRET (SIGINT)	NATO SECRET
		COSMIC TRÈS SECRET

8. Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

Si la réponse est Oui, les membres du personnel du fournisseur qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens COMSEC doivent participer à une séance d'information COMSEC. Cette séance sera donnée au « détenteur autorisé » des renseignements ou des biens COMSEC. Dans le cas des contrats du type « personnel affecté », cette séance sera donnée par le ministère client. Lorsque le fournisseur doit recevoir et conserver, dans ses locaux, des renseignements ou des biens COMSEC, le responsable de la garde des renseignements ou des biens COMSEC de l'entreprise donnera la séance d'information COMSEC aux membres du personnel qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens COMSEC.

9. Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

Si la réponse est Oui, le fournisseur doit indiquer le titre abrégé du document, le numéro du document et le niveau de sensibilité. L'accès à des renseignements ou à des biens extrêmement délicats INFOSEC exigera que le fournisseur fasse l'objet d'une vérification Participation, contrôle et influence étrangers (PCIE) effectuée par la DSICI.

PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

Indiquer le niveau d'autorisation de sécurité que le personnel doit détenir pour avoir accès aux renseignements, aux biens ou au site du client. Selon la nature du travail, il peut y avoir plus d'un niveau de sécurité. Veuillez noter que des cotes de sécurité sont accordées pour l'accès à des sites particuliers, selon des dispositions antérieures prises auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. La cote de sécurité donnant accès à un site s'applique uniquement aux personnes et n'est liée à aucune autre autorisation de sécurité accordée à des personnes ou à des organismes.

COTE DE FIABILITÉ	CONFIDENTIEL	SECRET
TRÈS SECRET	TRÈS SECRET (SIGINT)	NATO CONFIDENTIEL
NATO SECRET	COSMIC TRÈS SECRET	ACCÈS AUX EMBLEMES

Si plusieurs niveaux d'autorisation de sécurité sont indiqués, un guide de classification de sécurité doit être fourni.

b) Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

Si la réponse est Oui, cela veut dire que certaines tâches ne sont pas PROTÉGÉES et/ou CLASSIFIÉES et peuvent être exécutées à l'extérieur d'un environnement sécurisé par du personnel n'ayant pas d'autorisation de sécurité. Il faut répondre à la question suivante si l'on a recours à du personnel n'ayant pas d'autorisation de sécurité :

Le personnel n'ayant pas d'autorisation de sécurité sera-t-il escorté?

Si la réponse est Non, le personnel n'ayant pas d'autorisation de sécurité ne pourra pas avoir accès à des lieux de travail dont l'accès est réglementé ni à des renseignements et/ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS.

Si la réponse est Oui, le personnel n'ayant pas d'autorisation de sécurité devra être escorté par une personne détenant la cote de sécurité requise, pour faire en sorte que le personnel en question n'ait pas accès à des renseignements et/ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS sur les lieux de travail.

PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

11. RENSEIGNEMENTS / BIENS :

a) Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

Si la réponse est Oui, préciser, à l'aide du tableau récapitulatif, le niveau de sécurité des documents ou de l'équipement que le fournisseur devra protéger dans ses installations.

b) Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

Si la réponse est Oui, préciser, à l'aide du tableau récapitulatif, le niveau de sécurité des renseignements ou des biens COMSEC que le fournisseur devra protéger dans ses installations.

PRODUCTION

c) Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

Préciser, à l'aide du tableau récapitulatif, le niveau de sécurité du matériel que le fournisseur fabriquera, réparera et/ou modifiera et devra protéger dans ses installations.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

d) Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

Si la réponse est Oui, préciser le niveau de sécurité à l'aide du tableau récapitulatif. Cette case porte sur les renseignements qui seront traités ou produits électroniquement et stockés dans un système informatique. Le ministère/organisme client devra préciser les exigences en matière de sécurité de la TI relativement à cet achat dans un document technique distinct. Le fournisseur devra également consulter le document suivant : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – Norme opérationnelle de sécurité : Gestion de la sécurité des technologies de l'information (GSTI).

e) Y aura-t-il un lien électronique entre les systèmes informatiques du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

Si la réponse est Oui, le fournisseur doit faire approuver ses systèmes informatiques. Le ministère client doit aussi fournir les critères de connectivité qui décrivent en détail les conditions et le niveau de sécurité relativement au lien électronique (habituellement pas plus haut que le niveau PROTÉGÉ B).

TABLEAU RÉCAPITULATIF

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

PROTÉGÉ	CLASSIFIÉ	NATO	COMSEC
PROTÉGÉ A	CONFIDENTIEL	NATO DIFFUSION RESTREINTE	PROTÉGÉ A
PROTÉGÉ B	SECRET	NATO CONFIDENTIEL	PROTÉGÉ B
PROTÉGÉ C	TRÈS SECRET	NATO SECRET	PROTÉGÉ C
	TRÈS SECRET (SIGINT)	COSMIC TRÈS SECRET	CONFIDENTIEL
			SECRET
			TRÈS SECRET

12. a) La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

Si la réponse est Oui, classifier le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de

sécurité » au haut et au bas du formulaire.

b) La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

Si la réponse est Oui, classifier le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

PARTIE D - AUTORISATION

13. Chargé de projet de l'organisme

Cette case doit être remplie et signée par le chargé de projet pertinent (c.-à-d. la personne qui est responsable de ce projet ou qui connaît le besoin au ministère ou à l'organisme client. On peut, à l'occasion, communiquer avec cette personne pour clarifier des renseignements figurant sur le formulaire.

14. Responsable de la sécurité de l'organisme

Cette case doit être signée par l'agent de la sécurité du ministère (ASM) du ministère indiqué à la case 1 ou par son remplaçant ou par le responsable de la sécurité du fournisseur.

15. Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

Un Guide de sécurité ou un Guide de classification de sécurité sont utilisés de concert avec la LVERS pour faire part d'exigences supplémentaires en matière de sécurité qui n'apparaissent pas dans la LVERS et/ou pour éclaircir certaines parties de la LVERS.

16. Agent d'approvisionnement

Cette case doit être signée par l'agent des achats qui fait fonction de gestionnaire du contrat ou du contrat de sous-traitance.

17. Autorité contractante en matière de sécurité

Cette case doit être signée par l'agent de la sécurité du marché. Lorsque TPSGC est le responsable de la sécurité du marché, la Direction de la sécurité industrielle canadienne et internationale (DSICI) doit remplir cette case.